Robert Fossaert
(1991)

Le monde au 21^e siècle

Une théorie des systèmes mondiaux
Première partie

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web : http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron,
bénévole,
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec,
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

À partir de :

Robert Fossaert (1991)

Le monde au 21^e siècle : Une théorie des systèmes mondiaux. (Première partie)

Une édition électronique réalisée du livre de M. Robert Fossaert. Paris : Éditions Fayard, 1991, 523 pages.

[Autorisation de l'auteur accordée le 20 juillet 2003 de diffuser cette œuvre sur ce site].

Courriel : robert.fossaert@wanadoo.fr

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 12 avril 2005 à Chicoutimi, Québec.

Robert Fossaert
(1991)

En couverture : René Magritte : Le faux miroir, huile sur toile, 1928
Musée d'art moderne, New York

DU MEME AUTEUR

Aux Éditions du Seuil

L'avenir du capitalisme, 1961
Le contrat socialiste, 1969

La société, tome 1 — Une théorie générale, 1977.
La société, tome 2 — Les structures économiques, 1977.
La société, tome 3 — Les appareils, 1978.
La société, tome 4 — Les classes, 1980.
La société, tome 5 — Les États, 1981.
La société, tome 6 — Les structures idéologiques, 1983.

La nationalisation des chrysanthèmes, 1988.

En couverture

1985-1991 : du début de la glasnost à l'unification de l'Allemagne et à la guerre du Golfe, un nouveau monde prend forme. La guerre froide s'achève par forfait de l'URSS, l'Europe efface ses divisions, les États-Unis affirment leur prééminence. À sa manière, l'Asie participe à cette novation : des Indes à la Chine, la moitié de la population mondiale esquisse une réelle progression économique. Le monde se transforme, malgré la stagnation de l'Amérique latine, saignée par sa dette, et l'implosion des frères États africains, peuplés d'ethnies hétéroclites, à la démographie exubérante.

Le monde du 21^e siècle promet d'être nouveau, mais il demeurera incompréhensible pour qui négligerait le travail millénaire qui a civilisé la Chine, l'Inde ou le Proche-Orient ; pour qui dédaignerait les réseaux marchands, infiltrés entre les anciens empires, puis enflés de colonies à partir du 16^e siècle ; et, surtout, pour qui ignorerait les mutations financières, politiques et culturelles que le capitalisme a multipliées au long des 19^e et 20^e siècles.

En revanche, le monde du 21^e siècle peut devenir moins opaque si la théorie nourrie par ces expériences historiques débouche sur une évaluation réfléchie des novations discernables dès aujourd'hui. Novations techniques, démographiques et culturelles, certes, mais aussi bouleversements dus à la multiplication des villes géantes, au mariage forcé de l'industrie et de l'écologie ou à la nécessaire domestication des médias. Toutes évolutions qui s'effectueront dans un monde plus capitaliste que jamais, où le trop-plein d'États contrôlera mal les centaines de peuples qui aspirent à plus d'autonomie.

Sur sa lancée présente, le monde du 21^e siècle pourrait être aussi lourd de crises et de guerres, voire de révolutions, que le monde chaotique des années 1914-1945. Mais rien n'interdit aux forces politiques, aux peuples et même aux États, de faire preuve d'imagination bénéfique, comme ils le firent souvent de 1945 à 1975. Le monde du 21^e siècle est à bâtir.

Robert Fossaert, économiste et sociologue. À publié plusieurs ouvrages dont La Société (six volumes parus de 1977 à 1983). A présidé l'une des banques nationalisées en 1982 et a rendu compte de cette expérience dans La nationalisation des chrysanthèmes (1985). Cofondateur de divers groupes de réflexions, des Rencontres socialistes de Grenoble (1966) au Cercle Condorcet.

Table des matières

Le monde au 21^e siècle (Une théorie des systèmes mondiaux)

Introduction : Un nouveau monde ?

PREMIERE PARTIE : Les mondes précapitalistes. (Des origines au 18^e siècle)

Chapitre 1 : Multiples mondes anciens. (Des origines au 18^e siècle)

- (1) — La mise en place des peuples.
- (2) — Les peuples.
- (3) — Les langues : privilèges des langues écrites.
- (4) — Armées et dominations.
- (5) — Appareils et religions.

Chapitre 2 : Les empires au centre des mondes anciens. (Des origines au 18^e siècle)

- (6) — Le bâti des empires.
- (7) — Les territoires.
- (8) — Les blocs mécaniques de peuples et les empires centraux.
- (9) — La structure des mondes anciens.
- (10) — Les civilisations.

Chapitre 3 : Le lierre des mondes marchands. (De -800 à 1300)

- (11) — Un commerce lointain et marginal.
- (12) — Itinéraires et monopoles.
- (13) — Monnaie et crédit : le capital marchand.
- (14) — Cités et autres États marchands ; la révolution communale.
- (15) — Mondes marchands et mondes anciens.
- (16) — Croisades et diasporas.

Chapitre 4 : L'Europe marchande et coloniale.

(Du 14^e au 18^e siècles)

- (17) — [Fusion des mondes marchands européens.](#)
- (18) — [Colonies et guerres coloniales.](#)
- (19) — [La traite et la démographie ; de l'Afrique.](#)
- (20) — [Du crédit à la banque ; la valeur entre l'usage et l'échange.](#)
- (21) — [Les États de l'équilibre européen ; de la Hollande.](#)

Chapitre 5 : Le centrage du monde.

(Du 14^e au 18^e siècles)

- (22) — [Poussées nationalitaires et crises religieuses.](#)
- (23) — [Les réseaux secondaires ; la culture européenne.](#)
- (24) — [Le territoire des royaumes ; les empires coloniaux.](#)
- (25) — [La structure du monde colonial et marchand ; plus qu'une économie-monde.](#)
- (26) — [L'Europe marchande et coloniale aux prises avec les autres mondes.](#)

DEUXIEME PARTIE : Les trois premiers mondes capitalistes.

(Du 18^e siècle à 1990)

Chapitre 6 : Le monde en proie au capitalisme.

(Du 18^e siècle à 1914).

- (27) — La révolution industrielle capitaliste.
- (28) — Le marché et la valeur d'échange.
- (29) — La banque et le capital financier.
- (30) — Capitalisme et révolution démocratique-bourgeoise ; empires coloniaux.
- (31) — Équilibre européen et impérialismes.
- (32) — L'exubérance européenne ; la territorialisation inégale.

Chapitre 7 : Le monde des nations civilisatrices.

(Du 18^e siècle à 1914)

- (33) — Appareils et réseaux.
- (34) — Nations et aspirations nationalitaires.
- (35) — Classes sociales ; minorités au sein des nations.
- (36) — Sociétés civiles et régimes politiques.
- (37) — La civilisation européenne ; de l'Angleterre.
- (38) — La structure du premier monde capitaliste ; le monde en 1913-14.

Chapitre 8 : Le monde des guerres mondiales.

(De 1914 à 1945 -50)

- (39) — Guerres et révolutions.
- (40) — La révolution soviétique ; *de la Russie*.
- (41) — Dettes de guerre ; crises monétaires et économiques.
- (42) — Les empires rivaux ; *de l'Inde*.
- (43) — Communisme et fascisme ; multiplication des nations.
- (44) — La structure du deuxième monde capitaliste ; vers l'explosion démographique.

Chapitre 9 : Le monde de la dissuasion nucléaire.

(De 1945 -50 à 1990)

- (45) — La structure du troisième monde capitaliste.
- (46) — La dissuasion nucléaire.
- (47) — Les trois périodes de l'histoire politique de 1945 à 1990.
- (48) — La hiérarchie des puissances et l'équilibre mondial ; *des États-unis*.

Chapitre 10 : L'archipel étatique-socialiste.

(De 1945 -50 à 1990)

- (49) — Le *camp socialiste* vite fracturé.
- (50) — Les révolutions chinoises ; *de la Chine*.
- (51) — Les crises des années 1980.

Chapitre 11 : Le monde sous l'empire du marché.

(De 1945 -50 à 1990)

- (52) — La révolution informatique
- (53) — Les *multinationales* et le commerce mondial
- (54) — Les banques et le FMI jusqu'en 1970
- (55) — Le désordre monétaire international après 1970
- (56) — Les crises bancaires et boursières après 1982 ; *du Brésil*
- (57) — Trente ans d'expansion ; les unions douanières en Europe
- (58) — Quinze ans de crise ; *de la CEE à (6/9/10) 12*

Chapitre 12 : Le monde débordant de nations.

(De 1945 -50 à 1990)

- (59) — Réseaux dédoublés et nations multiples ; *du Japon*.
- (60) — Les peuples pris dans la grille des États.
- (61) — Transformations mondiales des classes sociales.
- (62) — Régimes politiques et hégémonies ; le *welfare*.
- (63) — Les civilisations occidentalisées.

Chapitre 13 : Le monde de l'impérialisme triomphant.**(De 1945 -50 à 1990)**

- (64) — La valeur entre l'échange et le développement.
- (65) — *Multinationales* et États ; l'aide au développement.
- (66) — L'exubérance démographique des périphéries ; *du Mexique*.
- (67) — Tensions démographiques internationales.
- (68) — Un jeu d'espaces intriqués.

TROISIEME PARTIE : Le monde au 21^e siècle.**(De 1990 à 2100)****Chapitre 14 : La fin du socialisme étatique en URSS.****(De 1990 à 2100)**

- (69) — Le parti soviétique.
- (70) — L'État divorcé du parti.
- (71) — La propriété désétatisée.

Chapitre 15 : Avenirs de la Russie et de la Chine.**(De 1990 à 2100)**

- (72) — Le reflux vers la Russie.
- (73) — La Chine décalée.
- (74) — L'URSS et la Chine au 21^e siècle.

Chapitre 16 : Le mariage forcé de l'économie et de l'écologie.**(De 1990 à 2100)**

- (75) — Une croissance accélérée.
- (76) — Un marché sans limites.
- (77) — Compter avec la nature.

Chapitre 17 : Le capitalisme enfin mondial ?**(De 1990 à 2100)**

- (78) — Le capital mobile.
- (79) — La conquête de l'est.
- (80) — Galops d'éléphants et grands espaces économiques.
- (81) — Un 21^e siècle riche et misérable.

Chapitre 18 : Le monde, côté Bandoung.

(De 1990 à 2100)

- (82) — L'Asie des soleils levants.
 - (82-I) — Les isolats d'Extrême-Orient.
 - (82-II) — Promesses d'entre Inde et Chine.
 - (82-III) — L'Australasie.
- (83) — L'Asie des volcans.
 - (83-I) — Les Indes à coudre.
 - (83-II) — Le Proche et Moyen-Orient au carrefour des périls.
- (84) — L'Afrique, hélas !
 - (84-I) — Au sud du désert, la misère.
 - (84-II) — L'Afrique méditerranéenne.

Chapitre 19 : Le monde, façon Europe.

(De 1990 à 2100)

- (85) — Une ou deux Amériques ?
 - (85-I) — Les Amériques centrales
 - (85-II) — L'Amérique brésilienne ?
 - (85-III) — Une seule Amérique ?
- (86) — L'Europe redevenue européenne
- (87) — De l'équilibre européen aux équilibres continentaux

Chapitre 20 : Un trop-plein d'États.

(De 1990 à 2100)

- (88) — Dissuasion, prolifération, modération.
- (89) — Les États-Unis en mal d'empire.
- (90) — L'empire mondial à partager.
- (91) — Discipliner les États.
- (92) — Le droit des peuples à disposer d'États de droit.

Conclusion : Un autre monde.

ANNEXES ET TABLES

Bibliographie sommaire.

Pour plus de précisions théoriques.

[Table des sigles.](#)[Table des cartes.](#)

Cartes *

[Retour à la table des matières](#)

[La Terre utile](#)

[Assises d'empires anciens](#)

[Villes à l'appui des réseaux marchands avant 1500](#)

[L'onde coloniale en 1500 et 1800](#)

[Traite africaine et peuplement des Amériques](#)

[Les derniers empires anciens](#)

L'onde coloniale en 1914

Puissances inégales

La ceinture commerciale du monde

La limite du sous-développement

La mosaïque soviétique

La Chine entrouverte

Carrefours dangereux

Un monde de sous-systèmes

Les isolats d'Extrême-Orient

Les prochains Japon

Le continent indien

La zone des volcans

Éruptions africaines

La grosse tête des Amériques

L'Europe devient européenne

L'emprise mondiale des États-Unis

Villes immenses de l'An 2000

* Toutes les cartes ont été établies par l'atelier *Études et Cartographie* de Lille.

Sigles

[Retour à la table des matières](#)

AELE	<i>Association européenne de libre-échange</i> (n° 57).
AID	<i>Agence internationale pour le développement</i> (n° 65).
AIE	<i>Agence internationale de l'énergie</i> (cf. OCDE).
ANASE	<i>Association des nations de l'Asie du sud-est</i> (n° 47).
ANZUS	<i>Australia, New-Zealand, United States, (Pacte militaire)</i> (n° 47).
ASEAN	<i>voir ANASE.</i>
BAD	<i>Banque asiatique de développement</i> (n° 54).
BEI	<i>Banque européenne d'investissement</i> (n° 79).
BID	<i>Banque interaméricaine de développement</i> (n° 54).
BIRD	<i>Banque internationale pour la reconstruction et le développement, dite aussi Banque mondiale</i> (n° 54).
BIT	<i>Bureau international du travail — Agence de l'ONU.</i>
BRI	<i>Banque des Règlements internationaux (à Bâle)</i> (n° 54).
CAD	<i>Comité d'aide au développement</i> (cf. OCDE) (n° 65).
CAEM	<i>Comité d'entraide économique mutuelle</i> (n° 49).
CEDEAO	<i>Communauté économique des États de l'Afrique occidentale</i> (n° 84).
CEE	<i>Communauté économique européenne</i> (n° 57).
CFA	<i>Communauté financière africaine.</i>
CNUCED	<i>Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement</i> (n° 65).
COCOM	<i>Coordinating Committee —</i> (cf. OCDE) (n° 53).
COMECON	<i>voir CAEM.</i>
CSCE	<i>Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe</i> (n° 89).
DTS	<i>Droits de tirage spéciaux</i> (n° 54).
EAU	<i>Émirats arabes unis.</i>
ECU	<i>European currency unit (monnaie de compte de la CEE)</i> (n° 55).
FAO	<i>Food and alimentation organisation (agence de l'ONU)</i> (n° 66).

FSM	<i>Fédération syndicale mondiale</i> (n° 49).
GATT	General agreement on Tariffs and Trade (<i>agence régulatrice du commerce international</i>) (n° 53).
G7	<i>Groupe des sept principales puissances industrialisées</i> (n° 58).
HCR	<i>Haut-commissariat aux réfugiés.</i>
IDS	<i>Initiative de défense stratégique</i> (n° 46).
LIBOR	London interbank offered rate (<i>taux du marché monétaire londonien entre banques</i>) (n° 56).
MITI	Ministry of International Affairs and Industry (<i>ministère japonais de l'industrie et des relations économiques extérieures</i>) (n° 65).
NASA	National aeronautics and space administration (<i>agence spatiale des E. U.</i>) (n° 64).
NEP	<i>Nouvelle politique économique (URSS, années 1920)</i> (n° 40).
NORAD	North America Defence (n° 46).
OCDE	<i>Organisation pour la coopération et le développement économique</i> (n° 57).
OEA	<i>Organisation des États américains</i> (n° 47).
OECE	<i>ancêtre de l'OCDE</i> (n° 57).
OLP	<i>Organisation de libération de la Palestine.</i>
ONG	<i>Organisation non gouvernementale (reconnue par l'ONU)</i> (n° 63).
ONU	<i>Organisation des Nations unies.</i>
OPA	<i>Offre publique d'achat</i> (n° 56).
OPEP	<i>Organisation des pays exportateurs de pétrole.</i>
OTAN	<i>Organisation du traité de l'Atlantique nord.</i>
OUA	<i>Organisation de l'unité africaine.</i>
PC	<i>Parti communiste.</i>
PCUS	<i>Parti communiste de l'URSS.</i>
PIB	<i>Produit intérieur brut</i> (n° 64).
PNB	<i>Produit national brut</i> (n° 64).
PNUD	<i>Programme des Nations unies pour le développement</i> (n° 81).
PPA	<i>Parité de pouvoir d'achat (comparaison internationale des PIB)</i> (n° 64).
PRI	<i>Parti révolutionnaire institutionnel (du Mexique)</i> (n° 66).
RDA	<i>République démocratique allemande.</i>

RFA	<i>République fédérale d'Allemagne.</i>
RSFSR	<i>République socialiste fédérative soviétique de Russie.</i>
SDN	<i>Société des Nations (n° 40).</i>
SME	<i>Système monétaire européen (n° 55).</i>
UEO	<i>Union de l'Europe occidentale (n° 90).</i>
UEP	<i>Union européenne & paiements (n° 54).</i>
UMA	<i>Union du Maghreb arabe (n° 84).</i>
URSS	<i>Union des Républiques socialistes soviétiques (n° 72).</i>

Un nouveau monde ?

« On s'en souviendra de cette planète ! »

VILLIERS DE L'ISLE ADAM

[Retour à la table des matières](#)

Nul ne semble en douter, un nouveau monde est né. Mais quand ? et comment ? En 1991, la guerre a sévi dans le Golfe. En 1990, la RDA * s'est dissoute dans la RFA. En 1989, l'URSS a perdu le contrôle de son glaciaire européen, sinon celui de ses républiques enclaves à l'indépendance ; le Japon a clos l'ère Showa en enterrant l'empereur Hiro Hito, épargné par les procès de 1945-46. En 1987, la planète a dépassé les 5 milliards d'habitants. En 1985, Gorbatchev, promu secrétaire général du PCUS, a initié la politique de *glasnost* et de *perestroïka*.

On allongerait vainement la liste des événements inauguraux du nouveau monde, car la question centrale n'en serait guère éclairée : pour repérer le début d'un monde, il faut savoir ce que monde veut dire. On progresse du détail événementiel vers une visée plus large, en observant qu'un monde désigne, en abrégé, une période de l'histoire du système mondial formé par l'ensemble des pays en interaction. Mais la question centrale reste entière : qu'est-ce qu'un monde ? en quoi peut-il être nouveau, c'est-à-dire différent du monde précédent ? Autrement dit : comment reconnaît-on un système mondial original parmi les mondes dont l'histoire a gardé trace ?

Aujourd'hui, la Terre porte un seul ensemble de sociétés interdépendantes, mais ce monde unique n'est qu'une variante dans la longue série des systèmes mondiaux qui se sont succédés ou ont même coexisté pendant des millénaires, en s'ignorant l'un l'autre, malgré de rares explorateurs de l'inconnu, émules d'Ibn Battûta ou de Marco Polo.

* En fin de volume, une table explicite les sigles utilisés.

À l'avenir, quand les traces brutes de l'aventure humaine deviendront déchiffrables, les mondes du passé seront mieux connus. Des sciences à naître décrypteront le patrimoine génétique des populations pour tempérer les légendes que les peuples se racontent. Des géographies toujours plus audacieuses traiteront les territoires comme des palimpsestes où le travail des hommes n'a cessé de s'inscrire. Les données ainsi extraites du matériau humain et terrestre enrichiront des paléontologies, des archéologies et des ethnologies aux curiosités sans limites, des linguistiques comparatistes et des anthropologies culturelles dont les recherches déborderont de l'Occident nombriliste, des histoires qui feront document de tout bois pour répondre aux questions que l'actualité leur posera.

Néanmoins, la diversité des mondes a déjà provoqué d'innombrables descriptions utiles. Mieux, une véritable mutation s'est amorcée depuis que la décolonisation a multiplié les perspectives. Jointe à la prolifération des sciences sociales, cette pluralité des visées rétrospectives ne cesse d'enrichir la représentation des mondes passés.

Vico ou Condorcet, Hegel ou Marx, Lénine ou Weber disposaient d'une information moins riche et moins débattue que celle dont Aron ou Braudel ont pu bénéficier. On peut, sans irrespect, rejeter beaucoup de leurs dires ; on peut, sans immodestie, théoriser après eux et, s'il le faut, contre eux ; mais on doit se rendre plus attentifs qu'eux à l'incessant enrichissement des sciences sociales, c'est-à-dire à la précarité des résultats acquis.

Les systèmes mondiaux sont inintelligibles pour qui ne les simplifie pas. L'interaction de millions d'hommes produit un brouillard d'événements opaques. La visibilité se construit. Les méthodes à cette fin sont multiples, souvent inconscientes, parfois raisonnées. La théorie est la plus exigeante d'entre elles parce qu'elle expose les concepts qu'elle élabore, les hypothèses dont elle se soutient et pas seulement les résultats qu'elle présente.

Les règles qui garantissent sa bonne distance critique vis-à-vis des mondes à représenter concernent l'échelle des représentations, autant que leur nature. Anciens ou non, les mondes deviennent intelligibles si leur espace est observé d'abord à l'échelle des continents, leurs évolutions à l'échelle des siècles, leurs activités à l'échelle des millions d'hommes. À d'aussi petites échelles, le trivial des événements s'évanouit et la lourde répétition des activités humaines révèle les structures où elles se moulent. L'ossature des mondes anciens et l'architecture du monde présent se laissent apercevoir quand l'infinie turbulence des relations sociales cesse de distraire le regard.

Pour l'analyse du monde présent, la difficulté redouble car l'observateur, imprégné des idées qui ont cours dans sa société, tend à surestimer son expérience personnelle. Il ne peut échapper à l'emprise des idées reçues qu'en comparant systématiquement le monde présent aux mondes défunts, pour cerner leurs traits

communs et discerner leurs spécificités respectives. Mais il lui faut aussi se souvenir des mises en garde répétées de Gouldner contre la *personal reality*, cette expérience sociale infuse qui encombre tout homme de certitudes ou d'intuitions qui doivent être mises en doute pour céder la place aux faits bien établis, aux généralisations démontrables, aux hypothèses explicites.

Le lecteur s'approchera de cette précaution idéale, s'il réfléchit aux préjugés massifs que sa famille, son éducation, son pays d'origine, son expérience professionnelle, son âge même ont pu instiller en lui : ainsi pourra-t-il juger des biais qu'il doit combattre. L'auteur peut payer d'exemple à cet égard. Il est né dans un monde à deux milliards d'habitants et mourra dans un monde trois fois plus peuplé, mais où les famines resteront rares : cela le rend-il trop optimiste ? Il s'est éveillé au monde, à Dunkerque, en 1940, quand la guerre faisait rage et déplaçait les frontières de toute l'Europe : exagère-t-il, de ce fait, la plasticité des États et les bienfaits de la dissuasion nucléaire ? Est-il entraîné par sa formation et son métier, à dominante économiste, vers quelque surestimation de l'infrastructure ? Plusieurs décennies passées dans les méandres des gauches françaises l'ont-elles privé de patience et d'indulgence politiques ? Le lecteur en jugera d'autant mieux qu'il aura, lui aussi, balayé devant sa porte.

Le même repérage des biais subjectifs doit évidemment s'appliquer aux spécialistes dont les œuvres seront mises à contribution par la présente recherche, en insistant tout particulièrement sur leurs déformations professionnelles les plus fréquentes. On veillera ainsi à éviter les pièges où le nationalisme et le mépris des modèles théoriques font tomber trop d'historiens. De même, on combattra les propensions psychologisantes des sociologues, les positivismes cartographiques des géographes, les enjolivures mathématiques des économistes et autres manies disciplinaires.

Les résultats de ces disciplines fragmentaires doivent être globalisés pour concourir à l'intelligence des objets énormes que sont les systèmes mondiaux, mais il apparaîtra que cette simplification se heurte à une limite, comme si l'analyse des sociétés ne pouvait être réduite à moins de trois dimensions : celle de l'économie qui embrasse tout ce qui touche à la subsistance des hommes, des techniques productives aux consommations finales, sans oublier les impôts qui redistribuent les revenus, les crédits qui les abondent et les monnaies qui les expriment, etc. ; celle de la politique, entendue au sens le plus large du terme, en visant tout ce qui concerne l'organisation sociale, de la propriété au pouvoir, comme de la dépendance à la citoyenneté et de la collectivité la plus minuscule jusqu'à l'ONU, etc. ; celle, enfin, de l'idéologique ou du culturel, qui embrasse en sa plus vaste extension, toutes les pratiques et toutes les idées, des plus modestes aux plus éthérées, en tant que les hommes y manifestent leurs représentations du monde où ils vivent.

Économie, politique, idéologique (ou culturel) : le lecteur s'épargnera bien des malentendus s'il sait que ces termes seront toujours employés dans la plus

vaste des acceptions possibles, pour désigner la totalité sociale — l'ensemble du système mondial — saisie sous l'un de ses trois angles d'analyse. Et que de ce fait, le terme social ne sera employé que pour désigner synthétiquement une réalité considérée simultanément dans ses propriétés économiques, politiques et culturelles.

L'objectif étant de comprendre en quoi le monde présent est nouveau, la réponse sera fournie par une double mise en perspective : rétrospective et prospective. Comme les systèmes mondiaux d'avant la révolution industrielle capitaliste ont marqué de leurs empreintes les peuples et les civilisations d'aujourd'hui, on leur consacra une brève première partie où le sédiment de plusieurs millénaires se laissera d'autant mieux apercevoir que de nombreuses et savantes recherches lui ont été consacrées.

Les mondes capitalistes qui se sont succédés depuis la révolution industrielle se verront consacrer une seconde partie, plus longue que la première, car il importe d'examiner de près les nombreux dispositifs économiques ou politico-culturels qui se sont formés au cours des 19^e et 20^e siècles et demeurent souvent actifs aujourd'hui.

De même longueur que la précédente, la troisième partie analysera le monde nouveau en cours d'émergence en examinant ses caractéristiques présentes et ses potentialités à l'horizon du siècle prochain.

Dans cette perspective prospective, la décennie 1990-2000, dont la problématique est déjà nouée pour une bonne part, et les toutes premières décennies du 21^e siècle, dont la trame est partiellement dessinée, seront examinées avec une égale attention, tandis que les décennies ultérieures du 21^e siècle seront prises en considération comme une sorte de grand écran où les tendances les plus lourdes du monde présent laissent apercevoir leurs immenses conséquences, sans qu'on puisse préjuger des contre-tendances et des novations qui apparaîtront le temps aidant.

Laissons le dernier mot à Marc Bloch, méditant sur la défaite française de 1940 et qui, après avoir noté que « l'histoire est, par essence, science du changement », déclare : « Elle peut s'essayer à pénétrer l'avenir ; elle n'est pas, je crois, incapable d'y parvenir » *. Puisse le présent essai inciter les historiens de toutes les sciences sociales — car il n'est pas de science sociale sans dimension historique — à relever le défi de Marc Bloch, sans attendre qu'advienne un nouveau 1940, en quelque domaine que ce soit.

* L'étrange défaite (Gallimard, Paris, 1990, p. 151).

PREMIERE PARTIE

LES MONDES PRECAPITALISTES

(Des origines au 18^e siècle)

Chapitre 1

Multiples mondes anciens

(Des origines au 18^e siècle)

« ... l'animation des premiers jours du monde, les
bruits multiples du début du parlant. »

Denis ROCHE

1 — La mise en place des peuples

[Retour à la table des matières](#)

La mise en place des peuples s'est opérée lentement. Trois à quatre millions d'années séparent les premiers anthropoïdes découverts dans l'est africain, des humains aujourd'hui omniprésents ; mais les sites dûment datés qui permettent d'imaginer la dissémination de notre espèce demeurent séparés par des milliers de millénaires et de kilomètres. Néanmoins, tout porte à penser que la Terre fût longtemps presque vide d'hommes. Les démographes s'accordent tant bien que mal sur un compte à rebours de la population planétaire : 200 millions d'hommes, au temps de Charlemagne et de Harun al-Rashid, vers + 800 ; moitié moins, treize siècles plus tôt, quand Darius règne en Perse et quand les Étrusques s'emparent de Rome, vers - 500 ; 50 millions seulement vers - 1000 ou - 4000 selon les sources. Quelques dizaines de millénaires avant notre ère, l'humanité se composait vraisemblablement de quelques dizaines de milliers d'hommes : de quoi peupler une assez petite ville d'aujourd'hui.

La mise en place des peuples a d'abord été une lente dispersion des bandes animales-humaines au gré des mutations climatiques et des hasards écologiques. Multipliées au bénéfice de rares inventions — le langage, le feu, l'élevage, l'agriculture, quelques outils de pierre, puis de métal, etc. — ces bandes ont fait souche de races, de langues et de cultures diversifiées dans les sites épars où leur aventure les a déposées, un peu partout sur la planète. Du même mouvement, elles sont devenues humaines et sociales, elles ont formé des peuples.

Longtemps, l'errance a été l'ordinaire de tous les peuples. La cueillette, la chasse et la pêche y obligent plus ou moins. L'élevage qui nourrit davantage d'hommes ne change guère la norme : les cavaliers nomadisent sur de grands espaces, les éleveurs de moutons ou de chameaux transhument dans un moindre rayon, les troupeaux de bœufs ou de buffles se déplacent moins encore, mais toutes ces productions sont itinérantes et inclinent, parfois, à de lointaines expéditions. L'agriculture interrompt l'errance. Non pas la culture sur brûlis qui entraîne encore des migrations périodiques, mais bien la culture pérenne des terres riches et légères ; puis, au prix d'outils plus puissants et de nouvelles façons, la culture des terres sédimentaires plus lourdes. Les grandes vallées alluviales, les rives inondables et les sols aisément irrigables deviennent ainsi, du 7^e au 4^e millénaires, les premières zones de sédentarisation massive, du Houang-Ho — ou Fleuve jaune — au Nil et à l'Euphrate, puis à l'Indus. Ailleurs, à commencer peut-être par les hauts plateaux des Andes, du Mexique, de l'Éthiopie et du Yémen, puis par les rives septentrionales de la Méditerranée, la sédentarisation a été plus tardive. De là, elle a gagné toutes les zones fertiles, notamment la longue plaine européenne. Mais la steppe qui prolonge celle-ci jusqu'au cœur de l'Asie et la prairie américaine ont tardé à se densifier, tant le nomadisme y est resté facile et ravageur. Seule une forte armature urbaine en est venue à bout, non sans rechutes. Ainsi, au-delà du Rhin et du Danube, l'Europe n'a été stabilisée qu'au Moyen-Âge, tandis qu'après la capture mongole, la plaine russe n'a restauré ou instauré son réseau de villes qu'à partir du 15^e siècle.

La ville protège l'agriculture sédentaire, mais elle ne peut s'établir qu'à partir d'une campagne déjà efficace. Bairoch estime qu'avant l'agriculture, la population ne pouvait guère dépasser les 2-3 habitants au km², sauf dans les zones tropicales où la fertilité naturelle des terres autorisait, au mieux, le triplement de cette moyenne. Une campagne cultivée par 8-9 habitants au km² et dégageant un surplus alimentaire égal à 10 % des récoltes peut supporter une ville de 1 000 habitants, dans un cercle de 18 km de rayon. C'est dire le privilège des zones, surtout fluviales, où l'agriculture permet de porter 200 à 400 habitants au km² : les villes y deviennent nombreuses et, parfois, géantes (4,35).

La terre utile

[Retour à la table des cartes](#)

Les villes primitives exhumées par l'archéologie semblent souvent si exiguës que l'on hésiterait à les distinguer des villages, n'étaient leurs traits originaux : un artisanat à plein temps ; une enceinte souvent fortifiée (sauf en Égypte) ; un peuplement dense ; un habitat en dur, aligné autour de rues et de places ; une occupation durable, à la différence des camps mobiles des princes et des armées. En chinois comme en russe, un même mot désigne la ville et la citadelle (4,31), mais ailleurs également les villes ont un rôle militaire, quand elles ne naissent pas autour de châteaux d'abord isolés. Néanmoins, lorsque les périls de l'errance semblent écartés, les marchands s'y multiplient, tandis que les États et les églises y accrochent les mailles principales de leurs appareils. Partout, les villes dégagées de leurs nécessités premières deviennent polyvalentes, non sans susciter légendes et envies lorsqu'elles sont grandes et riches.

L'errance des peuples se charge de significations contradictoires. Le nomadisme, le pillage et la conquête sont chantés comme d'exaltantes aventures, alors que les sédentaires déplorent ces invasions barbares. Aussi convient-il d'apprécier les récits des uns et des autres en tenant compte de la densité réelle du

peuplement. L'envahisseur dont un peuple sédentaire subit l'assaut est rarement l'initiateur du mouvement qu'il transmet. La bousculade des peuples est de règle, autour, puis au sein des empires chinois, romain, hindou, etc., à partir d'errances initiées par quelque peuple de la grande steppe qui s'étend de l'Amour aux Carpates. Au reste, cette steppe où la sédentarisation ne s'achèvera qu'au 20^e siècle n'est pas la seule réserve de peuples condamnés à l'errance. L'expansion des Han refoule, au sud de la Chine, divers peuples qui se disperseront ensuite dans tout le sud-est asiatique. La poussée arabo-musulmane vers l'Espagne, puis vers l'Insulinde, bouscule plusieurs peuples, notamment en Iran et en Inde. Les empires précolombiens ont même effet au Mexique et dans les Andes. Partout, les errances se propagent en cascade.

Villes immenses			
Avant la révolution industrielle, dix-huit villes ont rassemblé au moins <i>un millième</i> de la population planétaire totale (*) ; certaines ont même dépassé les <i>trois millièmes</i> (**). Rapportée à la population totale de leur propre monde, la proportion est beaucoup plus élevée.			
v. - 1700	Babylone (**)	v. 1100	Kaifeng (*)
v. - 450	Athènes (*)	aux 13 ^e et 14 ^e siècles	Quanzhou (Ts' iuan-tchéou) (*)
v. - 300	Alexandrie (*)	v. 1300	Hangzou (Lin'an) (*)
v.- 100	Luoyang (*)	v. 1350	Le Caire (*)
v. 100/200	Rome (**)	v. 1500	Vijayanagar (Hampi) (*)
du 5 ^e au 11 ^e siècles ¹	Constantinople (**)	v. 1700	Agra (*)
v. 700	Xi'an (Sian) (**)	v. 1700	Istanbul (*)
v. 950	Bagdad (**)	v. 1700	Edo (Tokyo) (*)
v. 1000	Cordoue (*)		
(1) non sans éclipses de quelques décennies			
Sources : Pour la population : 30 ; pour les populations urbaines ; 4 ; pour les dénominations urbaines et leurs équivalences, voir en outre : 16 et 31 .			

Souvent aussi, les migrations amalgament des peuples variés. Les Germains des 5^e-6^e siècles et les Slaves des 8^e-10^e siècles sont aussi hétéroclites que les Gaulois l'étaient, lors de la conquête romaine. Les Arabes qui pénètrent en Espagne, au début du 8^e siècle, comptent beaucoup plus de contingents récoltés en Égypte et au Maghreb que d'Arabes de souche directe. Les peuples migrants sont souvent des débris d'avalanche, jamais de pures coulées de neige.

L'effectif des envahisseurs prend toujours des proportions grandioses chez les peuples ravagés. Pourtant, les évaluations sérieuses qui ont pu être établies, réduisent les hordes immenses à quelques milliers ou, plus rarement, quelques dizaines de milliers de migrants. Un peu plus peut-être, pour les Wisigoths installés en Aquitaine et en Espagne, au début du 5^e siècle. 30 000 à peine, pour les Arabes qui capturent l'Espagne wisigothique au début du 8^e siècle, avant d'être

renforcés, au fil des siècles, par un flux de peuplement berbère (8 I, 61). Encore faut-il distinguer, en chaque peuple, la minorité combattante, des milliers de femmes, d'enfants, de vieillards et d'esclaves qui l'accompagnent — et parfois la renforcent. En toutes époques, les peuples errants qui s'aventurent dans des zones densément sédentarisées, y sont très minoritaires. Leur force est celle de la nécessité qui les bouscule, de la brutalité qu'ils manifestent parfois ; plus encore, elle résulte de la crainte des peuples déjà installés. Si bien qu'un peu partout, les empires bien établis combattent les errances en divisant les barbares, en recrutant parmi eux des mercenaires ou en les disséminant sur des terres libres, à l'instar des Francs en Gaule septentrionale. Ou, de façon plus raffinée, en étendant les marches frontières, maillées de villes et de camps militaires ; en convertissant les nouveaux venus à quelque religion pacifiante (n° 5) ; en aidant même les tard-venus à faire mûrir leurs États propres dans l'orbite de l'empire (n° 5).

2 — Les peuples

[Retour à la table des matières](#)

Les peuples dont la mise en place est si chaotique, semblent constituer une médiocre unité historique. Ils sont pourtant le plus résistant des groupements humains, malgré les transformations qu'ils subissent.

Chaque peuple est un groupement singulier, un ensemble d'hommes co-détenteurs d'une même culture et porteurs d'une commune identité. Leur identité collective peut être riche d'illusions et leur culture peut être plus ou moins partagée, en ses divers aspects matériels et intellectuels, par plusieurs peuples apparentés. Aussi convient-il d'ancrer solidement le repérage de chaque peuple, avant de reconnaître ses apparentements ou d'observer ses transformations.

À strictement parler, un peuple est l'ensemble des hommes assemblés dans une même formation idéologique, c'est-à-dire dans une structure aussi prégnante qu'un État ou un mode de production, mais ayant d'autres traits distinctifs et, le plus souvent, une autre extension. Dans chaque formation idéologique, tous les hommes sont tenus par un réseau de liens très serrés : leur famille, leur activité, leur habitat et toutes les autres nécessités de leur vie pratique, comme toutes les autres habitudes communes de leur vie sociale (coutumes, rites, fêtes, etc.) les inscrivent dans de multiples groupes de convivance qui s'imposent à eux, avec la force inerte des usages traditionnels. Pris dans ce réseau de groupes interconnectés, les hommes vivent ensemble, ils sont liés en un même peuple. Localement, l'interconnexion s'opère de fait, à l'échelle des groupes de travail et d'habitat. À courte portée, elle est prolongée par les liens de voisinage et d'échange entre les communautés sédentaires ou nomades. À plus longue distance, des formes de sociabilité plus épisodiques, mais tout aussi contraignantes, établissent, à des fins cérémonielles, marchandes ou autres, des occasions de rencontres ou d'échanges.

Le peuple inscrit dans un tel réseau de convivance ne peut dépasser les limites du voisinage rural que si de solides points d'appui permettent d'accrocher l'un à l'autre, de multiples réseaux plus ou moins semblables. Les villes offrent à cet égard les meilleures jonctions : chacune constitue autour d'elle un pays — au sens du latin *pagus* — qui, à son tour, peut être relié, de ville en ville, à toute une grappe de pays. Mais, déjà, les peuples étalés dans un pays centré par une ville ou dans un ensemble plus vaste, soutenu par toute une armature urbaine, requièrent d'autres appuis pour garantir leur unité. Derrière les villes, un État et divers appareils idéologiques sont à l'œuvre et contribuent à de nouvelles extensions du réseau des groupes de convivance où un peuple se déploie (n° 6).

Sauf lacunes majeures de la documentation sociologique, historique ou archéologique, tout réseau peut faire l'objet d'une investigation empirique et, donc, tout peuple peut être dûment repéré et circonscrit, à condition, toutefois, que les distorsions dont le réseau peut souffrir soient, elles aussi, inventoriées.

La plus fondamentale de ces distorsions est langagière : la convivance, garante de l'unité d'un peuple, suppose une communication permanente et complète, laquelle s'étiole faute de langage commun. Mais la communication n'est pas que langagière : des us et coutumes insolites, des mœurs étranges, des rites inconnus, etc., provoquent eux aussi des coupures. Ainsi deux peuples — ou deux fragments de peuples — juxtaposés ou entremêlés sur un même terroir ou dans une même activité peuvent demeurer étrangers l'un à l'autre : le voisinage n'entraîne pas la convivance, tant que la mise en réseau ne s'opère pas.

Cette mise en relation ne se parfait jamais d'un seul coup, entre des peuples étrangers qui entrent en contact. Elle s'instaure progressivement par des acquisitions langagières, des imitations et des solidarités partielles, des intermariages d'abord occasionnels, etc. Ou bien « elle ne s'instaure pas, soit qu'un État entretienne la séparation des peuples qu'il domine, soit que les peuples mis en contact par quelque catastrophe — avalanche migratoire, épidémie, guerre, etc. — se disjoignent, sitôt le péril passé.

L'idéal serait de pouvoir reconstituer, pour les mondes anciens, les formes de convivance des peuples avant leurs mises en contact, afin de mieux doser leurs concours respectifs dans leurs ultérieurs amalgames. On aimerait, par exemple, suivre en ses détails la formation des peuples gallo-romains, au nord de la Narbonnaise, du 1^{er} au 3^e siècles ; puis l'adjonction à ceux-ci, du 3^e au 5^e siècles, des peuples francs logés entre Seine et Meuse, avant que d'autres peuples germaniques viennent enrichir ce mélange. Mais le principal document, aujourd'hui disponible pour juger de ces transformations est insuffisamment détaillé : c'est, tout bonnement, le vieux fond de la langue française, avant son épuration des siècles classiques.

Les peuples présentent tous une identité forte et distinctive, laquelle s'exprime par une dénomination et par bien d'autres traits : une mémoire commune, une histoire légendaire, un faisceau de normes et de rites et ainsi de suite, jusqu'à couvrir, en tous ses aspects courants, toute la vie réelle et imaginaire du peuple ainsi identifié.

On peut approcher cette identité — ou cette culture — par deux voies principales. L'une qui est de pratique courante en ethnologie, est de prêter attention aux contenus mêmes de la culture-identité, de discerner ses coutumes et ses rêves originaux, de la spécifier en sa singularité même. Moins poétique, mais non moins scientifique, l'autre approche qui est proprement macrosociologique, est de situer l'identité d'un peuple donné, dans l'échelle des développements culturels observables en société, non pour la singulariser, mais pour la typifier. Dans cette seconde optique, les peuples des anciens mondes apparaissent d'abord comme de courtes peuplades : des communautés groupant tout au plus quelques centaines d'hommes ou des tribus rassemblant durant quelques générations, des milliers d'hommes, sinon plus. Au bénéfice d'une sédentarisation durable, d'une trame urbaine déjà solide et d'un encadrement étatique stable, l'échelle des peuples peut changer. Par prolifération naturelle et par lente digestion d'apports externes, certains peuples prennent la taille et la vigueur d'ethnies, à vocation pérenne, où les hommes se comptent le plus souvent par dizaines ou centaines de milliers. Certes, les ethnies ne sont pas indestructibles, mais, hormis les très grandes avalanches de peuples et les guerres d'extermination — proprement ethnocides — les peuples ayant grandi jusqu'à ce stade identitaire et culturel ne connaissent plus que deux avenir : soit se fondre en quelque nation par un travail à dominante étatique, soit échapper à ce travail et être réduits à l'état de lambeaux épars, dans un monde progressivement rempli d'États-nations (n° 34).

Tout système mondial est un semis de peuples inégalement développés. Tant que le peuplement demeure clairsemé et que les ressources le permettent, ces peuples peuvent proliférer en se dispersant. L'éloignement distend ou rompt les réseaux, la succession des générations déforme les langages et les traditions. En peu de siècles, les parentés anciennes des peuples s'effacent de leurs souvenirs et s'enfouissent au cœur des mythes, des rites et des mots d'où de savantes recherches peuvent ultérieurement les débusquer. Mais de nouvelles parentés se créent par l'effet des contacts que les États les plus vastes favorisent souvent : ainsi des empires romain ou chinois, vastes rassembleurs de peuples hétéroclites que leurs administrations et leurs années imprègnèrent peu à peu de traits communs, aidés en cela par les prêtres et les marchands. Au fil du temps, ces parentés nouvelles se manifestent d'abord dans le jeu des échanges économiques et dans les domaines spécialisés que les appareils idéologiques et étatiques labourent régulièrement — justice, religion, fiscalité, etc. Elles affectent ainsi le langage courant et, par ce vaste canal, elles remuent peu à peu les us et coutumes moins spécialisés.

Parentés anciennes et parfois oubliées, parentés nouvelles mais qui sont partielles, ainsi les peuples se trouvent entraînés vers une prolifération spontanée que les États freinent souvent et inversent parfois. À l'échelle des mondes anciens, où les espaces libres demeurent longtemps très abondants, la prolifération l'emporte assurément, sauf au cœur des empires vivaces. Mais dans les mondes ultérieurs, l'intégration devient prédominante. Des myriades de peuplades, des milliers de peuples, finissent par se condenser en ces quelques centaines de peuples, parfois immenses, qui occupent aujourd'hui la planète.

3 — Les langues ; privilèges des langues écrites

[Retour à la table des matières](#)

Les rapports entre un peuple et son langage sont d'une simplicité trompeuse. Tout peuple pratique la langue qui lui est commune, mais, à l'inverse, maintes langues sont parlées par des peuples distincts, voire hostiles. Encore s'agit-il là de peuples et de langues pratiquement apparentés, à quoi s'ajoutent les connexions linguistiques complexes que l'histoire a ensevelies sous de nouveaux apports. Par delà les migrations et invasions turques, mongoles, arabes et autres des quinze derniers siècles, les linguistes savent reconnaître, chez presque tous les peuples de l'Europe actuelle, des parentés langagières qui attestent l'existence d'une coulée de peuples, dite indo-européenne, qui s'est effectuée, en plusieurs vagues, il y a plus de trois millénaires. Mais cette origine commune aux langues pré-ottomanes de l'Anatolie et des Balkans, aux langages scandinaves et slaves, aux parlers germaniques et gaulois et aux idiomes des presqu'îles méditerranéennes, n'atteste d'aucune parenté intime entre les divers peuples, issus des migrations indo-européennes, lesquels ont vécu des histoires disjointes, en se dispersant dans toute l'Europe.

Les langues européennes, étrangères aux influences indo-européennes — qu'elles soient antérieures comme le basque ou postérieures comme le hongrois et le finlandais — ne survivent qu'en de petits peuples, aux marges du continent. De même, les langues d'origine plus récente, mais portées par des peuples *sans histoire* — c'est-à-dire privés pendant de nombreux siècles de tout État apte à défendre leur domaine (n° 34) — se sont, elles aussi logées aux marges du continent, en Écosse, en Irlande, en Bretagne ou en quelques enclaves, comme la Bohême. En cela, l'Europe ne se singularise nullement : des Andes méridionales au nord de Hokkaido, de la toundra canadienne aux semi-déserts d'Australie, des forêts équatoriales de l'Amazone à celles du Zaïre et de Bornéo, partout, les peuples brimés par l'histoire d'autres peuples mieux organisés, se retrouvent aux marges du monde, si, du moins, ils ont survécu. Leur concentration maximum s'observe dans quelques massifs montagneux, véritables conservatoires de peuples installés aux carrefours des migrations et des invasions : dans les Balkans, sur les deux versants du Caucase, dans les piémonts himalayens et les confins sino-birmans, etc.

Plus qu'aux parentés archaïques, c'est au présent de chaque langue qu'il faut prêter attention. En effet, le langage fonctionne au présent, il se pratique, si bien que la parenté des langues se juge d'abord dans cette pratique. Elle est réelle, lorsque les hommes relevant de peuples différents peuvent communiquer entre eux, dans leurs contacts occasionnels ou répétitifs ; elle est partielle et fragile, lorsque cette intercommunication s'opère mal, par exemple au prix d'un sabir simplifié ; elle devient rare et souvent élitique, lorsqu'elle suppose une culture savante ou, à tout le moins, un effort spécial d'apprentissage. Ainsi, on peut douter que les peuples multiples assemblés, d'Angleterre en Syrie, sous la tutelle de Rome, aient acquis une pratique du latin leur ouvrant, à tous, une réelle intercommunication : celle-ci ne s'est établie que pour les hommes mis en contact par l'armée, les magistratures ou le commerce. Même au cœur de l'empire, dans les provinces les plus longtemps tenues par Rome, de l'Ibérie à la Sicile, on a assisté à la cristallisation de dizaines d'idiomes, parfois proches, comme le provençal et le gènois, mais souvent d'un lointain cousinage, comme le portugais et le sicilien.

Encore s'agit-il, pour le latin comme pour l'arabe ou le chinois, d'une langue à laquelle de multiples privilèges sont venus donner une force peu commune. La première de ces valorisations résulte de l'écriture, inventée séparément en Égypte, à Sumer et en Chine — et dont la création fut interrompue par les conquistadors, dans un Mexique aztèque déjà habile aux pictogrammes. Assouplie par l'usage phénicien de l'alphabet, l'écriture donne une meilleure consistance aux langues, d'abord peu nombreuses, qui en bénéficient. Ce privilège se manifeste notamment par la contagion de leurs signes au-delà de leur aire d'origine. Ainsi, les Coréens, les Japonais et les Annamites emprunteront successivement à la Chine ses idéogrammes, tout comme les peuples d'Europe adopteront l'alphabet romain.

L'écrit est mis en valeur par les scribes des États et par les prêtres des religions du Livre, quel que soit ce livre. Ainsi se fixent les chances d'une longue survie pour le sanscrit, l'hébreu, le latin, l'arabe et, de façon moins religieuse, pour le grec des pédagogues romains et des administrateurs byzantins et pour le chinois des mandarins, toutes langues qui bénéficient, en outre, de renforts savants. Les églises, en effet, n'hésitent pas à traduire leurs textes dans toutes les langues que pratiquent leurs ouailles actuelles ou potentielles, allant même jusqu'à inventer pour cela de nouveaux alphabets, tel le cyrillique qui adapte le grec de Byzance aux besoins des langues slaves et qui, via les empires bulgares, se répand en Russie, à partir du 11^e siècle.

En revanche, les élites cultivées qui se forment souvent dans la mouvance des églises, utilisent durablement les langues sacrées qu'elles rendent savantes, c'est-à-dire aptes à traiter de matières excédant les capacités des langues ordinaires. Quelques langues deviennent ainsi des vecteurs universels, à l'échelle de leurs mondes respectifs. Là où des mondes distincts s'entremêlent pour un temps, la haute culture se reconnaît aux grandes bibliothèques et aux ateliers de traducteurs

et de copistes, notamment à Alexandrie (jusqu'à l'ultime incendie de 645), à Cordoue (jusqu'à la *reconquista* espagnole de 1236), à Bagdad (qu'un fils de Gengis-Khan pillera en 1258), etc. Ainsi, une hiérarchie mobile s'établit entre des langues toujours foisonnantes : du tout-venant des dialectes usuels se dégage une élite de langues écrites où la prééminence reviendrait sans conteste aux langues promues par le fonctionnement des empires, n'était la persévérance de quelques langues sacrées et savantes, entretenues par divers appareils idéologiques. À quoi s'ajoutent, on le verra (n° 16), quelques autres langues privilégiées par les marchands, pour leurs besoins propres.

4 — Armées et dominations

[Retour à la table des matières](#)

Dans les mondes anciens, les guerres ont souvent été livrées par des guerriers peu nombreux, mais quelques bandes suffisent pour décimer ou soumettre un peuple exigü. D'où l'effroi qu'ont pu causer les très grandes armées comme celle qu'Alexandre conduisit à la conquête de la Perse (v. -330) et qui comptait peut-être 40 000 hommes (1), soit un effectif supérieur à celui de bien des peuples migrant en leur entier. L'effroi a parfois été renforcé par l'étrangeté et la cruauté des assaillants. Ainsi des Mongols dévalant vers la Perse et la Russie, avec quatre à huit montures par cavalier, pour renouveler leurs assauts, et parcourant d'immenses étapes : Tenmouchin devient Gengis-Khan en 1206 ; quinze ans plus tard, il est maître de Kaboul, à 3 500 km de ses bases ; deux ans encore lui suffiront pour doubler cette distance en étendant ses conquêtes jusqu'à Tabriz et Kiev.

De telles masses sont néanmoins rares. Les armées anciennes s'enflent surtout lorsqu'un peuple, en péril extrême, émigre d'un seul bloc et surprend parfois les armées des empires bien assis en se livrant tout entier au combat, femmes et vieillards inclus. Mais une société bien réglée, comme la république romaine, pouvait, en crise aiguë, rassembler jusqu'à 10 % de la population totale dans son armée citoyenne, soit 30 % environ des hommes adultes (1).

Dans la plupart des sociétés anciennes, la participation au combat est un devoir pour tout homme valide et libre. Elle marque son appartenance à la communauté : d'où l'exclusion des esclaves, qui souffre peu d'exceptions. Par contre, les États les plus étendus remplacent l'appel de tous les hommes par la levée de contingents, si bien que le service des armes s'apparente alors au tribut ou à l'impôt. Un pas de plus est franchi vers la professionnalisation des armées, par ceux des empires qui recourent aux services mercenaires de bandes venues de l'extérieur. Cette méthode qui tente d'assagir des barbares marque aussi la méfiance des dominants à l'égard des peuples soumis de plus longue date.

Pour toutes les sociétés anciennes, la vraie difficulté est de discipliner durablement les armées. Souvent on valorise les hommes d'armes, on anoblit leurs

chefs, on chante les vertus guerrières des princes. La guerre ainsi louée devient un sport printanier, une chasse où la tuerie, le viol et le butin, dûment sanctifiés, lèvent les interdits de la vie ordinaire. L'octroi de terres aux soldats-colons ou le versement régulier d'une solde garantissent mieux encore contre les fréquentes désertions. Ainsi la guerre conduit à une invention pleine d'avenir : le salariat (n° 28).

Les rares novations techniques des mondes anciens sont souvent stimulées par la guerre. Les bâtisseurs de murailles et de forts, les forgerons d'armes et d'armures, plus tard les architectes navals et les *engigneurs* des machines de siège, connaissent la faveur des princes. Mais les véritables novations dans l'art de la guerre tiennent plus à l'organisation qu'aux outils. Parmi bien d'autres inventions exploitées par les stratèges, l'emploi des archers nubiens par les Pharaons, la mise en œuvre des hoplites, de la cavalerie lourde et des chars par les Grecs et Macédoniens, puis la formation des légions romaines ou l'utilisation de la cavalerie rapide et légère par les Arabes et les Mongols ont fait date.

Au reste, les combats, les tactiques, les armements et les troupes donnent une vision phénoménale des guerres, mais n'expliquent pas leur perpétuelle répétition. L'examen des causes immédiates des conflits n'est guère plus éclairant. Le grand jeu des princes étendant leurs domaines, des héritiers se disputant leurs successions, des usurpateurs évinçant leurs dynasties, est riche de personnages et d'incidents pittoresques, mais il conduit aisément à une sagesse courte où l'immutabilité de la nature humaine et l'éternel retour des choses sociales se disputent la palme. La protection des peuples sédentaires et l'errance des peuples déracinés conduisent également à une courte évidence : les nomades n'ont que faire des villes et dérangent les agriculteurs. La prévention des révoltes internes, la reconquête des États envahis et la reconstruction des empires disjoints échappent à cette dialectique simpliste, mais insistent unilatéralement sur les conséquences d'actions dont les origines demeurent brumeuses. Bref, les causes des guerres ne disent que leurs occasions, non leur raison d'être.

La nature des guerres devient plus claire quand on prend simultanément en compte les relations sociales internes aux États et les relations internationales^{*} où ceux-ci sont engagés. R. Aron, auteur averti de *Paix et Guerre entre les nations*, ne peut opérer cette jonction. Fidèle à Weber, il pense que chaque État tend à se réserver le monopole de la violence dans son aire propre, alors que les relations entre États comportent, par essence, l'alternative de la guerre et de la paix : d'où « une différence essentielle entre politique intérieure et politique étrangère ».

* À strictement parler, il ne peut y avoir de relations *internationales* qu'entre des nations ou des États-nations, mais l'usage s'est établi d'appeler internationales tout ou partie des relations entre les sociétés ou les États d'un même système mondial. J'emploierai donc désormais ce terme sans guillemets, mais avec des réserves que la discussion théorique lèvera peu à peu (n° 39).

En réalité, Aron projette sur les mondes anciens une différence qui est peut-être devenue essentielle de son temps (n° 39). Pour toutes les sociétés, jusqu'au premier 20^e siècle inclusivement, la fonction première des États, dans l'ordre interne comme dans les relations internationales, est de garantir leur aire de domination et, s'il se peut, de l'étendre. Leur aire de domination, c'est-à-dire l'espace — encore mobile ou déjà fixé — d'où les classes dominantes dans l'État considéré, tirent leurs pouvoirs, leurs prestiges et leurs ressources ; l'espace où, très généralement, sont situées leurs propriétés, leurs domaines, leurs gens, éventuellement leurs esclaves. Cette aire est à dominer, autant que de besoin, contre les révoltes des peuples fraîchement soumis et des classes dominées de toute sorte, contre les dissensions qui pourraient affaiblir l'ordre établi, contre les incursions de peuples extérieurs encore insoumis et contre les appétits éventuels d'États voisins. Maintien de l'ordre interne, défense des peuples gardés par l'État, extension de son emprise : ainsi les guerres procèdent d'un gardiennage étatique que viennent enjoliver d'émouvantes variations sur la gloire des princes, la terre des aïeux et l'âme des peuples.

La nature indissociablement internationale et interne des guerres permet de bien comprendre ce que sont les espaces et les périodes pacifiques. Ce sont des aires où, pour un temps, l'ordre établi par un empire n'est pas contesté en son sein et où les guerres occasionnelles sont rejetées à sa périphérie, hors l'expérience commune. Alors la paix chinoise, la paix romaine ou la paix mongole peuvent régner, parfois pour des siècles, sur d'immenses étendues.

La domination exercée par les États ne garantit leur durée que si elle est en harmonie avec les principaux agencements internes, à commencer par ceux de la production. En laissant provisoirement de côté les modes de production liés à l'artisanat qui s'épanouissent dans les mondes marchands (n° 13), on peut ranger les sociétés anciennes en deux catégories principales : les unes sont des formations tributaires ou esclavagistes qui peuvent acquérir une très grande taille ; les autres, généralement petites, ne disposent que de modes de production servagistes ou paysans, voire communautaires.

La solidité et l'étendue des sociétés tributaires tiennent aux bouclages multiples qui assurent sa cohérence. Le prélèvement à la production d'un tribut massif permet d'asseoir diverses redistributions : aux représentants et serviteurs des princes ; à l'armée, gardienne de l'ordre établi ; mais aussi en vue de travaux (d'irrigation notamment) qui, s'ils sont bien conçus et régulièrement entretenus, peuvent accroître fortement la production et la population, donc, l'assiette du tribut. En outre, la levée du tribut en nature peut être prolongée par une levée d'hommes, pour les grands travaux productifs, comme pour regarnir l'armée, sans que cette levée nuise à la production. Renforcée de croyances convenables et enrichie de solides expériences administratives et militaires, cette articulation tributaire peut être étendue bien au-delà des zones où son application stimule la productivité. Ainsi verra-t-on les Mongols étendre à leur Russie des 13^e et 14^e

siècles, un système tributaire venu de Chine et qui n'est plus alors qu'une forme d'impôt, associée à la vassalisation de princes varègues ou russes, convertis en régisseurs des khans.

La vassalisation est fragile. Les rituels de la soumission et la fiscalité collective de forme tributaire se perdent dès que la force armée cesse de les imposer. L'esclavage supplée plus efficacement le système tributaire, là où celui-ci ne peut procurer aucun gain de productivité. En effet, il convertit les maîtres d'esclaves en autant de souverains locaux assurant, à leur échelle, l'ordre public qui leur convient, tout en distrayant une partie de leurs produits pour l'entretien d'un prince et d'une administration dont l'armée est précieuse : ses combats procurent de nouveaux esclaves, sa présence protège le commerce des produits et des esclaves et s'il le faut, son intervention étouffe les révoltes de ces derniers. Même lorsque l'esclavage s'érode, par éloignement des guerres ou par évolution des mœurs, ses dérivés servagistes et ses substituts latifondiaires peuvent encore fournir un encadrement local qui relaie plus ou moins celui du prince et de son administration.

Mais aucun vaste empire ne peut durer sans renforcer son armée par d'autres appareils qui détaillent ses contraintes et adoucissent sa domination.

5 — Appareils et religions

[Retour à la table des matières](#)

Les mondes anciens, même les plus favorisés, sont peu productifs. L'agriculture, l'élevage et les métiers absorbent presque toute la population en âge de travailler. Au maximum, il reste 3 à 4 % de la force de travail pour d'autres activités, à commencer par l'armée. Néanmoins, les hommes libérés des servitudes de la production semblent plus abondants, parce qu'ils sont souvent concentrés dans les palais et les villes ou dans les petites sociétés que l'essor marchand rend autonomes (n° 14).

Dans les sociétés tributaires, puis, peu à peu, dans toutes les sociétés où un État prend tournure, un appareil fiscal finit par assurer la dépense publique en rassemblant les ressources requises à cette fin, — étant bien entendu que ce vocabulaire anachronique est employé, ici, par sténographie. En fait, l'appareil fiscal est formé de greniers du prince qui gèrent le tribut en nature ou d'un ramassis de caisses collectant des impôts devenus monétaires. Plus tardive encore est la spécialisation d'un appareil judiciaire, formé de juges professionnels et non de magistrats à tout faire. D'où le privilège durable du droit élaboré pour et par ces juges, tel le droit romain, codifié par Byzance, dont l'Europe fera grand cas.

Dès que les États anciens s'étendent, deux appareils y surclassent le judiciaire et le fiscal. L'un est formé par les représentants du prince qui veillent à ses intérêts

dans chaque province. L'autre constitue le noyau de tout l'appareil d'État et il lui revient notamment, de contrôler la bonne marche de toutes les affaires locales. Quand une chancellerie centrale fait ainsi face à un corps d'intendants, choisis non pour leur parenté avec le prince, ni pour leur noblesse, mais à raison de leurs talents — magistrats romains, mandarins chinois, etc. — les deux appareils concernés deviennent la clé de voûte de vastes empires durables. Encore faut-il que l'information circule bien — sinon vite — de la périphérie au centre et retour : d'où la renommée du *cursus publicus* romain, de la poste mongole ou des coureurs de l'Inca.

La force armée qui soutient, de près ou de loin, tous les appareils étatiques, peut être rendue plus discrète, quand le consentement des sujets conforte la domination établie, notamment quand une religion commune à de nombreux peuples les incline à *rendre à César ce qui lui appartient*. Une telle hégémonie religieuse couronne toute une activité idéologique, où l'apparat des princes, l'énergétisme des puissants, les jeux des bateleurs, les récits des conteurs, l'éducation des précepteurs, etc., enrichissent le discours commun des familles, des villages et des autres mailles des réseaux de convivance (n° 2).

Dans les mondes anciens, les églises surplombent de très haut ces activités modestes. À l'échelle des siècles, le film accéléré de l'histoire religieuse laisse clairement apercevoir le raffinement qu'elles opèrent. Partout, leur matière première est un mélange original de croyances et de rites, façonné par chaque peuple pour dire ses origines, organiser ses devoirs et garantir sa survie collective. Refaçonnée sans cesse, au gré des expériences, cette sagesse en acte a ses gardiens, aux noms et fonctions fort variés selon les peuples. Les diverses églises décantent les croyances locales et s'efforcent d'unifier les pratiques de multiples peuples. Par leur fait, les animismes et chamanismes sont marginalisés.

Les premières décantations religieuses sont frustes. Elles laissent subsister des pratiques qui, plus tard, s'autotomisent comme astrologie ou magie, voire comme attractions foraines : ainsi du tao et du shinto, avant que la compétition les épure davantage. Ou bien, elles confondent les dieux et les princes, l'église et l'État, comme il sera fréquent en Égypte, en Mésopotamie et dans l'Amérique précolombienne, entre autres. Puis le raffinement se fait plus subtil. En sa variante hindouiste, un panthéon s'ouvre à tous les dieux locaux et de multiples rites sont acceptés, dès lors qu'est assuré le respect des deux castes prédominantes : celle des brahmanes, gardiens des croyances et celle des guerriers, spécialistes des affaires politiques. En sa variante chinoise, inspirée par Confucius (-563 à -483), les rites et contraintes se réduisent au soutien d'une morale sociale, dégagée de toute métaphysique. Ici, les lettrés se cultivent pour servir l'État, non pour méditer en de lointains monastères. Mais cette variante élitique — qui requiert du prince d'éminentes vertus, pour bien remplir son *mandat céleste* — ne pénètre dans les profondeurs populaires qu'en se mêlant aux pratiques moins altières du taoïsme ou du bouddhisme. À moins que, comme au Japon, l'accent soit déplacé de la vertu

vers la révérence due au père, au seigneur et au prince (25), ce qui convertit Confucius en un maître de soumission et non plus d'exigence.

En une autre variante dérivée du Bouddha — quasi contemporain de Confucius — la sagesse religieuse se désincarne plus encore. Elle se parfait dans un vertueux retrait du monde et elle s'approche selon des pratiques de générosité et de méditation qui varieront d'un pays et d'un siècle à l'autre, non sans de multiples contagions synchrétiques. En effet, le bouddhisme, répandu par des monastères et des sectes multiples, gagne l'Inde presque entière, sous l'empire des Maurya (3^e et 2^e siècles) mais s'englue, en peu de siècles, au milieu des anciennes religions hindouistes et jaïnismes, tandis que, par étapes, de nouvelles variantes du bouddhisme gagnent tout l'Est asiatique : au nord, via le Tarim, le Tibet, la Mongolie et la Corée, au sud par la Birmanie, Ceylan et les Îles de la Sonde. Puis, au sud comme en Inde, la concurrence musulmane se fera sentir progressivement jusqu'à pénétrer le Turkestan, puis l'Insulinde au 14^e siècle.

Après des millénaires d'un travail religieux, riche d'innovations — dont le monothéisme qui scelle l'alliance des tribus juives — le Proche-Orient produit de son côté une religion qui se répand peu à peu dans l'univers romain. Ce christianisme, gonflé d'hérésies diverses, se scinde après la disparition de l'empire d'Occident. À quelques isolats près, il disparaît de l'Afrique et de l'Asie, à mesure que Rome et Byzance en sont chassées par les Arabes, suivis des Ottomans. En Europe, où il pénètre lentement, à partir du pourtour méditerranéen, sa survie et sa division sont consacrées, en Orient, par la conversion byzantine des Bulgares, puis des Russes et, en Occident, par l'emprise de la Papauté sur les empires carolingien et romain-germanique des 9^e-11^e siècles et sur leurs successeurs. Après quoi les marchands de la Hanse et les moines-soldats de Prusse et d'Estonie assurent sa pénétration jusqu'aux confins de la Russie.

L'islam, autre surgeon du monothéisme proche-oriental, connaît une aventure un peu différente, à compter du 7^e siècle. La poussée musulmane commence par recoller maints éléments d'empires antérieurs, de Syrie en Perse et d'Égypte en Espagne, pour bâtir, en un peu plus d'un siècle, un empire qui, d'ailleurs, se scindera sitôt construit, mais qui se prolongera par l'extension persévérante d'un réseau marchand par où l'islam gagnera l'Inde, l'Insulinde et jusqu'aux Philippines.

Toutes variantes dûment considérées, les connexions entre les empires et les religions *universelles* sont frappantes. Les religions suffisamment épurées pour convenir à des peuples divers, gagnent du terrain dans les empires en formation où déjà formés, avant de se projeter vers les peuples voisins, vassaux, clients, ou même assaillants à pacifier. Les différences d'une propagation religieuse à l'autre, s'expliquent pour partie par les soubresauts des politiques impériales, mais dépendent plus encore des appareils ecclésiastiques eux-mêmes.

Les religions universelles sont toutes portées par un clergé spécialisé dont la formation et l'activité relèvent d'un appareil contraignant. Les sanctuaires, églises, monastères et autres lieux de culte sont gérés par ce clergé. Les textes sacrés qui fondent leur doctrine — et qui proviennent de compilations souvent tardives — sont interprétés par des docteurs de la foi, aux hiérarchies diverses, mais partout reconnues, sauf schisme ou hérésie. Les nouveaux moines et prêtres sont formés et validés selon des procédures explicites.

Les États n'ignorent jamais ces appareils ecclésiastiques. Souvent, ils les incorporent, aux côtés de leurs armées, soit en position exclusive et prééminente — théocratie oblige — soit en les contraignant à une certaine tolérance, si la diversité des peuples dominés l'impose. À tout le moins, les affaires religieuses sont surveillées d'assez près, la méfiance s'appliquant surtout aux sectes nouvelles. L'une des évolutions les plus intéressantes à cet égard, est celle de Rome où les églises chrétiennes, parfois persécutées, sont fermement prohibées au début du 4^e siècle, mais deviennent dominantes, puis exclusives, avant que s'achève ce siècle tourmenté.

Les conversions massives et soudaines, les rémanences de cultes archaïques, les syncrétismes, les hérésies attestent que la religion de la plupart des peuples, en toutes époques, n'est pas une foi correspondant à l'idéal des théologiens. Néanmoins, dans tous les mondes anciens, une religion — ou une gamme de religions — devient la forme même du lien social, la norme commune, le système des références qui permettent de juger de la vie ordinaire comme des événements exceptionnels. Si bien que, les jours de révolte, les indignations et les espoirs gardent un habit religieux. Une religion enveloppe l'univers mental des hommes. Elle soumet à son hégémonie leurs rares activités intellectuelles spécialisées et leur vie pratique.

Chapitre 2

Les empires au centre des mondes anciens

(Des origines au 18^e siècle)

« Entêtés de leur pays, de leurs mœurs, de leurs coutumes et de leurs maximes, ils ne peuvent se persuader que ce qui n'est pas de la Chine mérite quelque attention »

P. DE CHAVIGNAC s.j. (1703)

6 — Le bâti des empires

[Retour à la table des matières](#)

Les empires anciens peuvent être des constructions immenses, si l'on rapporte leurs dimensions aux moyens de transport disponibles ; mais légères, si l'on compare leurs maigres appareils avec les bureaucraties actuelles. Ils sont formés de sociétés très courtes qu'ils agglutinent et transforment peu à peu. Les nomades eux-mêmes sont du matériau d'empire, tout comme les peuples rendus errants par quelque remue-ménage.

Aux confins de la Chine, de la Perse et des empires qui se succèdent autour de l'Indus et du Gange ou du Bosphore, on observe, en toutes époques, des peuplades en voie d'assimilation. Souvent aussi, des confédérations tribales, formées dans les steppes d'Asie et d'Afrique ou sur les plateaux d'Amérique deviennent, pour deux ou trois générations, l'armature d'empires vagues et mobiles. Ainsi, les historiens en décomptent une dizaine entre la Mandchourie et la Caspienne, au cours des deux millénaires précédant l'annexion complète de ces steppes par la Chine et la Russie. Le plus célèbre est celui des Mongols qui déborde finalement sur la Russie, la Perse et la Chine, au 13^e siècle.

L'assise des sociétés se stabilise dans les campagnes productives où des villes prennent forme (n° 1) et elle s'étend en assemblages plus solides que les confédérations de peuples nomades, par l'empilement de zones ainsi armées de villes, après quoi des zones moins denses ou moins stables deviennent à leur tour annexables, à l'aide d'armées, d'administrations et de religions désormais bien ancrées.

Ainsi, la Mésopotamie a parcouru en trente siècles un trajet qui l'a menée d'une floraison de cités-états puis de petits empires comme Sumer ou Akkad, à un ensemble babylonien, puis assyrien où l'Égypte — issue d'un parcours analogue — s'est trouvé annexée. Au 6^e siècle, le tout a été incorporé dans l'immense empire des Perses, lequel a été inclus, deux siècles plus tard, dans l'éphémère empire d'Alexandre. Puis, par delà le long siècle des empires hellénistiques — souvent réduits aux dimensions plus courtes des empires antérieurs — la Mésopotamie, l'Égypte et l'Anatolie, sont finalement annexées par les empires, presque successifs, de Rome, de Byzance et d'Istanbul. Soit, au total, quarante-cinq siècles d'une histoire où, malgré les césures et les destructions, l'empilement de territoires corsetés de villes, de temples et de forteresses n'a cessé de s'étendre.

L'histoire des espaces indiens est assez semblable à celle de la Mésopotamie. Celle de la Chine se compare plutôt à l'agglomération immensément étendue, réalisée par la Rome du 2^e siècle, à ceci près que la Chine se reconstruit sans cesse et s'étend de plus en plus, jusqu'au 18^e siècle.

Dernier né des empires à l'ancienne — et qui n'aura pas le loisir de mûrir comme tel — la Russie est un exemple d'empilement contrarié. À partir du 10^e siècle, elle connaît une histoire assez semblable à celle de l'Angleterre après le retrait des légions romaines. Ici et là, des peuples mal sédentarisés et dotés de rares villes, sont envahis puis encadrés par des bandes scandinaves qui s'assurent la domination de quelques principautés. La différence principale se dessine au milieu du 13^e siècle, quand les Mongols de la Horde d'Or vassalisent les princes russes et varègues, après avoir détruit Kiev. Pendant près de deux siècles, ces princes paient tribut à leurs maîtres, tout en résistant aux chevaliers teutoniques et aux barons polono-litvaniens, qui étendent leurs domaines vers l'est. Une partie des peuples slaves fuit alors vers le nord et la Sibérie qui, de proche en proche, sera totalement contrôlée avant la fin du 17^e siècle. Puis, tandis que la domination mongole est réduite à quelques khanats de Crimée et du Caucase — lesquels tiendront jusqu'à la fin du 18^e siècle — la Russie désormais entraînée par le commerce baltique (n° 12), organise, du même mouvement, le servage des paysans et l'exportation de ses blés : d'où un second exode populaire vers la Sibérie et vers les colonies cosaques du Don et de la Volga. L'empire russe est déjà immense, quand il est entraîné dans l'orbite du capitalisme européen (n° 38).

Partout l'empilement impérial est à tout le moins esquissé, comme dans l'Afrique, saignée par la traite (n° 19), où, avant la colonisation, de modestes

empires se dessinent au long du Niger et du Zambèse. En Asie, des agrégats déjà plus substantiels se forment pendant les éclipses des grands empires voisins, au sud de la mer d'Aral, autour du fleuve que les Grecs nommaient Oxus et les Turcs Amu Daria. De petits empires prennent forme également dans l'archipel que les Japonais conquièrent du 2^e au 9^e siècle ; dans les îles et presqu'îles de l'Asie du sud-est, du 9^e au 14^e siècle, entre l'essor de l'empire khmer d'Angkor et celui de l'empire javanais de Majapahit ; sur les hauts plateaux d'Amérique, entre la construction de Téotihuacan (4^e-6^e siècles), qui fut la matrice des empires mexicains et celle du Machu Picchu, foyer de l'empire inca des 13^e-16^e siècles.

Assises d'empires anciens

[Retour à la table des cartes](#)

7 — Les territoires

[Retour à la table des matières](#)

Dès qu'il gagne en étendue, un empire contrôle un territoire hétérogène : une mosaïque de peuples, un lacs de langues et de religions, une superposition d'aires économiques sous-tendues par divers modes de production et d'aires politiques et idéologiques que les appareils militaires, fiscaux, judiciaires, ecclésiastiques et autres trament à leurs fins propres. Pour qui s'efforce de comprendre l'agencement des sociétés et la structure des systèmes mondiaux qu'elles composent, le critère premier pour classer les territoires est l'emprise des États. En effet, dans tous les mondes anciens, les États sont le plus puissant des assembleurs et des sécateurs de peuples : ils agglomèrent de multiples aires économiques ; ils tentent d'empiler en un empire les aires politiques voisines ; ils agglutinent, s'il se peut, des peuples nombreux, c'est-à-dire des aires idéologiques distinctes (n° 2).

La prépondérance ainsi reconnue aux États applique aux territoires, ce que la réflexion sur les guerres a déjà mis en lumière (n° 4). L'espace contrôlé par un État constitue une aire de domination, une propriété superlative, un domaine éminent. Toutes les autres découpes spatiales subissent, de quelque manière, le primat de cette aire politique.

Le modeste *territoire de nomadisation*, occupé par une tribu ou une fédération de tribus, est déjà un premier type de territoire politique, comme l'attestent la récurrence des confédérations et empires des steppes. Les territoires de nomadisation sont des terres de pacage, mais aussi des tremplins vers d'éventuelles razzias et des zones de repli en cas d'échec.

Un second type, nettement caractérisé, est celui des *pays*, c'est-à-dire des aires de voisinage rural ordonnées autour d'une ville ou, de façon déjà plus complexe, autour d'une grappe de villes contrôlées par un chef-lieu. Tous termes qu'il faut évidemment relativiser : la ville valant chef-lieu peut être un port, une mince agglomération autour d'un château ou d'un monastère, ou bien encore l'île maîtresse ou sacrée qui polarise la vie de tout un archipel.

Bien avant d'être enrichies par le commerce (n° 14), les villes pilotant chacune un petit *pays* s'observent un peu partout. Toynbee qui faisait grand cas des cités-États sumériennes et akkadiennes, phéniciennes et philistines, grecques, étrusques et italiennes, a néanmoins ignoré les cités-palais de la Chine archaïque, de l'Inde et de l'Insulinde (4). Certains de ces *pays* ont fondé des empires, beaucoup y ont été annexés, beaucoup enfin ont fini par être à jamais ravagés. La gravité des grandes migrations de peuples se mesure notamment aux *pays* qu'elles détruisent en ruinant leurs villes. Ainsi, les *grandes invasions* destructrices de l'empire romain ont ruiné les assises urbaines de beaucoup des provinces romanisées.

Une catastrophe naturelle ou un massacre peuvent tuer un pays. Une guerre ravageuse, un déroutement commercial, un déménagement administratif ou religieux peuvent le faire dépérir. Sinon, la durée endure le pays comme le soleil cuit l'adobe. Mais les empires bâtis avec de telles briques sont d'une architecture délicate.

La difficulté tient d'abord aux distances. En un jour, un homme peut transporter quelques 35 à 40 kg sur environ 35 km, mais sa nourriture quotidienne représente à peu près 1 kg de charge (4). Les portages par mules ou chameaux, les attelages et les navires allongent le rayon d'action, mais au prix de relais, d'entrepôts organisés et de contrôles renforcés. Les longs parcours militaires apparaissent dès lors comme des exploits, souvent désastreux pour les pays traversés. Si bien que les premiers empires empilent peu de pays, sur quelques centaines de km² tout au plus, sauf s'ils disposent d'un axe fluvial aisément navigable.

Pour convertir ces agglomérats en provinces plus vastes, de nouveaux liens sont requis : un réseau de villes (de camps, de ports, etc.) ; un système de satrapies ou de préfectures pour démultiplier le pouvoir du prince à l'aide d'une poste aux relais bien tenus ; le bâti enfin, de marches frontières et parfois de murailles pour abriter les provinces riches et loger les armées de renfort. Pourtant les empires qui semblent grandir jusqu'aux limites du monde, demeurent exposés à de rudes surprises : les pirates coréens ou japonais ravagent les mers chinoises, les barbares tibétains descendent de leurs hauts plateaux, le désert de Gobi n'arrête pas les nomades des steppes. L'immensité des empires ne dépend guère de limites naturelles, mais s'obtient par la longue durée qui consolide des provinces, elles-mêmes formées de pays accoutumés à une vie commune. Plus encore que les pays, les provinces sont les matériaux grâce auxquels des empires se reconstruisent sur les ruines d'empires défunts.

Les empires brisés sont encore des *empires*, c'est-à-dire des empilements de pays, si, du moins, leurs nouveaux dynastes ne les traitent pas comme un patrimoine à fractionner entre leurs héritiers, à la façon des Germains ou des Mongols. Mais, aux marges des mondes anciens, certains débris d'empire ou certains agrégats nouveaux subissent éventuellement d'intimes transformations : ils deviennent des royaumes. Ce quatrième type de territoire — distinct des empires comme les mers sont distinctes des océans — se reconnaît à plusieurs traits. Il est défendu par une armée plus nombreuse que celle des empires, proportionnellement à sa population. Il est maillé par une administration plus serrée, nourrie d'impôts ou de tributs plus substantiels, en valeur relative s'entend. Il pratique une religion commune et exigeante. Il est habité par un peuple où le souvenir des différences ethniques antérieures s'est effacé, au bénéfice d'une identité unique, souvent définie par opposition à l'empire voisin et annexionniste. En effet, les royaumes mûrissent contre un empire, à l'instar de la Corée, du Tibet, ou de l'Annam, mais aussi des États du Dekkan indien et de maintes formations européennes façonnées

contre les résurgences de l'empire romain. D'où la fréquence des royaumes en divers mondes modernes (n° 26).

8 — Les blocs mécaniques de peuples et les empires centraux

[Retour à la table des matières](#)

Gramsci présente volontiers l'ancienne Rome comme « un bloc mécanique de groupes sociaux souvent de races différentes », c'est-à-dire un empilement de peuples distincts entre lesquels les liens organiques, tels que le marché ou la nation n'existent pas encore. Un bloc où « la pression politico-militaire » qui assure les levées d'hommes et d'impôts et le respect des dieux agréables au prince, peut « prendre une forme aiguë à certains moments », sans que les peuples soumis perdent, pour autant, leur vie propre et leurs institutions spécifiques (Cahier 3, 18). En effet, si l'on excepte l'exil qui sanctionne les révoltes ou les brassages qui résultent de l'accueil de nouveaux migrants, les peuples subalternes de Rome — comme de tout empire — continuent de vivre, pendant des siècles, selon leurs coutumes propres, sous des maîtres souvent lointains.

Dans ces empires hétérogènes, les luttes de classes sont fractionnées selon des clivages variables, parce que les castes, rangs et états selon lesquels ces classes se représentent leurs hiérarchies, sont variables d'un peuple à l'autre. Ces hiatus, joints à la rareté des échanges et à la difficulté des communications, enrayent la propagation des luttes ouvertes. Il faut des circonstances exceptionnelles pour que les révoltes d'esclaves, de tributaires ou de paysans entrent en résonance, pour que les drames des campagnes et les crises urbaines joignent leurs effets. Hormis les catastrophes naturelles et les invasions majeures, il n'est guère que les politiques princières pour provoquer de larges contagions : les fiscalités anormales des temps de crise et de guerre et les compétitions dynastiques semblent ainsi devenir le moteur de l'histoire (16,480).

La fragmentation des luttes sociales s'accroît quand le bloc mécanique se disjoint. Des poussées autonomistes locales viennent alors renforcer l'effet d'invasions, pourtant jugées barbares : ainsi, des révoltes locales ont favorisé la relève de Byzance par les Arabes ou les Ottomans. De telles rebellions sanctionnent les excès fiscaux ou religieux d'empires vieillissants ou l'utilisation de peuples allogènes pour le maintien de l'ordre impérial : tant il est vrai que les armées impériales sont souvent des légions étrangères aux peuples qu'elles contrôlent.

La constitution d'un bloc de peuples requiert toujours l'emploi de la force. L'arche qui symbolise l'alliance des tribus juives ne suffit à souder le soi-disant empire de Salomon : sitôt que celui-ci s'effondre sous les coups d'un empire plus puissant, l'alliance des tribus est mise en péril, tant les traditions nomadiques y

demeurent fortes. La durée s'obtient quand la force armée devient d'usage subsidiaire, quand le consentement à l'ordre établi allège la contrainte : une administration stable, des échanges réguliers et des dieux respectés se révèlent plus efficaces que l'armée, du moins tant que l'exploitation économique et la domination politique ne s'écartent point trop de leurs normes devenues traditionnelles. Cet équilibre peut être ajusté à l'échelle des empires par des États de type tributaire ou esclavagiste (n° 4) confortés par une hégémonie théocratique ou religieuse (n° 5). Par contre, les seigneuries et les principautés — comme l'empire de Salomon — dépendant du sort de peuples peu nombreux, voire d'un peuple unique. Privées de l'étendue qui étale les guerres et dilue les charges de l'État, ces courtes dominations ne peuvent résister à de puissants voisins, sauf au loin, aux marges du monde.

Le risque est d'autant plus pressant que les empires logés au centre des mondes anciens rêvent souvent de s'étendre jusqu'aux confins du monde connu. L'empire universel n'a jamais existé de fait, mais il a été tenu pour réalisé lorsque les peuples demeurés dans les ténèbres extérieures n'approchaient en rien de la puissance et de l'organisation de l'empire central. Ainsi, les Égyptiens ont opposé l'ordre de leur monde au chaos d'une périphérie, il est vrai, désertique en sa majeure partie. À son apogée du 2^e siècle, l'empire romain a réduit ses marges aux barbares germains et berbères et aux ennemis robustes qu'étaient les Parthes. Les Chinois de la dynastie Han ont estimé qu'il n'existait qu'une seule société au monde et que tous les peuples périphériques devaient, à tout le moins, rendre hommage à leur empereur (6), ce qui ne les a pas empêchés de dresser de longues murailles pour arrêter les plus irrévérencieux de ces barbares. La variante musulmane du rêve universel s'est traduite par une division du monde en deux espaces, le territoire de la juste loi coranique et le territoire de la guerre, appelé à être converti par les armes.

Dans tous les mondes anciens, l'empire universel est resté hors d'atteinte parce que les armées impériales n'ont jamais pu surclasser les peuples lointains restant à soumettre, mais aussi parce que les empires les plus vastes ont fini par se heurter à d'autres poussées impériales, ancrées en d'autres mondes. À défaut d'empire universel, l'empire central a été de règle. L'empire du milieu n'a jamais été une exclusivité chinoise.

Dans chaque monde, l'empire central est la cible visée par les peuples nomades qui profitent de toutes ses défaillances. C'est aussi le creuset où les éléments des peuples barbares annexés ou accueillis, se sinisent, se romanisent, s'indianisent, etc., par le lent travail des générations successives. C'est enfin le modèle dont les peuples qui résistent à l'annexion, imitent l'écriture, l'étiquette et les institutions et dont les peuples héritiers récupèrent des pans entiers pour construire de nouveaux États.

Les véritables Moyen-Âge, les longs siècles obscurs qui suivent l'effondrement d'empires jadis brillants, sont ceux où les matériaux aussi disponibles pour reconstruire, ne sont plus que ruines inutilisables : villes anéanties par la détresse de leurs campagnes, administrations et églises vides de lettrés et de clercs, domaines saccagés, esclaves et paysans massacrés ou égaillés, etc. Mais, il suffit, à l'inverse, que des réduits survivent, comme Byzance après Rome ou comme la Chine du Sud, longtemps fermée aux Mongols, pour que l'empire se prolonge ou repousse après un minimum d'adaptation aux circonstances nouvelles, sitôt que les envahisseurs s'amollissent ou suscitent des révoltes. D'où les longues séries d'empires apparentés qui se succèdent pendant des millénaires sur des sites identiques ou agrandis.

Modeste ou grandiose, l'échelle des empires est déterminée par trois facteurs : les forces productives des peuples assemblés, les facilités et obstacles que présente le donné naturel et la capacité d'action collective que les empires eux-mêmes savent organiser. D'où la limite des empièvements possibles : Rome, déjà distendue entre une Angleterre et une Syrie que séparent trois mois de voyage terrestre et maritime, peut tenir pendant un siècle un aussi grand écart, mais les Mongols, étirés du Mékong aux abords de la Baltique, voient leur empire s'éparpiller en un chapelet d'États distincts, comme s'était éparpillé le Califat musulman quatre siècles plus tôt.

9 — La structure des mondes anciens

[Retour à la table des matières](#)

Qu'il soit petit ou devienne immense, un monde ancien se laisse modéliser comme un ensemble de cercles concentriques, plus ou moins échancrés. Le cercle central est occupé par une capitale, parfois somptueuse, en tout cas plus riche que tout ce qui l'entoure. Le deuxième cercle est formé par l'empire lui-même, que soutient un réseau de villes entourées de campagnes inégalement peuplées. Le troisième cercle est celui des peuples vassaux ou en cours d'annexion, dont la soumission se mue en résistance quand la distance le permet, quand l'empire s'affaiblit ou quand des États locaux prennent une suffisante consistance. De tels États sont d'abord dotés d'un appareil plus léger que celui de l'empire, mais leur résistance aux poussées impériales peut durcir l'armée et d'autres appareils jusqu'à faire de leurs domaines des royaumes aptes à l'autonomie. Le dernier cercle, enfin, est un espace sauvage où vivent des peuples plus clairsemés, souvent nomades et parfois mythiques. Les déserts, les steppes, les montagnes et les mers échancrent souvent les cercles extérieurs et renforcent les réticences des États mal satellisés. Mais l'impulsion impérialiste venue du centre tend à faire reculer le cercle de l'inconnu et à maîtriser pleinement le cercle des princes vassaux ou clients.

Sous un autre angle, un monde ancien se présente comme un *bloc mécanique* de peuples agglomérés dans un empire, autour duquel gravite une nuée de peuples

et peuplades que l'empire annexe quand il en a la force. Dans le bloc central règne une nette hiérarchie entre un peuple dominant et divers peuples dominés, inégaux entre eux. En outre, la hiérarchie des rangs ou des castes — qui traduit, vaille que vaille, la structure souterraine des classes sociales — se mêle intimement à celle des peuples, en combinaisons variables d'un monde à l'autre. Dans la longue durée, deux transformations simplifient ce complexe d'identités sociales : l'ethnie dominante s'agrandit par assimilation de tribus et d'autres ethnies, tandis que, dans les rangs et castes subalternes, le statut social l'emporte sur l'origine tribale ou ethnique. Au fil des siècles, ces deux mouvements peuvent même aboutir à la provincialisation de peuples naguère différents, c'est-à-dire à leur fusion, province par province, dans un système unique d'identités hiérarchisées, ce qui marque une étape majeure vers la maturation nationale (n° 34). L'Égypte, la Chine des dix-huit provinces et certaines parties de l'Inde illustrent ce processus, dont il est d'autres exemples plus modestes, du Maroc au Cambodge ou de Java au Mexique.

Un système mondial de type ancien est un isolat granuleux. Un isolat, parce que c'est un monde clos que le commerce lointain entrouvre à peine (n° 11), et qui, sur le tard, jouxte passivement d'autres mondes, sauf quand l'expansion d'un empire devenu surpuissant lui permet d'intégrer d'autres empires naguère éloignés, mais que sa croissance a rendu voisins. L'isolement peut aussi être rompu par l'implosion d'un vaste empire dont l'écroulement provoque de proche en proche, des ondes de peuples migrants et d'États héritiers. Hormis ces crises récurrentes mais rares, les empires demeurent isolés. Chacun d'eux est un granulat de pays ou de provinces entre lesquels la circulation des hommes et des produits est très réduite, hors les besoins de l'armée et des autres appareils. C'est en somme, une mosaïque d'économies courtes et non l'embryon d'une sorte de marché national.

L'empire qui occupe le centre d'un monde ancien y jouit de privilèges majeurs. Son histoire fait époque, sa durée imprime une marque originale dans l'espace, par l'aménagement de murailles et de villes, de palais et de temples, mais aussi par la réalisation, l'entretien ou l'extension de grands travaux productifs : mines et entrepôts, routes et canaux, réseaux d'irrigation et aménagements fonciers, etc. En outre, l'empire central est souvent la seule société assez riche pour entretenir, aux abords du pouvoir, une élite d'artistes et de savants qui produit une culture raffinée pour l'agrément des classes supérieures et, parfois, des princes périphériques. C'est dans cette élite que s'élaborent notamment les annales impériales, à Rome comme en Chine, mais non aux Indes où l'historiographie n'apparaît qu'après le 12^e siècle, avec les dynasties musulmanes. Cette histoire légendaire donne un relief immense aux catastrophes, elle converti les inondations en Déluges et les invasions en massacres, pour rehausser d'autant la gloire de la dynastie impériale. Le thème de l'éternel retour traduit bien l'histoire réelle des mondes anciens, faite de répétitions plus que de novations.

10 — Les civilisations

[Retour à la table des matières](#)

Au firmament des civilisations, les empires anciens brillent d'un éclat changeant. Des astres morts, comme Sumer, s'y réveillent au hasard de fouilles archéologiques. Des constellations comme les Indes ou les Chine y gagnent en éclat, à mesure que l'Inde et la Chine s'affirment dans le monde présent. Les civilisations fluctuent à la bourse des valeurs ayant cours dans les sociétés ultérieures. Pour éviter ces aléas, il convient d'associer la *civilisation* à la *culture* et au *discours social total*, en explicitant ces trois concepts dont l'extension est potentiellement égale.

Dans chaque système mondial, les pratiques et représentations de toute nature procèdent soit de l'activité ordinaire que les hommes déploient dans leurs réseaux de convivance, soit des activités spécialisées auxquelles se consacrent les appareils idéologiques. Réseaux et appareils interagissent de la sorte, quoique leur échelle soit différente : chaque peuple a son réseau (n° 2), mais chaque appareil peut tendre à travailler simultanément parmi tous les peuples qu'un empire rassemble, voire même parmi tous les peuples du système mondial, à la façon d'une église universelle (n° 5).

Le vaste ensemble des pratiques et des représentations peut être considéré sous divers angles. À l'échelle de chaque société soumise à un État propre, il apparaît comme un discours social total, un entrelacs de cultures populaires et d'une culture savante promue par les appareils idéologiques existants. À l'échelle de chaque système mondial, l'accent peut être mis sur les propagations qui s'opèrent à partir d'une ou plusieurs sociétés, auquel cas la civilisation dénote la primauté culturelle qui s'établit — ou les rivalités pour y atteindre. À l'échelle des siècles, un monde ancien ou une société qui y fut prééminente pourront être jugés exemplaires par de nouvelles sociétés qui en sont ou croient en être les héritières. L'usage s'est ainsi établi — en France, à partir des 17^e-18^e siècles — d'appeler *civilisation* tout ce que les sociétés anciennes donnent à voir d'elles-mêmes, dans leurs monuments et leurs ruines, comme dans leurs œuvres littéraires, artistiques, etc. Peu après, un usage allemand a fait du terme *culture* — *die Kultur* — l'équivalent approximatif de cette civilisation à la française. Puis de savantes disputes ont rapproché ou éloigné ces deux termes, non sans étendre peu à peu leur portée. Entraînées par les archéologues et les ethnologues, culture et civilisation se sont ainsi étendues jusqu'à englober le *discours social total*, lequel inclut évidemment tous les instruments, documents et monuments sans lesquels les pratiques et représentations idéologiques ne seraient que de vaporeuses fantaisies.

Les angles d'attaque les plus précieux pour la théorie macrosociologique résultent non pas de l'équivalence entre civilisation, culture et discours social total,

mais bien des cheminements qui y conduisent. La culture, en élargissant sa portée de l'élitique au populaire, attire l'attention vers les diffusions idéologiques qui se multiplient dans les sociétés complexes (n° 33). La civilisation prend une valeur herméneutique, selon deux axes bien distincts : en synchronie, comme indice de primauté d'une société, d'une ville, d'un appareil, etc. ; et en diachronie, comme stock d'héritages réels, potentiels ou imaginaires.

Dans les mondes anciens, les contagions qui s'opèrent d'un peuple à l'autre, atteignent leur intensité maximale dans les empires à longue durée, mais elles ne s'arrêtent pas aux limites de ceux-ci. La steppe asiatique est influencée par la Chine, tout comme les royaumes qui s'endurcissent contre elle, mais imitent plus ou moins son écriture, ses religions et ses monuments. De même, l'Inde impose sa marque à tout le sud-est asiatique, avant que les modèles arabe et chinois viennent nuancer sa primauté. L'influence romaine déborde vers l'Europe centrale, celle de Byzance se fait sentir jusqu'en Russie, etc. L'éclat d'un empire et le respect qu'il impose se projettent jusqu'en sa plus lointaine périphérie par quelques produits prestigieux ou par de nouvelles manières de vivre, de penser, de révéler les dieux, etc.

Toutefois la puissance et le rayonnement ne marchent pas du même pas. Les mouvements de la puissance peuvent être rapides et saccadés, alors que les travaux des appareils idéologiques mûrissent lentement. Les architectures somptuaires sont longues à construire dans des sociétés aux techniques rudimentaires. Les arts plastiques ou littéraires, les métiers raffinant le tissage, la poterie, la joaillerie et d'autres savoir-faire, les rites cérémoniels et tous les usages d'apparat ont aussi leurs lenteurs et leurs vulnérabilités : il faut plus de temps pour en multiplier les spécialistes que pour lever une armée.

Il en résulte parfois des primautés décalées ou déplacées. La civilisation grecque, mûrie pendant les trois siècles qui précèdent l'annexion romaine, fleurit plus que jamais, dans l'empire romain et jusqu'à Rome. Bagdad qui était une ville de culture iranienne quand les Arabes la conquièrent, s'épanouit pendant quelques siècles après l'éclatement du Califat omeyyade, malgré l'attrait rival de Cordoue, puis du Caire. La primauté d'une civilisation s'affirme bien après les cavalcades guerrières et se nourrit des richesses déjà accumulées par les sociétés antérieures. Autrement dit, les empires centraux et les civilisations rayonnantes ne coïncident pas exactement sur la carte, ni dans la chronologie.

Dans beaucoup de mondes anciens, les empires triomphent au petit matin, les civilisations brillent au couchant. Mais toutes finissent par se défaire, pour se recomposer ou non dans de nouveaux empires. Les civilisations qui atteignent pour un temps quelque excellence, laissent souvent des traces majeures, des trésors architecturaux et artistiques, des produits raffinés par leurs appareils idéologiques : des arts et des sciences, des littératures et des bijoux de toute sorte. Ces richesses ne constituent pourtant qu'une mince partie de l'héritage transmissible. Quatre

autres patrimoines, souvent enfouis dans l'évidence du quotidien, sont plus riches encore.

De génération en génération, les peuples transmettent et transforment un patrimoine *génétique* où la civilisation trouve son compte, par adaptation de l'espèce humaine aux milieux où elle vit. Des hauts plateaux andins aux banquises arctiques, des peuples réussissent à vivre parce que leur appareil respiratoire ou leur régulation thermique s'est sélectivement adaptée à ces conditions extrêmes. Cette sélection naturelle joue un rôle important dans tous les mondes anciens, car leur dépendance vis-à-vis du donné naturel demeure extrême (n° 27).

Un second patrimoine, à peine moins discret, peut être dit *paysager*. Il résulte du travail millénaire par lequel les peuples ont domestiqué les espèces animales et végétales et façonné la terre qu'ils cultivent, jusqu'à lui donner parfois la somptueuse beauté des terrasses de Bali. La Mésopotamie où le désert a enterré tant de civilisations jadis florissantes montre ce qui advient quand le patrimoine paysager est privé de soins.

Le patrimoine que l'on dira *architecturé* est sans doute plus visible, encore que sa part essentielle soit dispersée, loin des monuments prestigieux du passé, dans les réseaux de voiries et d'équipements et dans le foisonnement des voies d'eau, chemins et ouvrages d'art qui innervent les terroirs. Cette richesse *enterrée* est longtemps la meilleure part du capital fixe, celle dont le défaut entrave le développement des peuples.

Vient, enfin, le patrimoine *incorporé*, dont tous les hommes sont par eux-mêmes porteurs et transmetteurs : les richesses pratiques et imaginaires que véhiculent leurs langages et leurs gestuelles, les savoirs et savoir-faire dont dépendent leur production, leur vie quotidienne et leurs réponses aux étapes majeures de la vie et de la mort : bref, leur discours *social commun*.

Raffinés ou modestes, ces patrimoines se transmettent en se transformant par le travail des générations successives. Une part essentielle de cette transmission transformatrice est inconsciente : nul terroir n'explicite les travaux millénaires qui l'ont façonné, nulle chemise ne rappelle ses origines germaniques, etc. Mais, de toutes les transmissions de longue durée, la plus riche d'illusions est sans doute celle qu'opèrent les *renaissances* et les *retours aux sources*. Ces réévaluations de monuments, d'œuvres ou de pratiques provenant de quelque société ancienne ont, certes, une grande signification dans les sociétés où elles se produisent. Provoquées par divers appareils idéologiques spécialisés, elles peuvent finir par imprégner le discours commun. Néanmoins, la civilisation de référence est imaginaire autant que réelle. La Renaissance européenne du 16^e siècle fabrique une Antiquité synchrétique, les redécouvertes de l'Église primitive à quoi rêvent les Réformes du même siècle inventent cette Église, etc.

Si bien que la géographie des civilisations est illusoire dès qu'elle prétend dessiner des aires univoques, par exemple le domaine d'une civilisation chrétienne ou l'espace d'une civilisation chinoise, etc. Pour devenir utile, cette géographie doit superposer de multiples cartes, afin de marquer simultanément tous les patrimoines dont les sociétés existant à un moment donné, dans une région donnée, peuvent être les héritières. Ainsi peut être identifiée la combinaison originale qu'est leur civilisation à ce moment et en cette région. De ce point de vue, il apparaît que la civilisation de la France actuelle ne peut être considérée comme celtique, gallo-romaine, judéo-chrétienne, gréco-romaine, occidentale, etc. ; elle mêle certaines au moins de ces qualités — et bien d'autres encore : germanique, normande, etc. — en un mélange difficile à doser. La civilisation comme héritage est à dépeindre par l'atlas des aires où l'influence des diverses sociétés antérieures demeure réactivable, cependant que la civilisation comme primauté relève d'un tout autre atlas : celui des aires où telle société a exercé, dans son monde propre, une prépondérance culturelle repérable par les modèles qu'elle a diffusés et les imitations qu'elle a inspirées à une époque donnée.

Chapitre 3

Le lierre des mondes marchands

(De - 800 à 1300)

« L'espace à soi pareil qu'il s'accroisse ou se nie »

MALLARME

11 — Un commerce lointain et marginal

[Retour à la table des matières](#)

Les systèmes mondiaux les plus archaïques n'ont rien de marchand. Les produits y circulent selon des procédures de réciprocité ou de redistribution dont les ethnologues trouvent encore trace aujourd'hui. Puis, à partir de foyers multiples, à commencer peut-être par la Phénicie des 9^e-6^e siècles, les mondes anciens s'enrichissent peu à peu de développements marchands. Le commerce s'épanouit surtout dans des sociétés que les empires centraux satellisent mal, parce qu'elles opèrent simultanément vers plusieurs d'entre eux. Leur lierre vivace s'accroche aux murailles des empires massifs. On comprendrait mal les novations commerciales si l'on ne commençait par examiner les particularités de ces sociétés marginales.

Les données disponibles à cette fin sont d'inégale qualité. Elles sont excellentes pour l'Europe des 13^e-18^e siècles et Braudel en a tiré d'admirables synthèses, mais l'Asie — de la Perse au Japon — attend encore ses Braudel, quand les recherches de base n'y font pas défaut. On aimerait connaître Malacca et Bantam à l'égal de Venise et de Gênes, disposer pour Quanzhou — la Zayton décrite par Ibn Battûta — d'un inventaire aussi complet que celui de Séville, suivre les marchands arabes d'aussi près que ceux de la Hanse, observer les commerces plus anciens du Levant, de l'Asie centrale ou du Sud-est asiatique comme peuvent l'être ceux de la Grèce. Cependant, les données déjà acquises dessinent un tableau qui ne sera sans doute pas bouleversé par de nouvelles recherches, tant sont fortes les régularités qu'il met en évidence.

Le commerce s'épure et s'étend lentement, non sans régressions. Il se sépare de la réciprocité quand le troc s'efface devant la monnaie, il s'éloigne de la redistribution quand les taxes et les cadeaux cessent d'être aléatoires, il contraste pleinement avec le pillage quand la razzia et la course ne sont plus de mise. Dans les mondes anciens, il demeure longtemps exigü. Les cultures vivrières, la poterie, le tissage et quelques autres travaux domestiques ou artisanaux fournissent localement l'essentiel des ressources nécessaires à l'existence des hommes. D'occasionnelles rencontres entre nomades et sédentaires ou entre habitants de pays point trop distants suffisent pour combler les défaillances locales et faire circuler les produits plus spécialisés de la pêche ou de la forge.

Seuls les empires dotés d'armées substantielles ou de villes immenses doivent mobiliser des ressources massives, mais le tribut et même l'exploitation esclavagiste de domaines lointains peuvent y suffire. L'acquisition au loin de minerais ou d'objets en métal, de bois de charpente, de céréales si le tribut n'y suffit pas, d'huile, de vin et d'autres commodités devenues coutumières pour l'armée qu'un empire déploie loin de ses terroirs d'origine, deviennent les objets d'un trafic dont on trouve des exemples dès les empires égyptiens, mésopotamiens et chinois, sans pouvoir toujours reconnaître leur degré de maturité marchande. D'entrée de jeu, ce commerce est *lointain*, au regard des capacités de transport disponibles. Selon les opportunités que ce *lointain* procure, des luxes se mêlent au nécessaire, des étoffes, des épices, des bijoux font leur apparition.

Le commerce ainsi spécialisé contamine les échanges locaux. Les foires occasionnelles et les marchés réguliers voient apparaître des produits lointains, des épices notamment, cependant que des marchands s'efforcent de ramasser ceux des produits locaux qu'ils pourront vendre au loin. Les artisans ouvrent des échoppes. Des colporteurs commencent à éveiller de nouveaux besoins dans les campagnes où leur maigre trafic aide à répandre l'usage de la monnaie (n° 13).

Le commerce lointain véhicule pendant des millénaires certains produits rares, comme l'ambre de la Baltique ou la soie de Chine — *Cina*, la soie donne à cette contrée son nom européen — les épices d'Asie et d'Afrique, etc. D'autres productions, par contre, se rapprochent des débouchés que le commerce a éveillés. Les mines se multiplient ; les forgerons et les joailliers se banalisent ; les plantes acclimatables, comme la canne à sucre, progressent peu à peu vers l'Europe occidentale ; le ver à soie, lui-même, finit par être élevé en Italie. Mais ce transfert est compensé par de nouveaux trafics, le vin conquiert la Baltique après la Méditerranée, le sel des mines et des marais accompagne l'expansion démographique, les céréales, le poisson salé ou fumé, la bière, les alcools entrent, eux aussi, dans ce commerce où quelques produits destinés aux métiers occupent une bonne place : poix, cire, alun, teintures. Sur le tard, les draps européens et les cotonnades indiennes deviennent des produits d'assez grande consommation : du 13^e au 15^e siècles, ils occupent le troisième rang, en valeur, dans le transit de Lubeck (13, 270).

L'espace-temps des mondes marchands

Transports terrestres. Capacités : 4 à 5 quintaux par paires de bœufs ou de chevaux (avant le collier d'attelage du 11^e siècle) ; 3 quintaux par chameau de bât. Distances : 20 à 40 km/jour pour un charroi par chevaux, 65 à 80 km/jour pour un train de mules, 50 à 150 km/jour pour un courrier (selon qu'il existe ou non des relais organisés).

Transports maritimes. Équivalences très approximatives : 1 tonne métrique = 1 tonneau de jauge brute = 1/2 last (Baltique). Capacité en tonnes métriques — barque viking : 30 ; coque frisonne (fin 12^e) : 150 ; galère vénitienne (14^e) : jusqu'à 200 ; hourque hanséate (14^e) : jusqu'à 300 ; caravelle atlantique (fin 15^e) : 400 ; galion espagnol, *indiaman* anglais (17^e) : 500, Vitesses : 10 à 15 km/heure, 25 par bon vent ; améliorée avec la flute hollandaise (fin 16^e). Distances : un bon vent et de bons rameurs permettent de parcourir exceptionnellement 200 km/jour. Techniques : cabotage jusqu'au 13^e siècle ; repérage à la sonde en Baltique ; la navigation hauturière expérimentée en Méditerranée (13^e), longtemps avant la Baltique (16^e) raccourcit les trajets océaniques. Les navires restent au port, en hiver, jusqu'au 16^e, en Méditerranée comme en Baltique.

Transports fluviaux. Les fleuves d'Europe septentrionale reçoivent aisément les petits bateaux de haute mer (20 à 30 tonnes). Voile et halage.

D'un monde à l'autre. La flute hollandaise (fin 16^e) permet d'assurer désormais deux voyages par an entre la Baltique et l'Espagne. Braudel estime que la Bourgogne de Charles le Téméraire (15^e) équivaut *en taille réelle* à dix ou vingt fois l'actuelle France entière ; il doute, mais à peine, que l'empire romain ait été semblable au monde de 1939, c'est-à-dire parcourable en 40 à 60 jours.

Sources : 4, 8, 10, 13, 22 et divers.

À la fin du 16^e siècle, la flotte hanséatique pouvait emporter environ 60 000 tonnes métriques (13,179), et la flotte hollandaise était d'une capacité quatre fois supérieure (id, 424) mais se dispersait déjà sur tous les océans du monde, si bien que sa vitesse de rotation s'en ressentait. De leur côté, les flottes méditerranéennes pouvaient porter quelques 300 à 350 000 tonnes (10-II). Quant à l'Angleterre, à la France, et aux flottes atlantiques de l'Espagne et du Portugal, il est douteux qu'elles aient dépassé les 150 000 tonnes (13,424). Soit, un total généreux de 850 000 tonnes, ainsi arrondi pour tenir compte des flottilles de Scandinavie et d'Allemagne non hanséatique. L'évaluation des flottes non européennes opérant dans les Océans Indien et Pacifique et dans leurs mers adventices n'a pas été tentée, à ma

connaissance, mais ce que l'on sait des trafics en ces régions incline à penser que, de la Mer Rouge à la Mer de Chine, le tonnage en service atteignait tout au plus le double des capacités européennes. Soit, par un nouveau total généreux, quelques 2,5 à 3 millions de tonnes pour l'ensemble de l'Eurasie. C'est-à-dire, à peu de choses près, pour la planète tout entière. Si l'on se souvient, en outre, que le régime des moussons n'autorisait qu'un aller-retour annuel — par exemple d'Ormuz à Zayton — et que, dans l'Atlantique, la double rotation annuelle de la Baltique à l'Espagne ne fut acquise, à la fin du 16^e siècle, que pour les flûtes hollandaises, on se gardera de multiplier cette capacité d'export par un coefficient élevé de rotation. À la fin du 16^e siècle, le commerce maritime représentait au mieux, cinq millions de tonnes métriques par an : c'est-à-dire, à peu de choses près, le tonnage net importé par la seule Australie en 1913.

Même si l'on tient compte des transports fluviaux et caravaniers, il est clair que le commerce lointain était des plus limités. Bairoch a certainement raison de l'évaluer, au maximum, à 2-3 % de la production totale de l'Europe déjà fort extravertie du 18^e siècle (4,43). Deux siècles plus tôt, les importations totales de l'Europe devaient être de l'ordre de 100 000 tonnes par an (4,491) et le commerce lointain intraeuropéen deux à trois fois supérieur. Ainsi, à la fin du 16^e siècle, Dantzig exportait vers l'Europe occidentale environ 100 000 tonnes de céréales par an, (13,529) ; de quoi nourrir 300 000 hommes, soit 0,6 % de la population vivant à l'ouest d'une ligne Lubeck-Venise.

Le commerce à intermédiaires multiples qui relie des mondes totalement ignorants l'un de l'autre (comme l'Europe et l'Insulinde jusqu'aux 15^e-16^e siècles) est ultra-marginal. Le commerce qui connecte des mondes distincts comme la Russie des fourrures et l'Europe des villes est à peine moins marginal. Pour l'essentiel, l'activité des hommes demeure purement locale.

12 — Itinéraires et monopoles

[Retour à la table des matières](#)

Le commerce lointain ne souffre pas l'improvisation. Ses convois, organisés selon de fermes coutumes, prennent parfois l'allure de lignes régulières, telles les *galere da mercato* sillonnant la Méditerranée à partir du 14^e siècle (10-II 392). Des escadres chinoises plus structurées encore, visitent Java, le Siam, l'Inde et les ports arabes, d'Ormuz à Mogadiscio, au début du 15^e siècle, (16,350), mais on ne sait si le commerce chinois était réglé comme ces expéditions quasi militaires, encore que la lutte contre les pirates japonais ou malais ait pu y inciter. Sur terre également, l'entraide caravanrière est de règle, au départ de Palmyre et de Pétra, vers la Perse, le Golfe persique ou l'Arabie ; de Boukhara et Samarcande vers les oasis du Tarim d'où la Chine est accessible ; ou des ports africains, de Ceuta à Zanzibar, vers les profondeurs du continent. Au 14^e siècle, les caravanes pénètrent même dans les Balkans, désormais contrôlés par les Turcs.

Villes à l'appui des réseaux marchands avant 1500

[Retour à la table des cartes](#)

La piraterie est une activité à laquelle les marchands ne répugnent pas toujours. Les Frisons et les Normands jusqu'au 11^e siècle, sont pirates ou marchands selon l'occasion. Les Génois et Pisans qui attaquent les navires arabes aux 9^e et 10^e siècles préfigurent les Barbaresques qui captureront plus tard les galères des mêmes Génois, comme des Vénitiens. Les îles de la Sonde et la Mer de Chine connaissent de semblables éruptions, notamment au 14^e et au milieu du 16^e siècle. Sur terre, la piraterie prend la forme de *razzias*. Les nomades des steppes s'y adonnent volontiers. Le pauvre pirate le riche, le pirate se fait commerçant au contact du fort.

Menacés en cours de route, mais poussant néanmoins leur trafic au loin, dans des contrées qui leur sont étrangères, les marchands maintiennent entre eux une stricte discipline. En Asie (**10-III**, 419) comme en Europe, leurs associations — dénommées corporations, guildes, hanses, etc. — y veillent, dans leurs villes d'origine comme dans leurs comptoirs lointains ou durant leurs trajets. Ainsi se

constitue au milieu du 12^e siècle, la célèbre Hanse où sont fédérés les marchands des villes côtières et fluviales, du Zuydersee à la Livonie. Dans leurs quatre comptoirs principaux de Novgorod, Bergen, Bruges et Londres, les Hanséates élisent des Anciens qui régissent leur enclos, y jugent les différends et représentent tous les marchands auprès des autorités locales.

Les Florentins à Londres, aux 13^e et 14^e siècles ; les Vénitiens à Constantinople et Alexandrie, puis à Istanbul, du 11^e au 17^e siècles ; les Allemands à Venise et les Génois à Bruges, à compter du 13^e siècle, puis à Séville ; les juifs à Venise ou à Lisbonne ; les Arméniens en Perse ; et sans doute aussi les Arabes, Hindous, et Malais installés les uns chez les autres sont, tout comme les Hanséates, logés en de petites colonies permanentes dotées d'un statut spécial. Toutes n'ont pas l'organisation rigoureuse des comptoirs hanséatiques, des *fondouks* en pays arabes ou du *Fondaco dei Tedeschi* et du *Ghetto* vénitiens, mais toutes rassemblent des marchands étrangers que le pouvoir local protège et dont il définit les privilèges fiscaux, judiciaires et commerciaux.

À ces enclaves, situées dans les principaux centres marchands, s'ajoutent d'autres relais : ceux des seigneuries et émirats, protecteurs de foires périodiques, tels les Comtes de Champagne des 11^e-13^e siècles, ou les khans de Boukhara et Samarcande, avant et après la conquête mongole ; ceux des factoreries et des loges protégées par un comptoir principal ; ceux, enfin, des villes ouvertes au commerce par certains empires centraux qui — telle la Chine — refusent tout privilège, mais n'en protègent pas moins les activités commerciales.

Pour les marchands en terre étrangère, l'exclusivité importe plus que la protection, car elle permet de monopoliser les achats. Via Dantzig, les Hanséates, puis les Hollandais contrôlent pratiquement toutes les exportations de seigle polonais. Via Constantinople ou Alexandrie, les Vénitiens, parfois concurrencés par les Génois, contrôlent l'approvisionnement de l'Europe en épices, jusqu'au 15^e siècle. Le contrôle des achats et des ventes peut aussi être acquis par la technique de l'étape imposée. Venise excelle à ce jeu. Du 6^e au 10^e siècles, sa première vigueur lui vient du contrôle des canaux et fleuves lombards, via le delta du Pô : elle s'impose comme étape pour les importations de céréales et de sel. Du 11^e au 14^e siècles, devenue maîtresse de l'Adriatique, elle s'assure le contrôle presque exclusif du commerce en Méditerranée orientale et devient l'étape de maints produits : les Allemands du *Fondaco* ne peuvent aller plus loin pour vendre l'ambre, les fourrures russes et les draps flamands, ni pour acheter les épices, les teintures et autres produits de l'Orient (22). L'étape des laines anglaises à Bruges, ensuite étendue au sel et aux céréales destinés à la riche Flandre et qui tente également de s'appliquer à l'exportation des draps flamands (13) est un autre exemple d'une procédure dont l'Europe n'a certes pas le monopole. Alexandrie ou Istanbul sont des étapes imposées aux acheteurs européens et, de Petra à Ormuz, de Bombay à Ceylan, comme de Malacca à Bantam, on aperçoit d'autres étapes imposées qui, souvent, segmentent de longs itinéraires marchands selon la découpe

des mondes anciens. Étant bien entendu que ces exemples postérieurs aux expansions arabes et mongoles, ont eu de multiples précédents plus modestes dans les siècles précédents. Les ports dont l'étape — dite parfois escale ou échelle — s'impose à de multiples produits deviennent des sortes d'entrepôt universel, comme Venise, puis Amsterdam (**10-III**, 103).

Pour conforter les monopoles d'achat ou de vente, rien ne vaut le monopole des transports. La Hanse tire de là beaucoup de sa richesse, jusqu'à ce que la flotte hollandaise pénètre en force dans la Baltique, au 17^e siècle. Les Actes de Navigation par lesquels les Anglais réservent à leur pavillon la desserte de leurs ports — sauf pour les marchandises importées par des navires ayant même origine qu'elles — sont une variante extrême d'une protection qui s'acquiert par le contrôle des détroits (Lübeck, Constantinople, Malacca, etc.) ou par la surpuissance d'une flotte (Gênes, Venise, Amsterdam, etc.).

La défense des monopoles, comme celle des privilèges, peut relever des marchands eux-mêmes, lorsqu'ils bloquent un port ou se font corsaires avec la bénédiction de leur État, ou même lorsqu'ils coalisent leurs villes d'origine contre un royaume gênant : ainsi de la Hanse refusant le contrôle du Danemark sur son trafic en Baltique. De même, Gênes et Venise se livrent, du 12^e au 14^e siècles, quatre guerres des plus rudes, pour servir leurs intérêts commerciaux respectifs : dans les mondes marchands, les aires de domination que les guerres défendent ou conquièrent incluent les tentacules commerciaux qui prolongent les territoires (n° 4).

Si le commerce stimule la guerre, il nourrit également le droit. Quand l'échange l'emporte sur le pillage, l'équivalence, admise par les diverses parties concernées, devient sa norme. Cela suppose des poids justes, des monnaies de bon aloi, mais aussi des règles claires et des jugements respectables. Ainsi, la loi de Rhodes codifie l'expérience commerciale des sociétés grecques et hellénistiques, puis inspire les codes byzantins et les coutumes arabes, tout comme, dix siècles plus tard, le droit de Lubeck est imité par presque toutes les villes de la Hanse, avant que les normes hollandaises et anglaises viennent l'enrichir. Moins bien connues, les normes des commerces asiatiques ont cependant dû s'établir, car les échanges ne peuvent durer quand l'arbitraire règne.

En Occident comme en Asie, le droit s'est aussi appliqué, empiriquement, au partage des risques du commerce lointain. Ici et là, par tâtonnements, les risques dus à la piraterie et au naufrage ont été assurés par diverses techniques : partage de l'affrètement d'un navire ; répartition d'une cargaison entre plusieurs bateaux ; achat fictif préfigurant l'assurance formelle ; ou même, mise en société, à frais et risques dûment partagés. Mais les sociétés commerciales pleinement développées — à ne pas confondre avec les compagnies familiales des Italiens (Bardi, Peruzzi, Médicis, etc.) et des Allemands (Stromer, Fugger, Welser, etc.) — demeurent exceptionnelles jusqu'aux 16^e-17^e siècles (n° 20).

Tous les marchands sont des aventuriers. Dans leur monde périlleux, tout s'ordonne autour des routes, tout s'accroche aux ports, aux oasis et aux îles qui segmentent leurs itinéraires, sur des terres où les caravansérails sont plus rares que les brigands et sur des mers où le cabotage et la piraterie se disputent les eaux côtières. En mer et sur terre, les itinéraires sont rigides, d'un abri à l'autre. L'invention de voies nouvelles fait figure de révolution commerciale : c'est l'ouverture des steppes, quand la conquête mongole consolide la route au nord de la Caspienne (13^e siècle) ; le détournement des épices, quand les Portugais court-circuitent les Vénitiens et les Arabes (15^e siècle) ; l'invention de la Sibérie, quand les Russes et les Chinois entrent en contact direct (17^e siècle). Ces raccourcis tardifs enrichissent les choix d'itinéraires, sans en supprimer aucun.

Pendant les vingt-cinq siècles qui séparent l'essor phénicien des triomphes hollandais et anglais, le réseau des itinéraires est, en fait, un ensemble de tronçons raboutés dont le régime économique et le statut politique sont des plus variables. La soie que l'on rassemble à Luoyang et qui parvient, un ou deux ans plus tard, à Venise ou à Anvers, a changé six à dix fois de mains en route et, selon les époques, elle peut avoir été traitée ici, comme un cadeau ; là, comme un tribut ; ailleurs, comme un objet à troquer ; ailleurs encore, comme une marchandise.

Ainsi, les itinéraires où circulent des produits ne sont pas, en tous leurs tronçons, des routes pleinement marchandes. Ils le deviennent, péniblement, à longueur de siècles, quand les marchands se spécialisent, puis quand ils réussissent à monétariser les échanges et à les entrelacer avec le crédit qui surmultiplie leurs capacités d'action. Si bien qu'au total, les marchands précèdent de beaucoup la marchandise.

13 — Monnaie et crédit ; le capital marchand

[Retour à la table des matières](#)

Le triomphe des marchands a pour premier indice le recours général à la monnaie pour évaluer et payer les produits. Mais la monnaie demeure longtemps « une cabale entendue de peu de gens » (**10-II**, 374). Elle connaît de longues éclipses. Elle disparaît avec les empires qui battent monnaie, elle s'évanouit dans les trésors amassés par les craintifs, elle s'exile au hasard des pillages. Après chacune de ces syncopes, il faut de nouveau l'acclimater, ce qui prend beaucoup de temps. Ainsi, dans l'espace hanséatique, les comptoirs de l'est hésitent encore entre le troc et la monnaie, au 15^e siècle. À Novgorod, l'unité de paiement n'est point une monnaie métallique, mais une monnaie de cuir : la peau de martre (**13**,254). En ce même siècle, le troc regagne aussi du terrain dans les ports du Levant (**10-I**, 335), sans doute perturbés par le triomphe des Ottomans contre Byzance.

La monnaie, futur *équivalent universel* des échanges, tarde d'autant à s'imposer qu'elle est battue de tous côtés, d'où un onéreux recours aux changeurs. En outre, elle s'enfuit périodiquement, car les pays de l'Orient et de l'Inde ont plus à vendre qu'ils n'achètent, si bien que les espèces métalliques qui soldent les échanges, se raréfient en Europe, du moins tant que l'or et l'argent des Amériques n'y affluent pas, via l'Espagne.

En effet, deux périls menacent les espèces métalliques : les modifications que leur imposent les souverains battant monnaie et les fluctuations du stock monétaire disponible, lesquelles n'ont aucune raison de coïncider avec le volume des échanges à régler. Les décotes des changeurs et les prudences des marchands sanctionnent les monnaies que les princes maltraitent à des fins budgétaires. Quant à la rareté du numéraire, il n'est que le crédit pour y parer, mais celui-ci suscite plus que de la méfiance. En terres de chrétienté ou d'islam, le populaire ne comprend pas qu'il faille rendre plus que ce que l'on a emprunté et les clergés convertissent ses préjugés en dogmes. En Asie, où le prêt usuraire est peut-être plus répandu, il est tout aussi détesté, mais les religions s'en mêlent moins souvent. Les princes et les marchands ont moins de préventions et plus de besoins.

Les instruments qui démultiplient la circulation monétaire et qui, souvent, dispensent de transférer des espèces sur des routes périlleuses, se séparent peu à peu des opérations causées par des marchandises. La lettre de change qui donne à un parent ou à un associé, l'ordre de payer ailleurs ou plus tard, des marchandises dont on prend livraison ici et maintenant, peut aussi fonctionner sans référence à aucune marchandise. Ainsi, un marchand-banquier de Florence acceptera de payer une somme, sur lettre de change de son facteur — ou agent — londonien et réciproquement, sauf à compenser les écarts à bonne date et en bonne valeur. Mais avant d'en arriver là, il faut que la traite — ou lettre de change — soit devenue usuelle, tout comme la compensation. En Europe, les foires de Champagne, de Besançon, puis de Plaisance (non loin de Gênes) créeront cette accoutumance, du 13^e à la fin du 15^e siècle, si bien que le développement bancaire d'Anvers et de Gênes, au 16^e siècle, aura été bien préparé (n° 20).

Une autre technique s'instaure grâce aux livres de créance tenus par des municipalités ou des guildes. Les marchands peuvent y inscrire les prêts d'espèces qu'ils consentent à d'autres marchands, ce qui officialise leurs créances. Cette formule inventée dans la Chine des Tang, au 8^e siècle (6,299) est réinventée à Lubeck vers la fin du 13^e siècle (13,253) puis utilisée dans la Hanse, comme en Méditerranée. À Venise, Florence ou Gênes, elle se prolonge, au 14^e siècle, par l'émission d'emprunts municipaux : les titres inscrits sur les registres des villes deviennent des créances cessibles, donc des valeurs utilisables comme moyens de paiement et qui peuvent être cotées — selon l'évolution comparée des taux d'intérêt servis par les villes emprunteuses et des taux en vigueur sur la place et au moment de la cotation — dans ces foires d'un nouveau genre, que sont les

bourses : mais celles-ci, à commencer par Amsterdam, ne se spécialisent qu'au 17^e siècle (n° 20).

La dette génoise est la plus inventive. Une sorte d'office municipal — *la Casa de San Giorgio* — abrite les associations de créanciers qui se créent pour souscrire les emprunts municipaux. Les transferts de créances, effectués par virement sur les livres de *San Giorgio*, finissent par devenir, au 15^e siècle, des moyens de paiement appliqués à toutes sortes de transactions. Gênes renouvelle ainsi une formule que la Chine a expérimentée du 11^e au 14^e siècles, en confiant à des caisses publiques le soin d'émettre un papier-monnaie qui sera très usité. Toutefois une émission excessive, à l'occasion des guerres qui retardent puis chassent les Mongols, finira par ruiner cette formule (16,286).

Ni les comptes sumériens des redistributions tributaires, ni les prêts éventuels des fonds en attente de Croisade, gardés par les Templiers du 13^e siècle, ni même les lettres de change et les titres d'emprunt cessibles des 14^e et 15^e siècles ne constituent, à proprement parler, une activité bancaire de plein exercice.

Quand la monnaie existe seule, l'enjeu est souvent d'imposer le monopole des princes, mais ce droit régalien est fragile. Un second stade est atteint, non point lorsque des princes ou des marchands reçoivent occasionnellement des prêts, mais quand le crédit devient une pratique normalement associée au commerce, c'est-à-dire quand l'emploi obligatoire et régulier des lettres de change (10-II, 119) solde les échanges, tout en les dédoublant en une circulation matérielle de produits et une circulation financière de règlements. De Bruges à Gênes, et de Lubeck à Florence, ce deuxième stade est atteint par tous les mondes marchands bien développés. En revanche, le stade suivant s'esquisse à peine, dans ces mêmes mondes, car l'existence de marchands-banquiers escomptant des lettres de change ou de caisses publiques opérant des virements de compte ne suffit pas pour que se constituent de véritables banques d'émission et d'escompte. Celles-ci mûriront, plus tard, lorsque s'établira entre la monnaie et le crédit — sous toutes leurs formes — une interconnexion générale, permanente et flexible (n° 20).

Les produits de l'élevage et de l'agriculture entrent fort peu dans l'échange monétaire (10-II, 42). La Hanse suscite, certes, une demande de céréales, en Pologne notamment, pour nourrir les villes des Pays-Bas, puis de Méditerranée, mais à l'échelle de l'Europe entière, le marché des produits ruraux ne saisit que les excédents, alors que les campagnes rassemblent encore quelques 90 % de la population.

Les villes et les ports sont mieux monétarisés, parce que le capital marchand y loge tous les hommes qu'il emploie dans ses entrepôts et ses chantiers navals : marchands et commis, mais aussi marins et soldats — couramment embarqués pour la défense des navires ; et partout, aubergistes, hommes de peine et portefaix, etc. Au total, beaucoup de monde dans les villes concernées, mais fort peu à

l'échelle des sociétés que le commerce relie : certainement moins de 1 % de la population active totale dans l'Europe entière ou dans l'Asie du 16^e siècle.

Les effectifs employés par le mode de production artisanal peuvent prendre plus d'ampleur, car le commerce incite les métiers à s'étendre au-delà de l'économie domestique ou palatiale. Le travail à domicile, mais pour le marché, les ateliers avec compagnons, parfois prolongés par des échoppes, les équipes municipales ou corporatives qui contrôlent les produits, leur pesée et leur marquage composent ensemble le mode de production artisanal, lequel peut même prendre des apparences industrielles. Pourtant, si l'on scrute, avec Lane, le détail du processus de production ou les modalités de recrutement et de rémunération des compagnons dans la plus vaste entreprise méditerranéenne des 12^e-17^e siècles : l'Arsenal de Venise, on les reconnaîtra conformes aux plus pures traditions artisanales (22,229). L'Arsenal, comme la Monnaie ou la Tana — fabrique des cordages — n'étaient pas des usines, mais des juxtapositions d'ateliers artisanaux.

Les limites du mode de production artisanal ne sont dépassées que dans les villes où les marchands se soumettent certains métiers — du textile notamment — en accaparant toute leur production aux conditions qu'ils imposent. Dans cette soumission formelle de l'artisanat, le marchand use de sa position dominante pour infléchir les prix en sa faveur et orienter les produits vers les formes et qualités assurées des meilleurs débouchés, mais il ne prend que le risque de mévente d'un lot de marchandises, sans investir dans le financement de machines, de matières premières ou de salaires, comme le fera plus tard, le capitaliste industriel. Ainsi, le capital marchand stimule la production, mais dans les limites étroites des capacités propres à l'artisanat.

Le capital marchand est un intermédiaire entre des productions qu'il influence mais qu'il n'organise que rarement. Il ne s'infiltrer pas au cœur même de la production, mais s'arrête aux frontières de l'achat ou de la commandite. Il ne s'intéresse pas à tous les produits, mais seulement à ceux dont l'achat, la vente ou le transport sont capturables — s'il se peut jusqu'au monopole (n° 12) — en vue de débouchés rentables, souvent lointains. Il ne tire pas ses profits de quelque prouesse industrielle, mais de la différence des prix usuels en diverses sociétés éloignées les unes des autres. Il s'enrichit des écarts qui font, par exemple, que le kilo de poivre, valant 1 à 2 grammes d'argent à la production dans les Indes, atteignait le prix de 10 à 14 grammes à Alexandrie, 14 à 18 à Venise, 20 à 30 dans les pays consommateurs d'Europe (10-II, 357), mais il veille à entretenir ces dénivellations, en écartant soigneusement les concurrences. Le marchand précède la marchandise et segmente le marché, pour maintenir les produits dans les canaux qu'il contrôle.

14 — Cités et autres États marchands ; la révolution communale

[Retour à la table des matières](#)

Chacune des toiles d'araignée marchandes est tissée de fils légers, mais solidement accrochés. Ses attaches sont des ports ou des oasis dont le statut, politique répond aux besoins du capital marchand. D'où le succès des cités.

Les premières de ces cités se sont répandues, à partir de la mer Égée, sinon du Levant, jusqu'aux extrémités de la Méditerranée et de la mer Noire, pendant cinq à six siècles, avant de s'enfler en empires esclavagistes, à l'exemple de Carthage, d'Athènes et de Rome. Peut-être y a-t-il eu de semblables cités, avant l'Hégire, en certaines villes du Hedjaz, de la Mésopotamie et de l'Anatolie ? Toujours est-il que l'islam, avant comme après l'éclatement du califat abbasside a été généralement favorable au commerce. Pourtant, malgré les exemples de Ceuta et d'Oran au 15^e siècle, les régions musulmanes ont rarement laissé mûrir des cités adaptées aux seuls besoins du commerce, alors que les villes dirigées par un patriciat marchand ont proliféré, en Europe, après le 10^e siècle : villes italiennes sorties des décombres de l'empire romain, villes allemandes se multipliant sous la tutelle impuissante du Saint-Empire, villes flamandes et hollandaises aux princes souvent discrets, villes françaises, anglaises et même espagnoles que des royaumes n'agrègeront solidement qu'au 15^e ou au 16^e siècle, villes neuves des confins polonais et russes. Partout ces archipels de Cités-États ont compliqué la renaissance d'empires à l'ancienne (n° 15), mais ont fourni au capital marchand de solides bases d'action.

Les luttes de classes des villes sont complexes et souvent relancées. Étalées sur des décennies ou des siècles, elles sous-tendent le mouvement général de la révolution communale, laquelle est riche de degrés. Son résultat minimal est d'assurer aux marchands une suffisante liberté commerciale : celle, par exemple, que les comtes de Champagne des 11^e-13^e siècles garantissent à Troyes et autres villes de foire ; ou celle que les comtes de Flandre consentent à toutes leurs bonnes villes artisanales et marchandes. À ce stade premier, les marchands jouissent de privilèges juridiques et fiscaux semblables à ceux de leurs comptoirs lointains (n° 11). Leur assise s'affermir quand ils conquièrent le droit d'élire un conseil pour gérer à leur guise les affaires municipales et pour équiper leur ville des murailles, entrepôts, poids public et autres beffrois convenant à leurs intérêts. La Flandre gagne tôt ce stade, tout comme Besançon, cité du Saint-Empire qui sera annexée par la France en 1681, après avoir été, un temps, l'héritière des foires champenoises. Plus nettement encore, les cités italiennes et les villes allemandes jouissent souvent d'une quasi-indépendance, à commencer par Venise, Gênes ou Lubeck.

Un troisième stade est atteint par les villes où le patriciat, prudent ou contraint, partage son pouvoir avec une part au moins des classes populaires, comme à Rostock, après 1311. De telles réformes, consenties aux 13^e et 14^e siècles, sont vite

engluées, à Venise et Florence. Les novations plus radicales, liées notamment aux Réformes du 16^e siècle, sont souvent noyées dans le sang, comme à Munster. La démocratisation des villes ne mûrit nulle part. Partout, les patriciats deviennent une noblesse (**10-II**, 51) et, souvent, les villes principales, après s'être inféodées leurs rivaux (**10-III**, 97) deviennent les capitales de principautés territoriales ou la proie de royaumes voisins.

Pour retarder cette évolution, les villes allemandes se liguent. La Hanse des marchands qui s'était formée en 1161 est doublée, à partir de 1356 par une Hanse des villes, créée pour dix ans, mais souvent renouvelée. Cette solidarité entre les villes disposées à protéger en commun leurs marchands (**13**, 67) fait sentir sa puissance en Europe du nord, du 14^e au 17^e siècles, mais les quelques 200 villes — dont 70 assez importantes — qu'elle réunit ne veulent nullement se fédérer. Leur Hanse n'a aucun appareil propre. Elle rassemble, cas par cas, les flottes et les ressources dont elle a besoin pour vaincre le Danemark et la Norvège ou pour soumettre Bruges à un blocus victorieux. Sa faiblesse devient patente au 17^e siècle, quand des États plus substantiels enserrent une Baltique désormais ouverte à tous.

Pratiquées déjà par les cités antiques, les ligues urbaines semblent devenir une spécialité germanique, à partir du 13^e siècle. Outre la Hanse, des associations de villes rhénanes, souabes ou danubiennes s'étendent de Cologne à Bâle et autour de Nuremberg. À leur sud-ouest, une fédération de villes, comme Zurich et Berne, et de petites républiques paysannes esquisse une Confédération helvétique, cependant qu'au nord, les Pays-Bas, guidés par les villes de Zélande et de Hollande, s'affirment au sein des États de Bourgogne, avant de s'autotomiser en Provinces-Unies.

Hors d'Europe, faute de villes autonomes — encore que l'on puisse attendre de l'historiographie indienne ou indonésienne bien des surprises à cet égard — on voit les marchands s'abriter dans de petites principautés musulmanes, de Koweït à Malacca et à Brunei. Quand les princes locaux sont puissants, les communautés musulmanes marchandes s'incrument néanmoins en prêtant à ces princes l'assistance militaire de leurs flottes : ainsi de Calicut, Cochinchine et autres ports de la côte du Malabar d'où les Portugais auront grand mal à les déloger aux 15^e-16^e siècles.

Le chapelet des émirats marchands, mis en place à partir du 13^e siècle, a parfois relayé, entre le golfe du Bengale et les îles Philippines, d'autres communautés marchandes plus ou moins autonomes, comme celle de Malacca d'où les Hindous sont délogés en 1420 par des musulmans que les Portugais évinceront dès 1511. Moins bien connus, mais non moins présents en Asie du Sud-est, les marchands chinois ne semblent pas y avoir fondé d'établissements autonomes, tant il est vrai qu'en Chine même, ces marchands n'ont acquis aucune expérience des chartes et franchises citadines (**6**).

Leurs villes et ports, au commerce si actif, sont demeurés, comme Canton, enchâssés dans les empires successifs. De même, Constantinople a passé de longs siècles comme capitale politique, religieuse et marchande de l'empire byzantin, avant d'être réduite, pendant un siècle, à l'état de cité marchande encerclée par les Ottomans, puis de renaître comme capitale de leur nouvel empire, sous le nom d'Istanbul. De même encore, Alexandrie, Cordoue, Bagdad ont rarement pu se dégager des empires anciens où elles étaient incrustées.

15 — Mondes marchands et mondes anciens

[Retour à la table des matières](#)

La structure des mondes marchands diffère radicalement de celle des mondes anciens, du moins quand ceux-ci n'absorbent pas ceux-là.

Au cœur de tout monde marchand, une cité maîtresse — qui peut être une oasis, un port ou une ville plus banale — contrôle une part substantielle des itinéraires du commerce lointain, par ses monopoles d'achat, de vente ou de transport, par son rôle d'entrepôt et parfois même par son crédit. Pour être maîtresse d'elle-même et de ses routes, cette ville doit s'abriter des empires et des brigands : la distance ou le relief y pourvoient, aidés d'une armée souvent mercenaire ou d'une marine aisément adaptable à la course et à la guerre. Elle doit aussi se protéger des dissensions internes, ce qui suppose un pouvoir fort pour discipliner le peuple, alourdir l'impôt si besoin est et garantir le crédit et les libertés marchandes (10-III 39). D'où une certaine latitude accordée aux classes urbaines : leur consentement coûte moins cher que leurs révoltes. En revanche, le sort des classes rurales a peu de prix. Il dépend des classes alliées au patriciat urbain, seigneurs servagistes et latifondiaires ou communautés de paysans libres, classes dont les exigences diverses importent peu, tant que l'ordre urbain est maintenu et que la campagne procure la main-d'œuvre limitée dont la ville a besoin.

Le territoire qui entoure la cité maîtresse est modeste. Il vaut plus comme glacis défensif que pour ses cultures vivrières, car la ville qui grandit se libère de la production locale. Elle prospère comme pompe aspirante et foulante d'un commerce lointain qu'elle rentabilise principalement par ses monopoles et complémentaiement par ses productions locales, si bien que l'importation de vivres bon marché est préférable à leur production locale.

Le territoire contigu à la cité forme avec celle-ci un *contado* c'est-à-dire une sorte de petit royaume où la surpuissance économique supplée à l'exiguïté, même si, dans la durée, la maturation d'États territoriaux voisins peut conduire à un épaississement prudent du glacis. La même préférence pour un espace limité mais protecteur, se manifeste quand l'idéal d'une cité autonome ne peut être atteint. Les marchands se résignent aisément à toute situation politique qui leur est hospitalière.

La ville maîtresse d'un monde marchand, autonome ou nichée dans une principauté bienveillante, occupe quelques dizaines ou centaines de km² ; quelques milliers, tout au plus, dans la Hollande utile du 16^e siècle. Mais, à l'instar de Tyr ou de Venise qui poussent leurs trafics jusqu'à 2 500 ou 3 000 km de distance, elle projette de longs tentacules qu'elle accroche à tous les points d'appui disponibles, d'où partent des filaments adventices. Chaque centre marchand bâtit ainsi sa route des Indes, enrichie d'embranchements terrestres ou navals, vers les sources et débouchés accessibles. Son réseau tend à la perfection, quand l'influence économique de la ville maîtresse est confortée par un suffisant contrôle politique des principaux points d'appui et par un prolongement des principaux tentacules jusqu'aux sources mêmes des produits recherchés et jusqu'à leurs débouchés extrêmes.

L'empire vénitien approche de cette perfection, mais sa nature vaut réflexion. Vers 1100, Venise est maîtresse des ports dalmates, dont Raguse. Deux siècles plus tard, la 4^e Croisade et le sac de Constantinople (n° 16) la mettent en possession du Péloponnèse, des îles ioniennes dont Corfou et de maintes îles de l'Égée. Puis la Crète et Chypre renforcent cet empire de la Méditerranée orientale, ainsi que divers points d'appui dans les Dardanelles, à Byzance même et au Levant.

Néanmoins, le Doge Dandolo qui assemble le plus gros de cet empire se comporte à l'inverse d'un Charles Quint (n° 18). Il refuse expressément la couronne impériale de Byzance et ne garde, pour Venise, que le contrôle des routes marchandes. Il cède à des seigneurs d'origine vénitienne tous les autres territoires arrachés à Byzance. Ses successeurs dépensent peu d'efforts aux 15^e et 16^e siècles pour protéger des Turcs ces territoires. L'empire bâti sur la mer (22,76) demeure essentiellement une seigneurie du golfe (**id**, 96) d'où rayonne une chaîne de bases navales (**id**, 79).

Le seul trait moderne de l'empire qui enfle provisoirement les artères du commerce vénitien, est le développement, dans les fiefs de Crète et de Chypre notamment, de quelques productions exotiques, tournées vers le marché — sucre de Candie, raisins de Corinthe, coton, etc. — lesquelles annoncent l'économie de plantation que les Portugais vont développer, des Açores aux Canaries, avant d'être imités sur trois continents. L'empire vénitien n'est encore qu'une *route des Indes*, conduisant vers des comptoirs marchands, non vers un empire colonial.

En fait, chaque monde marchand côtoie un ou plusieurs empires, accueillants ou réservés, sauf dans les zones tourmentées — comme l'Europe occidentale des 6^e-16^e siècles — où un empire est en ruines ou en reconstruction. L'histoire chinoise suggère que les syncopes médiévales sont favorables à l'extension du commerce, sinon à sa sécurité (6). L'histoire byzantine des 13^e 15^e siècles, montre qu'un empire affaibli peut devenir captif d'un monde marchand. Mais en règle

générale, les empires anciens maîtrisent les activités marchandes qui s'exercent en leur sein. Les mondes marchands s'abouchent à leur commerce aux étapes (n° 12) où les empires les cantonnent. Parfois même des empires empruntent à rebours les routes marchandes pour étendre leur domaine : les Almoravides opèrent ainsi, du Maroc au Niger, aux 11^e-12^e siècles et les Mongols font de même, un siècle plus tard, à l'échelle que l'on sait (n° 6).

Le commerce lointain, pour partie enfermé dans un empire central, renforce celui-ci. Il pousse à la monétarisation des impôts et des rentes et procure de nouvelles ressources fiscales et douanières. L'appareil d'État, mieux irrigué, peut tenir plus serré un bloc de peuples éventuellement élargi. La Chine des Tang et des Song, du 9^e au 13^e siècles ou celle des Ming et des Qing, du 15^e au 18^e siècles illustrent somptueusement ce rajeunissement commercial d'empires anciens. Elle en montre aussi les périls latents quand des idées étranges se mettent à circuler avec les produits exotiques.

Barrés par les empires anciens les plus solides, les mondes marchands restent longtemps limités et multiples. Les soudures d'un monde à l'autre sont toujours fragiles — comme on peut en juger, par les mésaventures des Vénitiens à Alexandrie (22,387), mais c'est sans doute au contact de deux mondes marchands que la jonction se révèle la plus délicate, parce que chacun de ces mondes essaye d'imposer sa tutelle aux autres systèmes marchands qu'il vient à rencontrer. L'histoire des villes italiennes du 9^e au 15^e siècle, jusqu'à la paix de Chioggia entre Gênes et Venise ; l'histoire des marchands et des pillards en Europe du nord, du 9^e au 17^e siècles, avec les Frisons, les Normands, les Flamands, les Hanséates, les Hollandais et les Anglais, comme candidats successifs à la prééminence ; l'histoire de l'Océan Indien où, à partir du 15^e siècle, les rivalités intereuropéennes se mêlent aux rivalités plus anciennes entre Arabes, Hindous, Malais et Chinois ; et, sans aucun doute, maintes autres périodes de l'histoire asiatique attestent que les rivalités commerciales se règlent généralement l'arme au poing.

Les mondes anciens et marchands présentent, les uns et les autres, un centre et une périphérie, mais qui sont de nature différente. Dans un monde ancien, le centre est la capitale de l'empire qui assemble ou satellise tous les peuples. Dans un monde marchand, c'est le foyer d'un réseau d'échanges surplombant des peuples divers qu'il exploite ou néglige selon leur potentiel commercial. Si bien que les syncopes des empires et les proliférations de villes marchandes dessinent parfois des zones tumultueuses où plusieurs villes se disputent pour un temps la prééminence, mais selon des logiques différentes.

16 — Croisades et diasporas

[Retour à la table des matières](#)

Le commerce promeut certaines langues. Au Proche et Moyen-Orient, il contribue aux succès de l'araméen et du grec, puis de l'arabe et du persan. Aux confins de l'Inde, de la Perse et de la Chine, il valorise successivement le kouchan, le sogdien, puis le turc, en certains au moins de ses dialectes. Il aide à la formation de l'urdu où l'arabe, le persan et le hindi ont chacun leur part. Le malais triomphe de Malacca à Manille. Le commerce arabo-africain donne naissance au swahili des escales de l'Océan Indien. En Méditerranée et jusqu'en Mer Rouge sous contrôle ottoman, il diffuse un sabir italien où les apports arabes et turcs sont nombreux. Au nord de l'Europe, il favorise les dialectes bas-allemands dans l'espace hanséatique et les parlers néerlandais sur les côtes de la Mer du Nord.

Les mondes marchands créent ou diffusent d'autres commodités de pensée. L'imprimerie est importée de Chine en Europe, enrichie de ses perfectionnements coréens du 14^e siècle. Les outils et techniques de navigation progressent, au sud puis au nord de l'Europe. Au sud encore, le calcul, la comptabilité et l'affinement du dessin — notamment par la perspective — mûrissent de concert. Le droit se ranime et se perfectionne (n° 5). Mais surtout, le commerce procure le besoin et le moyen d'une relative expansion des effectifs intellectuels, hors les églises. L'autonomisation de maints appareils idéologiques date de son essor : artistes, médecins, pédagogues et autres intellectuels peuvent vendre leurs services, à mesure que les habitudes marchandes s'affermissent.

Dans les mondes marchands où ces divers changements convergent, le *climat* change — comme dirait Montesquieu. Autrement dit, une nouvelle culture prend forme, un nouvel espace-temps se construit, qui diffère de celui des mondes anciens (n° 10). Malgré les semaines de trajet imposées aux courriers et les mois de voyage requis pour le transport des marchandises, les mondes marchands sont traversés de nouvelles et de nouveautés. Le flux des produits et, bientôt, des monnaies s'accompagne d'une circulation d'hommes et d'informations, entre des mondes presque étrangers les uns aux autres.

Pourtant, les mondes anciens et marchands gardent un trait commun tout à fait essentiel : leur vie culturelle demeure soumise à une hégémonie religieuse, laquelle ne s'assouplit que par la coexistence éventuelle de plusieurs églises ou par la multiplication des sectes et des hérésies qui ajustent une religion universelle aux particularités des sociétés qu'elle dessert. La première de ces souplesses s'observe dans les mondes marchands qui poussent aux marges des empires chinois ou indiens. Elle n'est pas non plus inconnue du monde arabe ou ottoman. Les schismes et hérésies de la chrétienté et de l'islam produisent bon nombre de conflits entre les principautés, marchandes ou non, qui, se multiplient quand les

empires romain, byzantin, abbasside ou ottoman subissent des éclipses. Les croisades ne sont qu'une variante de ces guerres de religion.

La croisade commence par la *Reconquista* espagnole, à partir du 11^e siècle. Comme la conquête arabe, cette reconquête d'où naîtront l'Espagne et le Portugal modernes, est une bataille de moines musclés — les Hospitaliers notamment — et de barons avides de fiefs. Les huit croisades qui tentent de conquérir la Palestine aux 11^e-13^e siècles, sont plus riches de connotations marchandes, car Byzance — où l'on considère l'islam comme une hérésie chrétienne parmi tant d'autres — et Venise — d'où l'on guigne déjà le contrôle commercial de la Méditerranée orientale — mêlent leurs intérêts à ceux des croisés prosélytes et conquérants. D'où quelques à-côtés révélateurs : les massacres de Juifs, au long des villes allemandes et balkaniques que la 1^{ère} croisade traverse ; le pillage de Byzance par les barons de la 4^e croisade, pour payer à Venise la flotte qu'ils y ont fait construire à crédit ; ou le bâti d'ordres de chevalerie religieuse — Hospitaliers, Templiers, etc. — qui marient avec zèle la croix et le sabre.

Des ordres semblables — les Porte-Glaives et les Teutoniques — s'emploient, dès la fin du 12^e siècle à évangéliser les peuples slaves, de Rostock à Riga, non sans bâtir, de concert avec la Hanse, des principautés territoriales dont la principale, la Prusse teutonique, verra son grand-maître Hohenzollern, se convertir en prince laïc à la faveur de la Réforme luthérienne. Ainsi, avec ou sans ordres spécialisés, la croisade désigne toute aventure territoriale et évangélisatrice, de la conquête de la Sicile par des Normands au 11^e siècle, à la soumission au roi de France, des seigneurs cathares du Midi, au 13^e siècle — croisade dite des Albigeois — et à diverses autres expéditions où l'alliance du Pape, des princes et des marchands s'établira de plus en plus difficilement : au 16^e siècle, encore, la coalition qui vaincra les Turcs à Lépante aura des allures de croisade ; mais la défense de Vienne contre ces mêmes Turcs, un siècle plus tard, ne fera plus recette.

Sauf dans les rares cités durablement autonomes où les intérêts communs sous-tendent une hégémonie citoyenne, l'hégémonie religieuse, commune aux mondes anciens et marchands donne ainsi une dimension religieuse à des conflits lourds d'intérêts séculiers.

Les diasporas, dont le peuple juif ne détient nullement l'exclusivité, sont un autre effet de l'hégémonie religieuse. Comme divers autres peuples, les Juifs ont fourni à la Perse ou à l'Égypte antiques, des contingents mercenaires, mais ont néanmoins été exposés à d'éventuels exils collectifs, notamment vers Babylone, au 6^e siècle : tout empire gérant un bloc mécanique de peuple use de cette technique brutale pour calmer les turbulences (n° 8). Par la suite, les Juifs et d'autres peuples du Levant se dispersent volontiers dans les royaumes hellénistiques de Perse et d'Égypte, puis dans l'empire romain, pour y exercer diverses activités de marchands, de soldats ou de fonctionnaires. En Judée même, l'affaiblissement du

royaume séleucide permet, en -143, la reconstitution d'un petit Temple-État, autonome jusqu'en +63, puis soumis à la tutelle de Rome. Sa révolte contre Rome qui dure de 66 à 73, se conclut par la destruction du Temple et par une nouvelle dispersion, involontaire cette fois. Dès lors, les Juifs essaieront en communautés nombreuses et mobiles, au gré des accueils, des tolérances ou des répressions, sans qu'on puisse toujours retracer leurs trajets. On les trouvera notamment dans toute la Méditerranée romaine, puis arabe ; dans les États des papes, spécialement à Avignon au 14^e siècle ; dans l'empire ottoman ; aux Pays-Bas et dans une partie de la Hanse. À l'est de l'Europe, leurs communautés, renforcées au 9^e siècle par la conversion collective des Khazars s'installeront en Russie, Pologne et Hongrie.

Partout, ces communautés se diversifient en de nombreux métiers lorsqu'elles sont nombreuses, et se spécialisent dans un commerce — somptuaire ou médiocre, selon l'occasion — lorsqu'elles sont courtes. Tant il est vrai que la valorisation, à distance, des liens de parenté et d'alliance, est un trait commun à tous les marchands, arabes ou juifs, hanséates ou italiens, etc.

Naturellement, les liens marchands, doublés de fréquentes alliances matrimoniales n'ont jamais empêché les communautés juives de se diluer pour partie parmi les peuples voisins, ni d'emprunter à ceux-ci maints conjoints. Mais les Juifs ont inventé des institutions propres à conserver tant bien que mal leur culture commune, notamment le rabbinat et la synagogue. Ainsi la diversification de leurs langages et de leurs coutumes quotidiennes a été freinée par la pérennité de leurs rites religieux et de quelques éléments de culture savante.

Pour généraliser cet exemple, il faut observer que les mondes marchands ont enrichi la gamme des avenir ouverts aux peuples. À côté de l'extermination, de l'exil au sein d'un empire central ou de la mise en mouvement par quelque avalanche de peuples (n° 1) les réseaux marchands offrent un exutoire supplémentaire : ils autorisent une dispersion sans dilution, car les liens du commerce, éventuellement doublés de liens religieux ou territoriaux, autorisent une survie collective du peuple dispersé. À des titres divers, les Tziganes originaires du Bas-Indus et dispersés, via la Mésopotamie arabe, vers les Balkans, l'Égypte et l'Espagne ; les Arméniens partis d'Anatolie pour commercer en Perse et en Asie centrale ; les Hindous et les Arabes essaimés sur toutes les rives de l'océan indien ; les Chinois dispersés dans le sud-est asiatique et d'autres peuples encore ont formé de telles diasporas. Les peuples en diaspora ont souffert d'occasionnelles persécutions, parfois féroces, que leur dispersion les a aidés à faire connaître.

Ni ces violences, ni celles des croisades, ne doivent toutefois faire oublier que l'existence, puis la multiplication des mondes marchands ont enrichi maintes civilisations. Du 11^e au 13^e siècle, la Chine est sans doute la civilisation la plus avancée (16,305), mais de riches villes marchandes ont ensuite pu rivaliser avec les capitales d'empires anciens.

Pour s'en tenir à l'Europe, force est d'observer que la gloire éminente des empires à l'ancienne qui s'affirme d'Athènes à Rome et se prolonge de Constantinople à Cordoue puis, derechef, à Istanbul, rencontre de sérieuses rivalités, à partir des 12^e-13^e siècles, à Venise et surtout à Florence. La rivalité est également visible, dans l'ordre architectural où une Église, héritière virtuelle de l'empire romain, inspire certes des styles exemplaires — les églises romanes et les monastères clunisiens au 11^e siècle, les monastères cisterciens et les cathédrales gothiques à partir du 12^e siècle — mais subit la concurrence tenace des bourgeoisies hanséatiques, puis hollandaises qui inventent un nouveau paysage urbain que Londres transplantera jusqu'en Nouvelle-Angleterre. Peintures, musique, théâtre, littérature : en tous ces domaines, les solennités princières et ecclésiastiques sont doublées par les luxes plus modestes de bourgeoisies plus nombreuses. Dans des espaces européens où les limites des mondes anciens et marchands se brouillent, la chrysalide d'un monde nouveau se forme.

Chapitre 4

L'Europe marchande et coloniale

(Du 14^e au 18^e siècle)

« Ceux dont il s'agit sont noirs depuis les pieds jusqu'à la tête ; et ils ont le nez si écrasé qu'il est presque impossible de les plaindre ».

MONTESQUIEU

17 — Fusion des mondes marchands européens

[Retour à la table des matières](#)

En Europe occidentale, aucun empire à l'ancienne (n° 8) ne s'impose après l'effondrement de Rome. Certes, Byzance et le Califat héritent de pans entiers de l'empire romain qu'ils transmettent pour partie aux Ottomans, mais l'Italie, puis l'Ibérie échappent assez vite à cette succession où les Gaules, la Germanie et les Îles britanniques ne figurent nullement.

Mûrie dans ces dernières régions, la tentative carolingienne fait long feu, au 9^e siècle. Les esquisses suivantes, dues au Saint-Empire et à la Papauté ne prennent jamais tournure. L'échec de l'empire central se parachève aux 16^e-17^e siècles, avec l'immense réunion tentée par Charles-Quint. Celui-ci hérite, par l'effet d'habiles mariages, des couronnes d'Aragon et de Castille, de leurs possessions américaines, de la riche Bourgogne et d'une Autriche déjà substantielle. Mais, avant la fin du 16^e siècle, la révolte des Provinces-Unies, les coups portés par la France et l'Angleterre et les banqueroutes de Philippe II et de son Espagne auront raison de cet empire discontinu.

En fait, l'Europe multiplie les systèmes marchands (n° 15) appuyés à des villes nombreuses et parfois puissantes. Peu à peu, sa dentelle de seigneuries et de principautés est fédérée par des États de type nouveau qui s'équilibrent

jalousement, en se privant les uns les autres de toute chance de former un empire central : Bonaparte en fera une dernière fois l'expérience.

Au 12^e siècle, l'Europe n'était encore qu'une mosaïque de menus mondes marchands, qui s'interconnectaient conflictuellement, en Méditerranée et dans les mers du Nord, avec de rares routes terrestres entre sud et nord : par la Champagne, le Grand-Saint-Bernard et Pavie ou par Nuremberg et le Brenner. Au 13^e siècle, les foires de Champagne, en plein essor, tournent de Bar à Troyes comme de Provins à Lagny et le siècle s'achève par l'ouverture vers Bruges des routes maritimes de Gênes (1272) et de Venise (1314). L'interconnexion des mondes marchands se prolonge vers Fez, Alexandrie, Damas, Constantinople et la Mer Noire, mais le plus souvent elle touche alors à des mondes anciens peu poreux (n° 15). L'interconnexion européenne bénéficie par contre de la faiblesse des États locaux. N'était la grande peste du 14^e siècle et les guerres récurrentes, le commerce européen s'épanouirait plus vite encore. Son élan est tel que les navires et les techniques de navigation s'améliorent et permettent de plus longs trajets. Au 15^e siècle, l'Europe marchande déborde vers l'Afrique que les Portugais contournent ; vers l'Océan indien où ils s'installent, suivis de près par les Hollandais ; et vers les Amériques dont la découverte couronne ce siècle.

Après quoi, les marchands qui rivalisent entre eux s'insinuent, en force, dans les réseaux déjà établis par les Indiens du Goudjerate et des côtes du Malabar et du Coromandel ; par les Arabes installés jusqu'aux îles de la Sonde ; et par les Chinois pour qui le 16^e siècle avait été une apogée commerciale, du Japon à l'Insulinde.

Les *grandes découvertes*, inaugurées au 15^e siècle, sont mal nommées. Leur moteur est le gain, plus que l'exploration ; leur visée première est de contourner les monopoles établis par des marchands rivaux (n° 12). Ainsi, les Portugais contournent Venise par le cap de Bonne-Espérance et transfèrent à Lisbonne le principal marché européen des épices. Les expéditions au long des côtes africaines et asiatiques sont si rentables qu'elles distraient les Portugais de leurs possessions américaines.

Pour les Espagnols, par contre, la colonie l'emporte sur le commerce, car l'élan de la *Reconquista* se prolonge par les conquêtes américaines, productrices de métaux précieux à piller, puis à extraire de mines riches. L'Espagne et le Portugal ne tardent pas à prolonger l'expérience des Vénitiens, en multipliant les plantations sur les terres chaudes où les produits exotiques s'acclimatent aisément. Contournement marchand, possessions territoriales, métaux précieux, plantations exotiques : l'extraversion européenne multiplie ainsi ses justifications.

En somme, un nouveau système mondial naît de plusieurs transformations convergentes. L'empire, devenu impossible en Europe, y est relayé par de nouveaux types d'État dont les villes marchandes sont le premier ressort. Ces États variés et rivaux découvrent, au loin, de nouvelles possibilités d'expansion

territoriale, en faisant cortège aux marchands, familiers du commerce lointain et dotés, désormais, de flottes à longue portée et de meilleure capacité. Ainsi, les marchands, puis les soldats et même les missionnaires achèvent l'interconnexion des systèmes anciens et marchands que les conquérants mongols et les marchands arabes avaient déjà esquissée (n° 15).

On peut, à juste titre, souligner l'audace des marchands-aventuriers qui ont bâti ce nouveau monde — et dont le quart ou le tiers mourait à chaque aller-retour lointain, au 16^e siècle, mais on ne peut ignorer ce que l'Europe y a gagné. En 1400, un demi-siècle après la peste noire, 40 millions d'hommes vivaient à l'ouest d'une ligne Lubeck-Rome-Lisbonne, soit 11 % de la population planétaire de ce temps. En 1750, le nouveau système mondial qui est centré dans cet espace et qui s'étend désormais à l'Europe entière et à ses empires lointains — hormis l'Ottoman — rassemble 200 millions d'habitants, dont 80 aux colonies, soit 28 % de la population d'une planète en voie d'unification (30).

Néanmoins, les années 1400 et 1750 ne bornent pas rigidement la période où le nouveau système mondial se déploie. À l'orée du 15^e siècle, les changements ne prennent une valeur annonciatrice que pour qui connaît la suite de l'histoire. Un siècle plus tard, les voyages de Colomb donnent du Nouveau Monde une image tangible, sinon centrale. De même, en fin de période, aucune limite ne devient perceptible avant que le nouveau monde capitaliste du 19^e siècle vienne souligner les promesses du 18^e siècle.

18 — Colonies et guerres coloniales

[Retour à la table des matières](#)

L'extraversion européenne débute par de banales expéditions marchandes. Les Portugais qui s'emparent, au 15^e siècle, des îles orientales de l'Atlantique, y cherchent des produits exotiques et y créent parfois des plantations de canne ou de coton. De Madère (1418) au Japon (1542), leur progression change néanmoins de sens. Sitôt passé le cap de Bonne Espérance, ils entrent dans des mondes marchands soutenus par des puissances hostiles. Atteindre Ormuz ou Calicut (1498) est plus facile que d'y établir un comptoir, d'autant que l'empire ottoman et certains princes hindous aident les marchands arabes à se défaire de leurs rivaux. L'installation à Malacca (1511) et même à Macao (1557) est moins contestée, mais en Chine elle est cantonnée. Quant au Japon, il se fermera presque complètement, dès 1639.

La difficulté redouble dès que d'autres marchands européens s'aventurent à leur tour vers les océans Atlantique et Indien, car ils tentent tous d'évincer les concurrents déjà établis. Le commerce lointain est avide de monopoles (n° 12) et ne craint pas de mener bataille pour y atteindre. Une partie de saute-mouton qui durera du 16^e au 19^e siècles, s'engage de la sorte sur les côtes d'Afrique et d'Asie,

comme dans les Caraïbes et sur plusieurs rivages des Amériques. Qu'ils changent ou non de mains, les comptoirs marchands se hérissent de défenses contre les puissances locales et les marchands rivaux.

Le lent essor de l'émigration européenne enrichit les enjeux coloniaux. L'émigration mêle des flux disparates : les dissidences religieuses des 16^e-17^e siècles ; les relégations pénales ; les entreprises marchandes qui permettent à des volontaires (ou à des prisonniers pour dette) de racheter leurs frais de transport et d'entretien et d'acquérir leur lopin de terre par quelques années de travail, comme *indentured servant* ; les autres compagnies marchandes qui étoffent leurs comptoirs de pêcheurs, de paysans, d'artisans et d'anciens soldats payés en lopins de terres ; telles sont les principales sources d'une colonisation tournée surtout vers les terres tempérées de l'Amérique septentrionale, de l'Afrique australe et, plus tard, de l'Australie.

Les flux modestes du 17^e siècle sont souvent impulsés par l'Angleterre. Ils font suite à la conquête de l'Irlande au 16^e siècle et à son occupation partielle par des Écossais transférés des Lowlands (24,29). Ils sont nourris également d'apports mineurs venus de France, vers Terre-Neuve et les rives du Saint-Laurent ; de Hollande, notamment vers la *Nieuwe Amsterdam* qui deviendra New York ; et des pays riverains de la Baltique, pendant ou après la guerre de Trente Ans.

Dans les colonies où l'achat d'esclaves se mêle — à doses d'abord modestes — à l'immigration européenne, celle-ci complique la situation politique locale. L'éloignement des métropoles, la modestie des armées, la disponibilité d'espaces libres et, souvent aussi, la dissidence religieuse portent au *self-government*, sinon à une pleine autonomie. En outre, les colonies ont des statuts très divers, d'une inégale souplesse. D'où des tensions multifformes dont la guerre d'indépendance, génératrice des États-Unis, ou l'*Act* de 1774 confirmant l'autonomie d'un Québec désormais rattaché à la Couronne britannique seront les manifestations principales.

Canaliser des colons vers les sites à valoriser est l'une des activités des Compagnies commerciales à charte spéciale, mais non la principale, ni la plus rentable. Le commerce des produits exotiques, la gestion des comptoirs, l'exploitation de plantations ou de mines les intéressent davantage. Elles s'épanouissent tout à fait lorsqu'elles peuvent cumuler ces fonctions avec l'administration directe de colonies pratiquement soumises à leur souveraineté.

Les compagnies marchandes-coloniales obtiennent par charte royale, le monopole du commerce de et vers une destination donnée, définie en termes fort généraux. La charte précise en outre que la compagnie exercera, sur des territoires tout aussi vaguement définis, des pouvoirs de justice et d'administration, voire le droit de paix et de guerre. Virtuellement, la compagnie devient l'autorité plénipotentiaire dans une colonie — qu'il lui reste à construire contre toutes compagnies rivales et contre les pouvoirs locaux. Tel sera, notamment, le cas des

deux immenses Compagnies des Indes orientales, créées par l'Angleterre (1600) et par la Hollande (1602). La première – l'*East India* familièrement nommée la *John* — au capital initial de 50 millions de £, bâtit l'empire britannique des Indes et survivra jusqu'en 1865. La seconde, au capital initial de 6,5 millions de florins — la *V.O.K.*, selon ses initiales hollandaises, ou la *Jan*, pour la distinguer de la *John* anglaise — bâtit en Insulinde, un empire plus petit et disparaîtra dès 1798, dans le tumulte des révolutions française et batave, après avoir distribué d'énormes dividendes, au 17^e siècle, pour la plus grande gloire de la jeune Bourse d'Amsterdam. En ce même siècle, une vingtaine d'autres compagnies verront le jour notamment en France — et une dizaine encore, au cours du 18^e siècle, puis la formule se perdra, jusqu'à la fin du 19^e siècle — mais les émules de la *Jan* et de la *John* seront souvent éphémères et leur portée coloniale, sinon leur rentabilité, sera courte.

L'onde coloniale en 1500 et 1800

[Retour à la table des cartes](#)

Les États qui prennent forme en Europe organisent de diverses façons leurs empires dispersés au loin. Le recours aux services d'une Compagnie marchande, dûment commissionnée, est l'un de leurs expédients les plus efficaces, car ces compagnies possèdent de vastes flottes, aisément renforçables de soldats et de

canons, et disposent d'agents et de moyens locaux proportionnés à leurs trafics, donc aux territoires qu'elles influencent. Mais il est d'autres modèles, moins originaux, où la colonie est considérée comme un royaume ou une province dépendant du souverain métropolitain.

AFFAIRES COLONIALES ET APPAREILS D'ETAT

EN METROPOLE : deux modèles principaux.

- (1) — Octroi par le souverain de concessions ou de chartes à des individus (nobles, chefs d'expédition, marchands) ou à des compagnies mêlant, à doses diverses, le commerce, la traite, la course, le peuplement et le prosélytisme religieux. Par édit ou charte, l'organisation des convois et, plus souvent, le contrôle des ventes et le prélèvement dû au souverain sont monopolisés, à l'entrepôt d'arrivée, par des agences spécialisées : *Casa de la Contratacion* (Séville, 1503), Compagnies à charte, etc.
- (2) — Création d'un service ou d'un ministère spécialisé au sein du gouvernement métropolitain. Apparaît au 19^e siècle et se généralise vers la fin de ce siècle.

À LA COLONIE : cinq variantes notables.

- (1) — Fief et seigneurie concédés. Exemples primitifs aux escales vénitiennes (Chypre, Négrepont, etc.). Exemples tardifs (fin 18^e siècle) : Canada, Maryland, etc.
- (2) — Compagnie à Charte glissant du marchand au colonial-marchand. Par exemple en transformant une concession territoriale locale en une mise sous protectorat du souverain local.
Le souverain métropolitain prépare (ou reconnaît) cette évolution en concédant à la Compagnie la propriété des terres lointaines ou le monopole du trafic avec elles, ainsi que divers droits souverains (guerre et paix, levée de troupes et d'impôt, exercice de la justice, etc.).
- (3) — Souveraineté dévolue à un représentant local du souverain métropolitain, assisté d'une administration locale partiellement nommée par l'autorité métropolitaine.
Ex. : les vice-rois espagnols (2 au début du 16^e 14 au début du 19^e siècle) et leurs subdélégués des capitaineries), les gouverneurs généraux ou vice-rois surimposés aux Compagnies coloniales-marchandes et qui s'affirment peu à peu, durant le 18^e siècle, aux Indes et ailleurs.
Là-dessous : tutelle ou protectorat de principautés et seigneuries locales ou établissement d'entités nouvelles, haciendas ou plantations, communes, *reducciones*, etc.
- (4) — Administration directe par des gouverneurs assistés de services reproduisant sommairement l'organisation métropolitaine.
- (5) — Autonomie locale, avec une chambre consultative, puis législative et un gouvernement à capacité interne. Au plus évolué, ce type est celui des dominions conquérant ou recevant une capacité internationale.

Dans tous les mondes marchands, la frontière entre la guerre et le commerce est des plus fluides (n° 11). La distinction s'efface plus encore, lorsque les expéditions marchandes débouchent sur la conquête de colonies. Il s'agit alors de réduire des puissances locales, souvent plus tenaces que les empires aztèque ou inca, mais aussi de tenir les positions conquises, contre des rivaux venant de toute l'Europe ou installés de longue date. Ainsi, la conquête de territoires, la piraterie encouragée par les rivaux, la course ou la contrebande favorisées par les États, et

même la guerre ouverte menée par ceux-ci, s'entremêlent en conflits longtemps renaissants.

Premiers venus, les Portugais sont aussi les premiers chassés. Les Hollandais leur ravissent, avec Bantam (1596) plusieurs des riches îles de la Sonde, ainsi que Malacca (1641), Ceylan et l'escale du Cap (1653) ; pendant tout le premier 17^e siècle, ils leur disputent aussi la côte septentrionale du Brésil. Leur exemple est suivi, dans les Caraïbes, par les Anglais et les Français qui se partagent et se repartagent les îles dont les Espagnols sont évincés. La partie n'est pas moins complexe en Asie où les Anglais s'emparent de maintes positions hollandaises et françaises, notamment pendant les guerres napoléoniennes qui leur laissent les coudées plus franches.

Les batailles coloniales ne restent pas fragmentaires et locales. Elles interfèrent avec les conflits européens, au 17^e et surtout au 18^e siècle, jusqu'à la guerre de Sept Ans (1756-63) qui est, en somme, la première *guerre mondiale*, c'est-à-dire d'échelle planétaire. Il est vrai qu'au cours des 15^e-18^e siècles, les guerres européennes prennent elles-mêmes une dimension nouvelle. L'aggrégation des principautés en États plus substantiels se généralise peu à peu, à partir des exemples français, espagnol et anglais et à l'aide d'armées permanentes, équipées d'artillerie. Ainsi, les États qui prennent forme en se disputant le contrôle de la Baltique — Danemark, Suède et Prusse — et ceux qui se partagent l'est européen — Pologne, Lituanie, Hongrie — s'affermissent peu à peu, tandis qu'une Russie impériale prend forme (n° 6).

L'expansion coloniale complique les enjeux guerriers. L'Espagne qui défend ses points d'appui d'Italie et des Pays-Bas et qui tente de maintenir ses liens dynastiques avec l'Autriche, expose ainsi ses galions aux corsaires de tous bords. La Hollande qui privilégie en toute occasion son commerce, est néanmoins impliquée dans une longue guerre d'indépendance contre l'Espagne, suivie de guerres commercialo-coloniales contre l'Angleterre et de plusieurs conflits contre la France. Les enjeux coloniaux ne compliquent guère l'épouvantable guerre de Trente Ans, mais ils deviennent tout-à-fait apparents durant les guerres du 18^e siècle : celle de Sept Ans, clôturée par un traité de Paris (1763) qui consacre le triomphe de l'Angleterre aux Indes et au Canada ; celle des années 1780 qui émancipe les États-Unis ; et surtout celles de la Révolution et de l'Empire qui se jouent, certes, en Europe, mais qui font aussi de l'Angleterre, le grand vainqueur du saute-mouton colonial.

Les guerres deviennent onéreuses. La solde des troupes mercenaires que les villes italiennes, allemandes ou hollandaises utilisent volontiers, l'entretien d'armées permanentes, l'artillerie terrestre et navale, les fortifications que l'artillerie rend plus complexes, imposent de lourdes charges avec lesquelles les États doivent souvent ruser. Le recours aux compagnies coloniales-marchandes est l'un des expédients qui allègent les budgets. Les colonies d'autres statuts ont, elles

aussi, leur utilité : ainsi, à la veille de l'indépendance nord-américaine, plus de la moitié de la flotte atlantique de l'Angleterre est de fabrication et de propriété américaines (24,282). Partout, enfin, les taxes sur les produits exotiques fournissent une recette appréciée. La colonie finance les guerres coloniales.

19 — La traite et la démographie ; de l'Afrique

[Retour à la table des matières](#)

Le nouveau monde colonial et marchand suscite un regain de l'esclavage dont les peuples d'Afrique sont les principales victimes. Ce mode de production, encore pratiqué dans les empires byzantin et ottoman, s'était résorbé dans le reste de l'Europe. Au 15^e siècle, il ne subsistait que des esclaves domestiques, nombreux à Lisbonne ou Anvers, et des esclaves en transit, marchandises que Venise collectait en Mer Noire et Lisbonne en Afrique, pour les vendre, qui à Alexandrie et qui aux Planteurs des îles atlantiques. Le développement des plantations en Amérique, dans l'Océan indien ou en Insulinde va enfler la demande jusqu'aux 18^e et 19^e siècles, cependant que le Maroc, l'Égypte et le reste de l'empire turc demeureront d'importants débouchés.

La traite des noirs africains			
Neuf millions d'esclaves africains ont été vendus dans les empires égyptiens, grecs, romains ou arabes avant le 15 ^e siècle (33, 231). L'établissement de marchands arabes sur les côtes orientales de l'Afrique et, plus encore, l'installation des comptoirs européens, à partir du 15 ^e siècle, ont renforcé cette traite.			
La traite est un commerce organisé. L'Espagne délivre, à partir de 1528, des autorisations d'importer des esclaves dans ses possessions américaines, mais ailleurs, aucun <i>asiento</i> de ce genre n'est requis. Les navires négriers voguent vers les Amériques, dont ils rapportent d'autres marchandises, au retour vers l'Europe, comme lors des voyages de réassortiment en Afrique.			
Les transferts opérés depuis l'Afrique, doivent être majorés de 10 à 30 %, selon les époques, les modes de transport (caravane ou navire) et les destinations, pour chiffrer la ponction brute opérée, pertes comprises.			
(en millions)	De 1450 à la fin du 18 ^e siècle	Au 19 ^e siècle	Total
Transferts vers les sociétés arabes	1,2	3	4,2
Transferts vers l'Europe et les Amériques	10,8 (a)	2,5	13,3
(a) dont 0,8 pour l'Europe Total	12	5,5	17,5
L'abolition de l'esclavage et la prohibition de la traite ont été proclamés au 19 ^e siècle, mais leur application a été lente et demeure, aujourd'hui encore, imparfaite.			
<i>Sources</i> : 30, 33.			

Malgré des concours parfois massifs des Indes ou de l'Insulinde, la production d'esclaves se localise principalement, aux 15^e-18^e siècles, dans une Afrique désormais ceinturée par des comptoirs de traite, approvisionnés par divers peuples

africains spécialisés dans la razzia. Le prélèvement atteint son maximum entre 1700 et 1850, et provoque des dégâts démographiques majeurs, mais pour partie inévaluables, car comment déterminer la perte de naissance due à l'exportation des esclaves ? Quoi qu'il en soit, l'Afrique sud-saharienne qui est vraisemblablement passée de 52 à 60 millions d'habitants au cours du 18^e siècle (30) — soit un gain annuel moyen de 80 000 personnes — a perdu chaque année, en ce même siècle, 50 000 à 60 000 hommes et femmes souvent jeunes.

Répétée, à doses diverses, pendant des siècles, cette saignée a anémié l'Afrique, d'autant qu'elle frappait un continent affaibli par son isolement.

En effet, l'Afrique sud-saharienne est, depuis vingt siècles au moins, une île immense, cernée par un désert et deux océans, où, hormis les confins du haut Nil, les grands courants des invasions, des guerres et des civilisations qui travaillaient les peuples d'Eurasie, n'ont pas pénétré. Cette île, aux rares accès contrôlés par d'autres peuples, est devenue très tôt un terrain de chasse à l'esclave.

Dans cette Afrique productrice d'or, d'épices et d'esclaves, toujours exportés par des marchands venus d'ailleurs, les seuls États qui devinrent un peu substantiels furent, le plus souvent, bâtis sur l'esclavage et organisés en vue de la razzia. Ainsi l'empilement de peuples qui produisait, ailleurs, maints empires (n° 6), fut ici remplacé par la mise en coupe réglée des peuples les plus faibles. De rares et maigres empires, donc, qui, du Ghana au Monomotapa durèrent parfois longtemps ; mais aussi une poussière de chefferies locales et de seigneuries courtes et fragiles. Au milieu du 19^e siècle, l'Afrique ressemblait, en somme, à l'Europe des 3^e-4^e siècles, au nord du limes romain.

Aucune société africaine n'avait pu développer ses forces productives : ni roue, ni araire, ni bête de somme, ni écriture ne s'inventèrent ni ne s'importèrent, avant la colonisation, dans ce continent encerclé. Sans autre bibliothèque que la mémoire des vieillards, sans autre appareil idéologique qu'un maigre semis de sorciers, de conteurs et de griots, sans autre appareil étatique que des bandes armées, des chefs coutumiers et de rares dignitaires, l'Afrique est entrée démunie dans une histoire que d'autres peuples rendaient universelle. Son effraction coloniale, commencée par la traite esclavagiste, s'est poursuivie par l'injection de langues, de religions, de cultures et de techniques forgées ailleurs, avant de se prolonger par l'application d'une grille de codes, d'États et d'armées également importée. L'Afrique en était là, vers 1960.

En termes démographiques, les Amériques ont été touchées plus profondément que l'Afrique. Elles sont devenues riches de métissages, par destruction d'une large partie des peuples amérindiens et par transfert massif d'esclaves africains, puis d'immigrants européens.

Traite africain et peuplement des Amériques

[Retour à la table des cartes](#)

On dispute beaucoup de la population des Amériques avant 1492. Une tradition bien établie évalue son total à 14-15 millions, mais une tendance s'est récemment dessinée qui conduit à un total de 80-100 millions. Braudel juge ce dernier chiffre romantique (10-I, 6). Chaunu penche vers, les 25-30 millions et, plus récemment, Bairoch a déplacé ce juste milieu vers la barre des 40 millions (4,492).

Nourri par l'imprécision des premières estimations coloniales et par les incertitudes des comparaisons entre les empires précolombiens et d'autres sociétés semblables, mais mieux connues, ce débat présente aussi une dimension éthique, car les données relatives à la fin du 16^e et au 17^e siècles sont moins disputées : il s'agit donc d'évaluer le nombre des Amérindiens qui ont été massacrés par les soldats, les inquisiteurs et les colons venus d'Europe ou qui sont morts d'épidémies contre lesquelles ils n'étaient pas immunisés. Il est certain que ces massacres et ces maladies eurent des effets tout à fait massifs. Mais qu'ils aient tué le quart ou les neuf dixièmes des populations pré-coloniales demeurera sans doute indécidable et — à mon sens — inessentiel.

Le fait est que les conquistadors et leurs successeurs ont asservi ou tué tous ceux des Amérindiens qui n'ont pas fui vers des régions inhospitalières ; que la chasse aux Indiens, pour assurer les corvées dans les mines et pour fournir des esclaves aux plantations, a été poursuivie, aux 16^e et 17^e siècles, au point que les jésuites, plus soucieux d'évangéliser que de produire du sucre, ont opposé aux *banderas* des chasseurs d'esclaves brésiliens, des réduits — *reducciones* — où, du Rio Parana à l'Orénoque, des peuples indiens ont été protégés ; que, néanmoins, la chasse s'est poursuivie, y compris au nord où les libres colons venus d'Europe ont exterminé maintes tribus, de l'Atlantique aux Rocheuses. La colonisation a souvent été plus féroce que les *grandes invasions* (n° 2), par ce qu'elle a eu de méthodique et d'obstiné.

Les catastrophes démographiques dont les Amériques ont souffert, du 16^e au 18^e siècles, ont été produites par très peu de colonisateurs : 100 000 Espagnols, peut-être, pour tout le 16^e siècle et un peu plus d'Européens, de toute provenance, pour les deux siècles suivants, si bien qu'à l'heure des indépendances américaines, au nord puis au sud, l'apport européen, net des retours, peut être évalué, à 1 million environ de colons de tout statut. Mais, à l'instar des quelques milliers de Français installés au Québec, ces colons ont été prolifiques : à la fin du 18^e siècle, l'ensemble des Amériques comptait 8 millions d'habitants de descendance européenne, soit le tiers de sa population totale.

Beaucoup de ces colons sont arrivés au goutte-à-goutte de l'immigration volontaire. Ils ont peuplé les treize colonies des (futurs) États-Unis, les rives du Saint-Laurent canadien et diverses côtes sud-américaines, du Venezuela concédé par l'Espagne aux Welser (n° 13) jusqu'au Rio de la Plata. Ils se sont le plus souvent groupés par affinités d'origine, selon la tradition des colonies marchandes (24,57).

À la fin du 18^e siècle, l'Amérique est, pour un tiers, de provenance européenne, et pour un quart, de provenance africaine. En effet, 6 des 24 millions d'Américains de 1800 sont des noirs ou des mulâtres, pour la plupart esclaves, installés principalement dans les Caraïbes et au Brésil. Les évaluations disponibles sur les prises en Afrique et sur les habitants des Amériques permettent de mesurer

l'énorme coût humain de l'esclavage : 10 millions d'Africains transférés en trois siècles vers les Amériques, mais 6 millions seulement de descendants de ces esclaves dans les Amériques de 1800 et, au grand maximum, quelques dizaines de milliers de retours d'émancipés et de fuyards vers ce qui deviendra le Liberia ou la Sierra Leone. L'esclavage brûle plus d'hommes que le croît démographique des esclaves n'en procure. Après deux siècles de remontée démographique faisant suite aux énormes pertes initiales, les populations amérindiennes ou métissées atteignent 10 millions environ, vers 1800, et elles se trouvent principalement dans l'espace colonisé par l'Espagne (30)

De son côté, l'Europe des 15^e-18^e siècles n'est nullement un monde plein, ni même un monde très dense. Certes, sa population augmente beaucoup — malgré quelques disettes et quelques grands massacres, comme ceux de la guerre de Trente Ans — mais d'autres régions croissent de même. Globalement, elle continue de rassembler 19-20 % de la population mondiale, soit un peu moins qu'avant la grande peste du 14^e siècle (30). Si les courants d'émigration sont nombreux et puissants, au cours de ces trois siècles, ce n'est pas encore à destination de l'Amérique. D'Écosse en Irlande, d'Allemagne en Scandinavie et en Livonie, de Russie en Sibérie, les émigrations européennes sont de courte portée. En 1500, l'Europe défrichée et bien fixée est presque entièrement inscrite à l'ouest d'une ligne Lubeck-Venise. En 1800, les États scandinaves, les provinces baltes, le duché de Prusse et les empires russe et turc bordent une Europe centrale où les errances des peuples sont désormais achevées. Seules les steppes au nord de la Mer Noire demeurent encore des espaces au peuplement fluide.

Le véritable changement démographique qui s'esquisse au cœur du nouveau monde colonial et marchand n'est point une densification exceptionnelle, mais une modification radicale de la mortalité, puis de la natalité. En France, puis en Angleterre et en d'autres sociétés, les taux de mortalité se réduisent, de façon lente mais presque continue, tout au long des 16^e-18^e siècles, si bien que les espérances de vie s'accroissent et que les comportements s'infléchissent peu à peu. On assiste à une valorisation croissante des enfants qui, désormais, survivent plus souvent, ainsi qu'à un glissement progressif du rôle et de la position sociale de femmes dont la durée de vie — et de mariage — s'allonge. Peu à peu, il s'ensuit une baisse de la natalité : l'âge moyen des femmes au mariage recule ; le célibat féminin permanent s'accroît ; le remariage des veuves devient moins fréquent ; puis, à compter principalement du 18^e siècle français, la contraception se banalise et gagne assez vite le reste de l'Europe occidentale. Ainsi s'esquisse une transition démographique dont l'importance deviendra planétaire (n° 32).

20 — Du crédit à la banque ; la valeur entre l'usage et l'échange

[Retour à la table des matières](#)

Les colonies offrent de nouvelles opportunités et de nouveaux produits — comme les fourrures du Canada qui s'adjoignent, au 18^e siècle, à l'*or mou* de Russie et de Sibérie (n° 11). Le commerce lointain, ainsi renforcé, vise toujours à la rentabilité immédiate. En 1700, le trafic de la *John* — la Compagnie anglaise des Indes — présente une valeur moyenne par tonne transportée dont la hiérarchie est claire : en tête, les Indes orientales, paradis des épices ; puis la Méditerranée, vieille porte du Levant ; au troisième rang, les Indes occidentales — c'est-à-dire les îles sucrières des Caraïbes ; et, loin derrière, le commerce d'Europe (29-II, 125). Même si les agents locaux de la *John* — et de la *Jan* hollandaise écrèment les profits, la rentabilité de ces vieilles compagnies demeure superbe. Au 18^e siècle encore, presque partout en Europe, le grand profit marchand est très supérieur au grand profit industriel ou agricole (10-II, 378). Si bien que la France fait un choix politique en apparence rationnel, lorsqu'en 1763, elle abandonne aux Anglais les *arpents de neige* du Canada, pour ne garder, en Amérique du nord, que l'accès aux grandes pêches de Terre-Neuve, la propriété de Saint-Domingue et autres îles sucrières des Antilles et de vagues droits (vendus dès 1801) sur une Louisiane qui englobe toute la vallée du Mississippi.

L'euphorie marchande est stimulée par le crédit et la banque. L'usage de la monnaie s'étend, mais n'élimine ni le troc archaïque, ni la thésaurisation qui retire de la circulation une partie des espèces. Le recours au crédit s'étend, lui aussi, sous les formes traditionnelles de l'usure comme par l'usage plus fréquent des lettres de change. Une novation s'opère par la soudure progressive de la monnaie au crédit qui donne le départ à de véritables banques. Naguère, les banquiers déplaçaient l'argent : d'une monnaie en une autre, comme changeurs ; ou d'une place à l'autre, comme payeurs assurant le mouvement des fonds et la compensation des traites entre les différentes places. Désormais, ils en viennent à recevoir des dépôts, à prêter ceux-ci et à étendre leurs prêts bien au-delà des dépôts encaissés. La monnaie métallique des princes et la monnaie marchande des lettres de change sont ainsi renforcées par une monnaie de banque, d'une tout autre élasticité, mais qu'il faut apprendre à doser : de combien l'émission de billets de banque peut-elle déborder l'encaisse reçue des déposants et des actionnaires de la banque ? L'expérience l'enseigne peu à peu, non sans à-coups, parfois dramatiques comme la faillite de Law, à Paris, en 1720 — laquelle, il est vrai, résulte du mélange d'une émission de billets de banque et d'une activité proche de celle des compagnies coloniales-marchandes (n° 18). Les banques aux risques mieux spécialisés doivent, elles aussi, faire leur apprentissage au 17^e siècle (Hollande, Angleterre), comme au 18^e (Suède, France, Genève).

En désaccouplant la monnaie émise en billets de banque, de la monnaie reçue des déposants et actionnaires, les banques nouvelles créent une monnaie

supplémentaire dont la mise en circulation s'opère soit par l'octroi de crédits aux États, soit par le développement du crédit aux marchands, puis aux manufacturiers.

Le crédit aux États devient moins périlleux. Le temps n'est plus où les princes confisquaient parfois les richesses des marchands-banquiers. Quant aux banqueroutes publiques, elles se raréfient après le 16^e siècle. Un prince ou un État défaillant s'exposerait désormais à la méfiance des banques et des bourses naissantes, il ne pourrait lever de nouveaux emprunts à Gênes ou Amsterdam, ni dans les rares autres villes où l'argent afflue.

La production connaît également plusieurs novations, à mesure que le monde marchand et colonial s'étend. L'agriculture hautement productive de Lombardie et des Flandres demeure exceptionnelle jusqu'à la fin du 17^e siècle, après quoi l'Angleterre, puis la Belgique entière, la France du nord et de l'est et la Suisse connaissent, au 18^e siècle, une mutation profonde des façons culturelles et de l'élevage (4,338). Par ailleurs, l'utilisation de hauts-fourneaux depuis la fin du 15^e siècle, débouche sur une multiplication des forges et fonderies au 17^e siècle et plus encore au 18^e, avec l'utilisation du charbon de terre.

L'artisanat s'enfle également. La soie, produite en Italie dès le 14^e siècle, gagne Lyon au début du 16^e. Les métiers de luxe font la gloire de Paris, Londres et Amsterdam, mais la Hollande connaît aussi des expansions plus modestes : ainsi, dès le 17^e siècle, elle fait du hareng la matière première de maintes transformations. Toutefois, le domaine majeur des métiers est le textile. Les draps de laine où la Flandre et l'Italie excellaient de longue date, sont produits, au 17^e siècle, dans une zone qui s'étend de la Picardie à la Rhénanie et de l'Angleterre à la Suisse, zone où le lin, puis, au 18^e siècle, le coton, prennent une place croissante. Mais le changement principal concerne le mode de production lui-même. La subordination des activités artisanales à un capitalisme marchand qui les domine, sans les transformer progresse un peu partout. Ce système que les historiens de l'économie décrivent plus mal que bien, sous des appellations multiples — *Verlagssystem*, *Kaufsystem*, *Putting-out system*, travail à domicile, à façon, en commandite — résulte en réalité d'une soumission formelle de la production artisanale au capital marchand (n° 13). Peu à peu, au 17^e siècle et surtout au 18^e, cette soumission, de formelle devient réelle : le capital s'investit désormais directement dans certaines productions. Il finance les équipements, les matières premières et les salaires et il élimine les maîtres-artisans et leurs compagnons, tout comme les corporations qui les unissaient. À la manufacture dispersée de la soumission formelle, se substituent des manufactures bien réelles, où le capitalisme industriel fait ses premiers pas, dans la production de tissus et de divers objets de luxe : meubles, carrosses, produits alimentaires raffinés (sucre, chocolat), papier, etc. Le capitalisme industriel commence à s'ébranler.

Au reste, les novations monétaires et manufacturières ne doivent pas masquer ce que le monde colonial et marchand a encore d'archaïque et d'hétéroclite. L'archaïsme se manifeste surtout aux colonies où des formations tributaires sont

prolongées ou renouvelées telle est notamment la portée de *l'encomienda* espagnole et de son homologue brésilien (11,245). Au 17^e siècle, ces formations régressent au profit de plantations esclavagistes — y compris leurs excroissances pseudo-manufacturières pour le raffinage du sucre — ou de *haciendas* quasi-servagistes, cependant qu'en Europe même, le servage s'étend derechef, de la Russie à la Pologne et aux régions danubiennes, dans toute l'aire drainée par les Hanséates et les Hollandais, pour fournir en céréales l'Europe occidentale et méditerranéenne.

Dans cette dernière, en revanche, le servage recule. Des formations latifondiaires et des exploitations paysannes libres lui succèdent d'autant plus vite que la demande croissante des villes offre des débouchés rentables. La paysannerie libre s'étale aussi dans certaines des colonies, nord-américaines notamment, où paysans et artisans forment, avec les commerçants à vocation locale, le gros du peuplement : le tout constitue une formation économique originale — dite marchande simple — qui jouera parfois un rôle important aux 18^e et 19^e siècles (n° 30).

Ainsi, les manufactures réellement capitalistes, l'artisanat massif de la *manufacture dispersée* et les entreprises extraordinaires que sont alors les banques et les compagnies coloniales-marchandes se profilent comme de puissantes mais courtes exceptions, au-dessus des masses immenses de l'artisanat banal, des vastes paysanneries européennes, et des formations plus archaïques des colonies. Néanmoins une nouvelle logique économique tend désormais à s'imposer partout.

Dans le mode de production tributaire, le produit total se fragmente en deux parts : le nécessaire accordé aux producteurs eux-mêmes et le tribut emporté vers les princes, les prêtres, les soldats et autres improductifs. Avec les modes esclavagiste ou servagiste, le partage primaire devient tripartite : le nécessaire demeure, mais le tribut se fractionne entre la propriété et le pouvoir, en rente et en impôt, non sans d'innombrables variantes. Dans les mondes anciens où la production est ainsi organisée, l'économie n'a d'autre logique que de produire une gamme de valeurs d'usage, dont le contenu varie d'ailleurs d'un monde à l'autre.

Dans les systèmes mondiaux où l'artisanat et le commerce adjoignent leurs effets à ceux des précédents modes de production, plusieurs modifications se produisent. L'extraction minière et les besoins vivriers des villes différencient les rentes, en favorisant les mines et terres les plus fertiles ou les plus proches des débouchés à servir. L'artisanat enrichit la gamme des valeurs d'usage et son produit fait l'objet d'un nouveau partage tripartite : un nécessaire qui prend la forme de salaires, une part d'impôt et, pour les maîtres, une part composite où leur profit se mêle à la rémunération de leur travail.

Le capital marchand qui étend son commerce au loin, adjoint à ces diverses ressources artisanales un apport tout à fait nouveau. Il apprend à jouer des hiérarchies différentes des valeurs d'usage pour tirer des produits rares et exotiques

qu'il transporte d'un monde à l'autre, de substantiels profits commerciaux. À quoi s'ajoutent les profits financiers que le capital marchand commence à tirer du change, de l'usure et de toutes autres activités productrices d'intérêts.

Dans les mondes marchands — et dans les mondes anciens suffisamment irrigués par le capital marchand — la logique économique en vigueur participe, donc, des vieilles traditions de la valeur d'usage, mais elle leur adjoint, à doses variables d'un monde à l'autre, de nouvelles considérations inspirées par la valeur d'échange qui s'esquisse dans le commerce lointain et qui contamine les échanges locaux. La logique économique fluctue ainsi entre les deux pôles de la valeur d'usage et de la valeur d'échange.

Ces fluctuations tendent à disparaître dans le monde colonial et marchand des 15^e-18^e siècles. Ici, la transition s'accélère, de la valeur d'usage vers une valeur d'échange dont la logique propre deviendra exclusive à mesure que le capitalisme industriel s'emparera de la production tout entière (n° 27).

Autrement dit, le marché prend forme. Non point le marché, comme place publique où se nouent les échanges locaux, mais bien le marché comme système général d'échanges économiques dûment monétarisés, éliminant les autres formes d'échange économique — troc, tributs et rentes en nature ou en travail, etc. — et déployant librement ses effets. Le marché qui s'installe au 17^e siècle dans toute la Hollande, sinon dans toutes les Provinces-Unies ; qui s'étend à tout le Royaume-Uni après que l'union de l'Angleterre avec l'Écosse (1707) en ait fait la plus grande zone de libre-échange alors existante. Le marché dont l'abolition des tonlieux, péages et autres douanes intérieures permet de retracer les progrès.

21 — Les États de l'équilibre européen ; de la Hollande

[Retour à la table des matières](#)

Le nouveau type d'État qui s'ébauche, vers la fin du 15^e siècle, en Angleterre, en France et en Espagne tarde à se répandre dans le reste de l'Europe, car sa progression est freinée par la multitude des cités autonomes et des principautés italiennes, allemandes ou suisses qui en dérivent (n° 14).

Vers le nord et l'est, les noblesses terriennes, aux dynasties parfois changeantes, en sont encore à chercher la bonne assise, pour les principautés rivales qu'elles réussissent à stabiliser en Scandinavie, mais dont les contours se fixent tardivement entre la Baltique, le Danube et les Carpates, tandis que l'empire ottoman cesse sa progression vers le nord et que les principautés russes sont assemblées dans un empire qui ne cesse de croître (n° 6).

De ces mouvements divers, le plus original s'observe d'abord autour de la ville d'Amsterdam qui surclasse sa province de Hollande, elle-même prépondérante

parmi les Provinces-Unies, sous un dynaste préfigurant les monarques constitutionnels des siècles ultérieurs. Le tout fonctionne avec de multiples assemblées et selon des normes bien fixées : le jeu de contrepoids — *checks and balance* — dont on crédite souvent les pays anglo-saxons s'est inventé en Hollande. Mais c'est assurément en Angleterre que le nouvel État aristocratique se tempère le plus vite, alors que son autoritarisme s'affirme en Espagne et en France.

Le siècle d'or hollandais — le 17^e qui, partout ailleurs, est catastrophique ou médiocre — imprime une marque durable sur ce pays où la tolérance d'Amsterdam se marie à l'étroitesse d'esprit des paysans, de la Zélande à la Frise ; où « la flotte équivalente, à elle seule, à l'ensemble des autres flottes européennes » du 17^e siècle (10-III, 159) sera relayée, au 20^e siècle, par d'autres records marchands : celui de Rotterdam, premier port du monde, avant Kobe et New York, ou celui d'Alsemeer qui gère aujourd'hui 80 % du marché mondial des fleurs coupées ; où la forêt des moulins à vent, assesseurs de polders, préfigure les travaux géants qui fermeront le Zuydersee, puis la plupart des bras du delta commun au Rhin et à l'Escaut ; où le commerce satellisé par l'Angleterre après l'Acte de Navigation anglais de 1651 s'épanouira derechef au 20^e siècle, quand la Hollande sera devenue, de fait, l'excroissance portuaire de la Rhénanie et de la Ruhr ; où les générosités prudentes d'Amsterdam soldant bien ses mercenaires et pacifiant d'aumônes son bas peuple, se retrouveront dans un welfare state aussi généreux que celui de la Suède, mais moins attentif au progrès de l'humanité qu'à sa respectueuse discipline ; où les hommes, enfin, économes et laborieux, auront appris de leurs longues luttes contre les vents et les eaux que la coopération disciplinée est rentable en toutes circonstances.

Le nouveau type d'État aristocratique présente de multiples qualités. Par son emprise territoriale agrandie et par son travail nationalitaire sur les provinces qu'il assemble (n° 22), il transforme les peuples qu'il contrôle. La domination qu'il exerce assure la coopération du patriciat marchand des villes, des compagnies coloniales et des jeunes institutions financières avec la noblesse terrienne des domaines latifondiaires où le servage cède la place à une paysannerie libre. Cette domination s'oppose vigoureusement aux tumultes des cités artisanales-marchandes et aux émotions rurales déclenchées par le partage des communaux — les enclosures anglaises des 16^e-17^e siècles, par exemple — et par la majoration des rentes et impôts : de l'Aquitaine au Boulonnais et de la Catalogne aux provinces italiennes de l'Aragon, les révoltes sont nombreuses à ce titre, spécialement au 17^e siècle.

L'État aristocratique est plus dense que les principautés antérieures. Son appareil s'épaissit. Outre une armée permanente, que l'artillerie et la mousqueterie rendent plus technicienne, et une marine indispensable aux liaisons impériales, il lui faut une justice détaillée pour chapeauter, en appel, les magistrats des villes et des seigneuries rurales survivantes, ainsi que des services diversifiés, autour de la chancellerie centrale et des ministères qui, bientôt, se spécialisent. La collecte des

impôts et la gestion des dépenses publiques prennent une importance décisive pour assurer la subsistance de cet appareil militaire et modestement bureaucratique. La France ruse avec cette exigence, en vendant des offices, en affermant l'impôt et en s'abandonnant aux manœuvres des traitants qui prêtent au roi l'argent du roi. L'Espagne l'élide grâce à l'or et à l'argent de ses Amériques, avant de faire banqueroute en 1557, puis de se discipliner. Plus efficace, l'Angleterre aborde le 18^e siècle avec des ressources assez bien gérées, qu'elle renforce par une politique systématique d'endettement pour financer les travaux publics qui donnent vie à son marché intérieur (n° 20).

L'avance anglaise en matière de budget, de marché, de manufactures et — bientôt — de révolution industrielle, s'accompagne d'une nette transformation politique. Après la révolution des années 1642-1660, la royauté britannique perd de son autorité, au profit d'un gouvernement qu'un Parlement — certes censitaire et mal élu — contrôle de mieux en mieux, si bien que la conversion progressive de l'État aristocratique en un État aristocratique-bourgeois serait chose faite dès le tout début du 19^e siècle, n'étaient les urgences et le regain temporaire d'autoritarisme que provoquent les guerres napoléoniennes (n° 30).

Néanmoins, le contraste des formes de régime ne doit pas être exagéré, notamment pour le 18^e siècle où la France modère sa monarchie absolue, tandis que les nouveaux États aristocratiques d'Autriche, de Suède et même de Prusse ou de Russie font preuve d'un despotisme éclairé. En effet, ces régimes bénéficient du développement d'une société civile où les vieilles corporations sont rejointes par des associations, mal tolérées mais vivantes, et renforcées par l'essor marchand des activités littéraires, théâtrales, artistiques, et même par la polyvalence ambiguë des corps de villes et des états provinciaux.

Quand le monde colonial et marchand s'esquisse, au 15^e siècle, la péninsule ibérique compte cinq États, y compris Grenade et la Navarre ; trois siècles plus tard, il ne reste qu'une Espagne et un Portugal, d'ailleurs soumis à l'Espagne de 1580 à 1640 ; donc : cinq États réduits à deux. Durant la même période, la réduction est de trois à un dans les Îles britanniques où l'Angleterre, déjà maîtresse du Pays de Galles, se lie l'Écosse et colonise l'Irlande. La future France compte, au 15^e siècle, six ou sept États principaux — dont la Bourgogne, la Provence, la Lorraine, etc. — lesquels se réduisent à la Savoie qui perdure et à la France qui ramasse toutes les autres mises. Au total : quinze États du 15^e siècle réduits à cinq puissances du 18^e siècle. Mais il n'en va pas de même dans le reste de l'Europe où l'Italie change peu, où l'Allemagne se regroupe peu à peu, des traités de Westphalie (1648) à celui de Vienne (1815) et où les princes et les empires du nord et de l'est fluctuent, mais ne disparaissent pas, sauf la Pologne. La pluralité des puissances rivales et inégales est donc de règle.

ÉTATS EUROPEENS CLASSES SELON LEURS RESSOURCES FISCALES (1)			
Fin du 15 ^e siècle	Vers 1600	Vers 1715	Vers 1815
1. Empire ottoman 2. France 69% 3. Aragon et Castille 45% 4. Venise 23% 5. Bourgogne 13%	1. Espagne (2) 2. France 53% 3. Empire ottoman 38% 4. Venise 19% 5. Portugal 19%	1. France 2. Angleterre (3) 79% 3a Autriche (4) 36% 3b Provinces-Unies 36% 4a Russie 23% 4b Espagne 23%	1. Angleterre 46% 2. France 3. Russie 14% 4. Autriche 14% 5. Prusse 10%
<p>Notes — (1) Les pays sont classés selon leurs performances, en % des recettes fiscales du pays doté des ressources les plus abondantes, pour l'année considérée.</p> <p>(2) Y compris les ressources tirées des possessions américaines, mais non compris les ressources italiennes, bourguignonnes et autrichiennes : celles-ci majoreraient le total « espagnol » de 60 % environ.</p> <p>(3) Ensemble de la Grande-Bretagne.</p> <p>(4) Y compris les provinces belges, lombardes et napolitaines rattachées à l'Autriche par le traité d'Utrecht (1711).</p> <p>Sources : Colin Mc Evedy — <i>The Penguin Atlas of Modern History</i> (pp. 24, 38, 58 et 90) — London, 1972</p>			

Guerrières, coloniales ou fiscales, les ressources des États traduisent bien la hiérarchie de ces puissances. Seules l'Espagne, la France et l'Angleterre brillent durablement dans le monde colonial et marchand où le Portugal et la Hollande, après avoir remporté d'énormes succès, finissent par tomber l'une et l'autre sous l'influence britannique, tandis qu'au centre et à l'est du continent — où la Turquie régresse — trois nouvelles puissances s'affirment au 18^e siècle : l'Autriche, la Russie et la Prusse.

Entre ces États et leurs fluctuants alliés s'invente peu à peu le jeu de bascule politico-militaire, dit de l'*équilibre européen*, dont Aron a fort bien résumé les règles, après Clausewitz. Il s'agit d'écarter « le danger d'une monarchie universelle ou d'un seul État dictant ses lois à l'Europe » ; de bâtir « un système de contrepoids » ; de « ne jamais tolérer qu'un seul État atteigne une puissance telle que la coalition des autres ne puisse lui résister » (2-I, 436). Cet équilibre européen

serait l'exact contraire de *l'empire central* des mondes anciens (n° 8), si sa recherche n'était que militaire ; mais elle présente d'autres aspects.

S'agissant d'un monde colonial et marchand, elle prend évidemment une forme économique dont les politiques mercantilistes sont l'expression. Ces politiques essaient de pallier l'insuffisant développement de la monnaie et du crédit (n° 20), en prohibant vainement l'exportation du numéraire. Moins naïvement, elles s'efforcent de maximiser à court terme le profit des marchands et des financiers (29-I, 188) en confortant leurs entrepôts et leurs monopoles, voire en imposant, par des Actes de Navigation inspirés du modèle anglais, le monopole des navires du pays pour les transports destinés à celui-ci ou le quittant. Enfin, elles tentent parfois, à la manière de Colbert, de hâter la formation d'arsenaux et de manufactures, pour rattraper et concurrencer d'autres puissances. Ainsi, un mélange empirique de protectionnisme et d'investissements publics prolonge les guerres, sur le plan économique.

Qu'elles soient économiques ou militaires, ces guerres se soldent désormais par des traités. Tout comme Venise, qui remplace ses envoyés occasionnels par des ambassadeurs permanents dès le 15^e siècle, les États recourent aux services de diplomates installés à demeure auprès des principaux souverains étrangers. Par leurs soins, comme par ceux des juriconsultes, un droit de la guerre prend forme, ainsi qu'un droit des gens — *jus gentium* — lequel prohibe notamment le pillage des navires et la course hors le temps de guerre.

L'équilibre européen ne s'apparente donc pas à la lutte de tous contre tous, dont Hobbes décrit alors les méfaits. C'est un jeu de guerres, mais aussi d'échanges et de négociations, entre des États dont chacun devient un îlot de paix. C'est, en somme, *un concert des nations* au centre du nouveau système mondial. Mais aucun concert des empires ne lui fait écho, dans les périphéries lointaines où la partie de sautemouton colonial se poursuit sauvagement (n° 18).

L'appareil politique des empires coloniaux est léger (n° 18), mais la dépendance qu'il consacre ne l'est pas. Tant que les Européens sont seulement des marchands soucieux d'adosser leur commerce à de solides points d'appui, ils nouent des alliances dont ne résulte aucune dépendance apparente, avec des marchands locaux, nommés *compradores* par leurs collègues portugais. Le même terme désignera par la suite tous les collaborateurs intéressés des puissances coloniales.

La dépendance est plus nette, mais parfois déguisée, dans les protectorats, lesquels vont de l'aide militaire que les navires marchands procurent parfois aux princes locaux, jusqu'à la soumission pleine et entière de ceux-ci. La pénétration anglaise aux Indes présente, en la matière, toute une gamme de variantes. En règle générale, les protectorats procurent à la puissance impériale, le soutien des régnants locaux, dont ils consolident les privilèges. Parfois même, ils aboutissent à

la création de seigneuries ou de principautés nouvelles, pour satisfaire aux besoins d'une administration coloniale qui préfère opérer indirectement, à l'anglaise.

Les colonies proprement dites s'habillent d'autre manière. Elles établissent localement, une sorte de décalque de l'État métropolitain, à la façon des vice-royautés espagnoles, aux Amériques. Ces clones des États aristocratiques sont soumis à la tutelle des métropoles européennes, du moins quand la position des compagnies coloniales-marchandes perd son ambivalence. Tel sera le cas des Indes anglaises, après le *Regulating Act* de 1773 qui établit un contrôle direct du gouvernement sur la Compagnie ; mais il faudra encore dix ans pour que la *John* apprenne, localement, à respecter les nouvelles normes politiques. Celles-ci confient à un Ministre londonien le soin de surveiller la Compagnie et de présider son conseil. Après quoi, les services de la Compagnie seront répartis, au début du 19^e siècle, en deux branches bien distinctes : le commerce d'un côté, l'administration de l'autre. Alors, la maturation politique de l'Empire des Indes progressera bon train, sous forme d'un État aristocratique adapté aux besoins locaux.

D'autres formes, plus originales, s'observent également, telles les *reducciones* jésuites, enclaves apparentées aux constructions politiques des ordres militaires de la *Reconquista* ou des croisades en Baltique ; telles, aussi, les communautés de nègres marrons — c'est-à-dire échappés des plantations, avec ou sans révolte massive — qui s'établissent dès le 17^e siècle, dans les montagnes de Jamaïque ou dans l'arrière-pays de Bahia, au Brésil.

Mais la plus riche des novations est sans doute la république paysanne qui transplante, en Amérique du Nord, un modèle d'abord apparu en Europe, par l'agglomération de communautés paysannes libres, enrichies d'un peu d'artisanat et de quelques bourgades. Rien ne prouve qu'il y ait eu filiation directe entre les communautés archaïques des Pyrénées basques, du Tyrol ou des premiers cantons suisses et les surgeons américains, encore que l'expérience américaine de la Nouvelle-Suède et de la Nouvelle-Hollande inciterait à rechercher des antécédents frisons ou normands. Quoi qu'il en soit, celles des colonies nord-américaines qui ne dérivent pas vers l'exploitation esclavagiste, deviennent le siège d'une évolution intéressante, sous la tutelle forcément légère de Londres ou de Versailles. Leur auto-administration recrée de telles républiques paysannes et, dans la frêle fédération des États-Unis devenus indépendants (24,443), ces républiques s'épanouissent à l'échelle de plusieurs États, y compris dans le Vermont qui mène une existence indépendante, de 1783 à 1791.

Néanmoins, ces pousses originales, proches de l'autonomie locale plus que de la souveraineté étatique, ne doivent pas distraire de l'essentiel. En Amérique comme ailleurs, les empires coloniaux diffèrent radicalement des empires à l'ancienne (n° 6), par leur dispersion géographique ; par la nette différence des

structures politiques entre la métropole et ses dépendances ; et par la pluralité et l'éparpillement de ces possessions.

Ainsi, le nouveau monde colonial et marchand — que le capitalisme industriel va bientôt subvertir — transforme l'échelle et la structure du système mondial : il le porte virtuellement aux dimensions de la planète entière, mais il conforte la pluralité des États au centre de ce monde devenu mondial, comme la pluralité des empires, dans ses lointaines périphéries.

Chapitre 5

Le centrage du monde

(Du 14^e au 18^e siècle)

« La race blanche, la plus parfaite des races humaines, habite surtout l'Europe, l'ouest de l'Asie, le nord de l'Afrique et l'Amérique. »

G. BRUNO (*Le Tour de France par deux enfants*)

22 — Poussées nationalitaires et crises religieuses

[Retour à la table des matières](#)

Contaminée par l'échange, la vie quotidienne se modifie peu à peu en Europe, à commencer par les villes les plus riches. Le luxe du sucre et du tabac s'adjoint à celui des épices, mais le café et le chocolat demeurent élitiques au 18^e siècle. La morue de Terre-Neuve et le hareng des mers du Nord gagnent difficilement le cœur des terres. Les vins de Bordeaux et les fromages de Hollande décorent les tables riches et les tableaux des maîtres flamands.

Marins et pèlerins, soldats et étudiants véhiculent les nouvelles, suivis, bientôt, par des livres et d'autres feuilles imprimées. Ces mouvements d'idées, d'hommes et de marchandises traversent des villes dont la taille et le nombre croissent et qui engrappent des pays plus nombreux. Leurs réseaux mieux serrés deviennent bons conducteurs du discours social commun, même s'ils ne s'étendent en un treillis régulier que dans les rares régions où le marché, la manufacture, les voies de communication et l'appareil des administrations, des églises et des écoles s'épanouissent de concert, au 18^e siècle : soit en Hollande, dans une partie de l'Angleterre et, de façon moins nette, dans les Pays-bas autrichiens et français, l'Île de France ou l'Italie du nord.

L'enrichissement des réseaux de convivance prend du retard, hors l'ouest européen et, plus encore, dans les colonies lointaines. Là-bas, les nouveaux venus imitent tant bien que mal les formes de sociabilité des métropoles, mais, avec le temps, leurs sociétés se différencient des modèles européens. L'originalité coloniale des 16^e-18^e siècles s'observe surtout dans l'Amérique aztèque et inca où les survivants des massacres et des épidémies du 16^e siècle (n° 19) sont soumis à une évangélisation persévérante, cependant qu'une partie de la jeunesse noble ou métisse est instruite dans des collèges tenus par des religieux. La langue espagnole marginalise les langues indiennes. La christianisation du mariage et des autres rites de passage corrompt les mœurs anciennes, tandis que la confession cure les âmes une à une (11,168).

Les peuples ainsi travaillés résistent. Leurs langues survivent et leurs religions contaminent le catholicisme régnant. Néanmoins, les épidémies, la traite et les regroupements détruisent d'anciennes ethnies et en créent de nouvelles, en métissant des peuples divers, y compris des éléments venus d'Espagne.

Les identités collectives évoluent davantage dans l'Europe des dominations aristocratiques-nationalitaires (n° 21). Les princes, engagés dans les guerres incessantes de l'équilibrage européen, voudraient en finir avec les factions et les réformes religieuses qui distraient leurs armées, dérèglent leurs fiscalités et perturbent leur justice, pour se consacrer aux ennemis héréditaires dont ils font provision. Dans ce contexte turbulent où les anciennes principautés survivent comme provinces dans la mémoire des peuples, le travail nationalitaire ne répond pas à un dessein bien clair, mais résulte d'initiatives éparses où les académies et autres fondations royales, les titres et pensions des Cours monarchiques et les initiatives des appareils idéologiques à débouché marchand — édition, arts et spectacles, etc. — prolongent le travail plus méthodique des universités, des collèges et des précepteurs. Des nationalités s'esquissent parmi les élites du pouvoir, de la richesse et du savoir, et gagnent les élites provinciales qui s'extraient de peuples encore très diversifiés. Observé dans son détail séculaire, ce travail nationalitaire est une sorte d'ethnolyse : il dissout des peuples, jadis distincts, en provinces homogènes dont les classes supérieures lorgnent vers une nouvelle unité, à l'échelle d'un État agrandi. Ethnolyse, donc, car le dépassement des anciennes ethnies est souvent vécu dans une heureuse indifférence, sans que les usages et dialectes locaux en soient soudainement bousculés.

Le brassage nationalitaire est plus féroce dans les principautés que les guerres ravagent, notamment quand celles-ci s'enveniment de heurts religieux. Ainsi, la Bohême, déjà ébranlée au 14^e siècle, par l'écrasement des Hussites — réformés de la première heure — est comme décapitée par la guerre de Trente ans : sa noblesse est massacrée à la bataille de la Montagne blanche (1620) et les survivants sont bannis, si bien que les peuples tchèque et morave vivent ensuite sous l'autorité de barons, de propriétaires et d'évêques allemands. Ils deviennent l'exemple type de

ce que le 19^e siècle nommera une *nation sans histoire* (n° 34), exemple souvent répété au centre et à l'est de l'Europe.

Le travail nationalitaire bénéficie du renfort de nouveaux appareils idéologiques qui commencent à véhiculer, en chaque État, la langue du roi plus que tout autre idiome — fût-ce le latin des clercs. Ainsi, de l'imprimerie qui apparaît au milieu du 15^e siècle et gagne rapidement des dizaines de villes. Vers 1500, Venise est son haut lieu, suivie par Cologne, Paris et Rome, toutes villes où l'Église a du poids. Bientôt pourtant, Lyon, Bâle, Francfort et Anvers, villes plus attentives au commerce qu'à l'orthodoxie, deviennent prépondérantes. Puis, au 17^e et 18^e siècles, la division du travail éditorial se fixe : on imprime partout ce qui ne déplaît point aux princes locaux ni aux autorités religieuses, mais la Hollande et la Suisse sont des plus tolérantes pour les livres et libelles destinés à la contrebande internationale, voire coloniale.

L'imprimerie, l'édition et la librairie — mal séparées encore — ne sont pas les seuls appareils marchands. Les précepteurs domestiques cèdent la place à des collèges où plusieurs maîtres, diversement spécialisés, forment des élèves plus nombreux. En France, les jésuites et les jansénistes rivalisent en ce domaine ; en Angleterre, également, la pédagogie est rénovée ; en Hollande, notamment à Leyde, les sciences physiques sont privilégiées dès le 17^e siècle ; en Allemagne, au siècle suivant, Göttingen inaugure l'enseignement universitaire de l'histoire. L'Europe pensante s'équipe ainsi d'institutions où la scolastique médiévale dépérit et où l'orthodoxie religieuse — éclatée, il est vrai, entre des confessions rivales — perd peu à peu de son crédit.

Pour les églises européennes, les 16^e-18^e siècles sont une période tempétueuse. La riche église catholique, qui avait triomphé de maintes hérésies aux 13^e-15^e siècles — celles notamment des *Lollards* anglais, des *Hussites* tchèques et des *Vaudois* occitans ou savoyards — est désormais soumise à des assauts plus diffus. La richesse de ses princes et l'inculture de beaucoup de ses clercs suscitent des tensions que la lecture des Évangiles et de l'Ancien Testament envenime. Les projets de réforme se multiplient, à l'initiative de Luther (1517), Zwingli (1523), Calvin (1541) et autres fondateurs d'églises dissidentes. L'Église catholique coordonne ses réactions au concile de Trente (1545). Ses répressions, souvent confiées à une Inquisition qui avait fait ses preuves en Espagne, contre les marranes — c'est-à-dire les Juifs soupçonnés de fausse conversion — se traduisent parfois, par des expulsions massives : les morisques andalous, fidèles à l'islam, sont chassés, en 1600, vers l'Afrique du nord, privant ainsi l'Espagne de 5 % de sa population. Mais l'Église romaine se réforme, elle aussi : elle surveille davantage ses curés et confie au nouvel ordre jésuite le soin de guider les classes supérieures, désormais moins incultes.

Les tensions réformatrices débordent de l'appareil ecclésial et des querelles dogmatiques. Souvent, la révolution communale (n° 14) s'y manifeste derechef :

ainsi de Genève qui chasse son évêque et s'érige en république, à la faveur de la réforme calviniste. Souvent aussi, les crises sociales latentes enveniment les débats religieux, jusqu'à la guerre des Paysans qui secoue l'Allemagne vers 1525. Mais la poussée principale vient des États qui s'emploient presque tous à affermir leur contrôle sur l'appareil ecclésial de leur territoire. Le roi de France avait ouvert la voie, en obtenant, dès 1438, un droit de regard sur la désignation de ses évêques. Un siècle plus tard, Henri VIII détache de Rome toute l'Église anglicane (1534). Sitôt après, Charles-Quint s'engage dans une guerre de vingt ans pour soumettre les princes luthériens du Saint-Empire, mais il doit concéder, par la paix d'Augsbourg (1555), un principe de relative tolérance — *cujus regio, ejus religio* — qui n'entrera dans les faits qu'un bon siècle plus tard, non sans rectifications de frontières et soubresauts tardifs. Bientôt, d'ailleurs, les Pays-Bas espagnols se déchirent entre la ligue catholique de Cambrai et la coalition d'Utrecht qui assemble les provinces réformées. Celles-ci s'engagent dans la guerre dont sortira l'indépendance des Provinces-Unies. L'horrible guerre de Trente ans (1618-48) entraîne ensuite l'Europe médiane — de Stockholm à Prague et du Rhin au Danube — avec le renfort de presque tous les autres États européens, en une vaste redistribution des principautés, des villes et des confessions.

Ces guerres *religieuses* pourraient être dites *civiles*, autant qu'*internationales*, car elles déchirent les États qui tentent de s'affermir en Europe, notamment l'Angleterre où les anglicans affrontent les presbytériens d'Écosse, avant de s'allier à eux contre les papistes d'Irlande ; et aussi la France où, du massacre de la Saint-Barthélemy (1572) à la révocation de l'édit de Nantes (1685), le refus royal du protestantisme finit par rejeter vers Genève, la Hollande et la Prusse, 300 000 huguenots souvent fort qualifiés.

Anciennes ou réformées, les églises s'engagent avec ardeur dans la colonisation. La conquête des Amériques prolonge la *Reconquista* espagnole et installe 32 évêchés, supervisés par 6 archevêques et confortés par plusieurs ordres missionnaires. Dès le 16^e siècle, les temples païens sont détruits, à moins que leurs pyramides soient couronnées d'églises. L'Inquisition pourchasse l'idolâtrie. L'Église d'Amérique est moins dense que celle d'Espagne, puisque, en 1800, elle emploie 0,5 % de la population au Pérou et 0,15 % au Mexique contre 1,25 % en Espagne (11,420), mais son influence idéologique n'en est pas moins décisive, dans des pays où elle gère l'enseignement, devient le principal prêteur de fonds puis — par la réalisation de ses gages — le principal propriétaire foncier et où elle orne toutes les villes de merveilleuses églises baroques.

Peu évangélistes, les Portugais favorisent pourtant l'installation d'une église brésilienne de même facture, mais l'intervention hollandaise dérange son action sur les côtes du nord-est. Ici, comme dans certaines îles caraïbes, la colonisation est impulsée par la compagnie hollandaise des Indes *occidentales*. Cousine de la célèbre compagnie des Indes *orientales* (n° 18), cette nouvelle venue, créée en 1621, entend mêler au commerce du sucre et à la traite des esclaves, un ardent

prosélytisme calviniste, mais le mélange prend mal. La compagnie doit être renflouée dès 1667 et il ne lui reste bientôt plus que le Suriname et Curaçao où son trafic se poursuivra sans zèle religieux.

Le prosélytisme est plus vif dans les colonies d'Amérique du nord où diverses églises protestantes se partagent des zones d'influence bien délimitées. Seule la colonie de Penn — qui deviendra la Pennsylvanie — constitue, dès l'origine, un espace de tolérance délibérée. Ailleurs, les États-Unis deviennent peu à peu un territoire globalement ouvert à toutes les églises, mais truffé d'États, de comtés et de villes où l'intolérance est fermement organisée.

Ainsi, l'hégémonie religieuse demeure de règle dans l'ensemble du monde colonial et marchand des 16^e-18^e siècles, hormis les rares espaces de tolérance où le bien commun de la cité l'emporte sur toute autre exigence, fut-elle ecclésiastique : quelques villes de la Hanse, quelques périodes de l'histoire vénitienne ou génoise et quelques parties des Provinces-Unies, à commencer par Amsterdam où le calvinisme mûrit plus souplement qu'à Genève. Le libre exercice de la pensée est une exigence *théologico-politique* pour Spinoza, mais ses progrès pratiques demeurent lents et élitiques.

23 — Les réseaux secondaires ; la culture européenne

[Retour à la table des matières](#)

Les mutations culturelles qui s'opèrent en Europe, du 15^e au 18^e siècles, émanent des élites de la richesse, du pouvoir et du savoir, bref des réseaux secondaires de ce temps.

En toute société, les hommes sont inscrits dans un réseau primaire de groupes de convivance (n° 2). Par surcroît, ceux d'entre eux qui exercent le pouvoir d'État, dirigent les appareils étatiques, composent les appareils idéologiques ou vivent dans la familiarité des précédents, sont généralement liés entre eux par diverses formes élitiques de convivance qui les constituent en un ou plusieurs réseaux secondaires, à la cour comme à la ville et en tous autres lieux où, loin des soucis du travail productif, des activités plus raffinées les retiennent.

Les réseaux secondaires qui se déploient au centre du nouveau monde colonial et marchand se distinguent de leurs prédécesseurs par un effectif probablement supérieur et qui croît considérablement au 18^e siècle. En débordant des cours princières et des hôtels patriciaux, ils s'enrichissent de formes nouvelles : académies, cafés, clubs, loges, cabinets de lecture, etc. Ils se multiplient dans les villes d'Europe occidentale et sont imités jusqu'à Saint-Pétersbourg. La plus originale de ces innovations est la maçonnerie dont les loges cultivent de nouvelles formes de sociabilité. L'égalitarisme y contraste avec la hiérarchie des rangs sociaux et les débats soumettent les privilèges et les dogmes au jugement d'une

raison critique qui s'aguerrit au 18^e siècle. Ces loges prolifèrent en Europe et débordent vers les deux Amériques.

L'essor des réseaux secondaires est frappant pour qui compare l'époque de la Renaissance à celle des Lumières. Le premier de ces mouvements est l'affaire de quelques milliers d'hommes : artistes italiens du *Quattrocento*, attirés des rives de l'Arno vers celles de la Loire ; érudits que la jeune imprimerie mobilise ; peintres flamands et allemands qui, sans boudier le voyage d'Italie, développent la peinture de chevalet pour leurs clientèles bourgeoises ; lecteurs royaux qu'un nouveau collège assemble à Paris, hors la tutelle des maîtres de Sorbonne et qui trouvent maints émules en de nouvelles universités.

Le mouvement ainsi amorcé est parfois dévié par les tumultes des réformes et des guerres, mais gagne néanmoins en ampleur. Les langues valorisées par l'usage des cours et des capitales reçoivent leurs lettres de noblesse. Le français de la Pléiade et de Malherbe, l'anglais de Shakespeare, puis de Milton, rejoignent le florentin de Dante et Machiavel, le portugais de Camoens, l'espagnol de Cervantès et même l'allemand de Luther au rang des langues enrichies de chefs-d'œuvre littéraires et réglées par des grammaires exigeantes. Le latin d'Église, coincé entre ces langues que le théâtre et la littérature exaltent et le grec ressuscité par les éditeurs philologues, perdrait tout prestige, n'étaient Virgile et Cicéron.

Comme les beaux esprits, les villes se meublent à frais nouveaux. Les châteaux cessent d'être conçus comme des forts. Les églises s'inventent de nouveaux styles baroques. Les édifices bourgeois des métiers et des patriciens continuent de se répandre, mais s'enjolivent. Les capitales s'ornent de palais grandioses, imités de Versailles, et les campagnes de villas palladiennes que l'Angleterre emprunte à Venise.

Les raffinements se multiplient au 18^e siècle. Les nouveaux meubles et potiches sont de goût exotique. Le cosmopolitisme européen fixe ses rites, du *grand tour* formateur, aux voyages plus fréquents et aux gazettes colportant les échos de Paris et de Londres. La nature fait prime, dans les parcs et les herbiers, de nouvelles idées répandent leurs Lumières.

Dans tous les réseaux secondaires d'Europe, puis dans leurs prolongements américains, on devient en effet *philosophe*, c'est-à-dire porté aux débats d'idées où la raison est censée triompher de l'ignorance, du préjugé et de tout argument d'autorité, où les écrits, souvent venus de Paris — avant comme après *l'Encyclopédie* — sont ardemment discutés et où mûrissent les projets et les utopies comme les savoirs nouveaux. Les textes grandioses qui orchestrent l'indépendance américaine et les révolutions européennes des années 1780-1800 résument ces débats, désormais portés sur la place publique.

L'Europe invente la notion de races, dès le 16^e siècle, mais ce vocable apparu presque simultanément en italien, en français et en anglais, ne joue longtemps qu'un rôle descriptif. La diversité apparente des types humains est un trait exotique parmi bien d'autres. Le 18^e siècle qui raisonne de tout, disserte abondamment sur le bon et le beau sauvages, la variabilité des mœurs et l'effet des climats, mais il ne dispute guère de l'esclavage auquel la race noire lui semble condamnée par nature : Montesquieu ne réfute pas Aristote.

La notion de civilisation qui couronne la pensée du siècle, ne perd pas ses adhérences avec les grâces et civilités de la bonne société, mais se charge pourtant d'une signification plus globale, pour dénoter l'ensemble des processus par lesquels une société éduque ses classes les plus frustes ou améliore d'autres sociétés encore barbares. La civilisation se proclame exemplaire, elle généralise la pratique des souverains européens qui, depuis deux siècles, concèdent des chartes coloniales disposant, en pleine souveraineté, des terres supposées *vierges* ou *neuves* des autres continents (n° 18).

Néanmoins, la véritable originalité européenne est ailleurs. Le 18^e siècle pressent que les arts et les sciences sont engagés dans un mouvement cumulatif, il découvre le progrès. L'ampleur des réseaux secondaires, la diffusion des nouveautés, le large recrutement des talents nouveaux soutiennent ce sentiment qui se théorise de maintes façons, de Vico à Condorcet. La découverte n'est d'ailleurs pas illusoire. Débarrassée de ses amplifications morales et de ses naïvetés politiques, elle exprime l'une des caractéristiques maîtresses du nouveau monde colonial et marchand, son mouvement orienté vers l'extension de l'échange, dont traite abondamment l'économie politique, alors naissante ; vers de nouvelles techniques, à quoi *l'Encyclopédie* est si attentive ; vers les terres inconnues où les marchands et les religieux s'élancent ; vers de nouveaux savoirs, d'autres pouvoirs, de meilleures raisons en toutes choses, comme il s'en invente et s'en rêve dans toute l'Europe.

Car l'originalité ultime du siècle des Lumières est son cosmopolitisme. Les États sont certes nationalitaires et rivaux, mais non nationalistes et jaloux, si bien que les réseaux secondaires transgressent les frontières. Voltaire fait la leçon au roi de Prusse avec la même conscience tranquille que les officiers anglais encadrant la marine du tsar. L'Europe, qui succède à la Chrétienté, comme vocable dénotant une totalité sociale et non un simple espace géographique est, de fait, un marché commun des beaux esprits où le français sert de *lingua franca* et où les modes, les goûts et les sensibilités s'affinent autant que les arts et les sciences.

Ce marché s'étend et se spécialise. La musique est, par excellence, italienne, puis allemande comme le sont les luthiers et autres facteurs. La peinture oublie ses gloires flamandes, hollandaises et allemandes, mais continue de régner depuis l'Italie. Le théâtre est partout, mais plus qu'ailleurs à Venise, puis à Londres et Paris. Le roman est anglais, la philosophie quitte son refuge hollandais pour régner

depuis Paris. Et ainsi de suite : la culture européenne brille de tous ses feux à Paris et Londres, mais Vienne acquiert aussi des charmes que, déjà, Saint-Pétersbourg et Berlin tentent d'égaler, cependant que deux ou trois dizaines de villes plus modestes participent, elles aussi, à l'émulation des académies, des opéras et des théâtres. La culture européenne progresse dans son réseau cosmopolite. La primauté française y est reconnue, mais suscite plus d'émulation que d'envie. L'Europe entière s'est mise en branle.

24 — Le territoire des royaumes ; les empires coloniaux

[Retour à la table des matières](#)

Les Isles, les Indes, les mers du Sud : tandis que l'Europe rêve aux espaces qu'elle découvre et contrôle, ses propres territoires se transforment. Les villes d'au moins 5 000 habitants groupaient un peu moins de 11 % de la population totale, en 1500 ; elles dépassent les 12 % dès 1650, et se maintiennent près de ce pourcentage jusqu'en 1800, alors que la population totale augmente substantiellement (4,284). L'Europe devient partout urbaine, le record étant battu par la Hollande où la moitié des habitants vit en ville. Un travail étatique persévérant transforme les espaces ainsi occupés.

D'un point de vue économique, le changement est très clair. La propriété se décante, elle s'épure de ses surcharges politiques. La propriété éminente des souverains perd de sa force, le fief et le ban s'affadissent, le sol devient une mosaïque de domaines cessibles, moyennant un prix où les économistes apprennent à reconnaître une rente foncière capitalisée. Les domaines ecclésiastiques et princiers rejoignent le sort commun. Les mainmortes ont mauvaise réputation, les biens royaux entrent dans les échanges ordinaires après avoir été triés : ce qui appartient en propre aux rois est séparé de ce qui est propriété des États. Certes, ces processus juridiques et pratiques progressent inégalement d'un pays à l'autre — et jouent de concepts différents — mais la tendance générale n'est pas douteuse. Elle sera formalisée à l'époque napoléonienne, tant il est vrai que les Codes réussis ont valeur d'inventaires.

D'un point de vue politique, l'appropriation et le découpage de l'espace gagnent également en précision. La distribution des provinces entre les héritiers d'un prince ou même leur concession symbolique, en apanage, sortent de l'usage. L'octroi de terres aux fidèles du souverain, disparaît de même. Le contrôle d'un prince sur son territoire transcende la propriété en souveraineté. Parallèlement, le pouvoir veille à la continuité de son territoire, vis-à-vis de souverains rivaux qui font de même. La dentelle domaniale est ainsi remplacée par un damier de territoires aux frontières mieux marquées, jusque sur le terrain.

D'un point de vue idéologique, enfin, l'espace contrôlé par les États change de nature et d'échelle. À l'espace réel du territoire là donné — que l'on représente et

mesure de plus en plus souvent, au moyen de cartes, d'enquêtes et de recensements — s'adjoint peu à peu une sorte de territoire imaginaire qui est le système des intérêts communs au sujet d'un même prince : les disciples du droit romain renaissant évoquent à ce propos la *res publica*, tandis que l'Angleterre invente l'idée de *Commonwealth* pour dire à peu près la même chose.

Au reste, l'examen des vertus économiques, politiques ou idéologiques de la territorialisation, coupe par trop dans le vif. L'épuration et l'abstraction du pouvoir d'État qui en font une pleine souveraineté, se heurtent à la vénalité des offices, à l'affermage des impôts, aux privilèges des villes fortes de murailles, et aux particularismes des provinces. Le souverain s'emploie à généraliser sa juridiction à l'encontre des justices déjà établies ; à gommer les douanes intérieures pour laisser passer les marchandises et les hommes ; à maintenir partout le même ordre public. En quoi, le monde européen des 15^e-18^e siècles se présente une fois de plus, comme un devenir orienté.

De toutes ses inventions progressives, la plus riche d'avenir est assurément celle des frontières. Peu à peu, les frontières linéaires, bien délimitées sur le terrain, l'emportent sur les zones mêlées ou indécises (15). Vauban alignant les villes fortifiées illustre encore une étape transitoire, celle où la frontière est une organisation pour le temps de guerre, une disposition des armées pour affronter l'ennemi. L'étape ultime, celle des tracés linéaires repérés sur le sol même, finira d'être vulgarisée par la Révolution française, pour les principes, et par l'Empire napoléonien, pour les travaux pratiques.

Partout en Europe, les États s'agrandissent — même dans le Saint-Empire où les mille unités plus ou moins souveraines des années 1600 sont ramenées à quelques 300 entités par les traités de Westphalie (1648) et à quelques dizaines, seulement, par le traité de Vienne (1815). Les prétendants principaux cernent et fortifient leurs limites et confortent leurs agencements internes, pour renforcer leurs armées, régulariser leurs impôts et réduire les dissensions par un maillage plus serré de leurs administrations. Ils travaillent à leur territorialisation parce qu'ils s'affirment.

À l'inverse, ils en viennent à reconnaître la liberté des mers, au-delà des eaux territoriales, finalement mesurées par les trois miles d'une portée de canon. Les mers sont libres, faute de pouvoir être encloses. Cette thèse est évidemment soutenue par les Provinces-Unies, riches de la plus forte marine du 17^e siècle, mais l'Angleterre la fait sienne assez vite, tout en renforçant ça flotte et, de proche en proche, les pays à marine plus faible s'y rallient. Elle s'accompagne d'une casuistique délicate sur la souveraineté qui s'exerce à bord des navires, notamment lorsqu'ils relâchent en des ports étrangers ou sont exposés aux contrôles d'un blocus.

Le nouveau type de souveraineté territoriale qui s'affirme en Europe gagne difficilement les périphéries lointaines. Quand les États locaux sont assez puissants pour tenir en respect les marchands venus d'Europe, ceux-ci ne réussissent à élargir leurs premiers points d'appui que par la technique captieuse du protectorat, laquelle a une portée territoriale des plus floues. La souveraineté s'affirme plus nettement, dans les empires conquis par les Espagnols et dans les terres supposées vierges, où s'installent les colons européens et les plantations esclavagistes.

Ici, la frontière s'entend comme front d'attaque où les trappeurs et les trafiquants précèdent la colonisation. Quand, parfois, la limite linéaire voit le jour, par exemple pour séparer administrativement certaines des colonies nord-américaines, il n'est pas rare que ses tracés au cordeau s'alignent sur quelque méridien (24). Les frontières à l'européenne, chantournées par les guerres, seront presque inconnues à l'heure des indépendances américaines, y compris dans l'empire espagnol où les subdivisions administratives deviendront souvent des États (n° 30).

Ainsi, le monde colonial et marchand des 15^e-18^e siècles comporte finalement deux types principaux de territoires. En Europe, tout tend à faire du royaume le modèle prépondérant : les aires de nomadisation ont disparu ; les pays sont presque tous englobés dans de plus vastes territoires ; les *contados* de même, excepté ceux qui, à l'instar de Venise, s'arrondissent en une sorte de royaume ; les empires, enfin, sont inhibés ou fragmentés, sauf dans l'est européen (n° 26).

Le royaume triomphe, car c'est le plus grand des territoires aptes à résister à d'autres territoires, dans le jeu tourmenté de l'équilibre européen. D'ouest en est, ce modèle affirme ses caractéristiques un solide réseau de villes marchandes, administratives et religieuses un réseau renforcé de défenses militaires et navales ; une substantielle armée permanente ; un appareil administratif détaillé où le fisc et le juge commencent à être entourés d'autres fonctionnaires.

Les royaumes européens aident à comprendre ce qui spécifie la Corée et l'Annam qui s'affirment contre l'empire chinois et les divers royaumes des Indes, opposés entre eux ou résistant au sultanat de Delhi, puis à l'empire moghol — et sans doute encore, divers autres royaumes asiatiques (n° 15). En effet, ces royaumes ne peuvent durer qu'en se renforçant. Comparés aux provinces de mêmes taille et population, qui sont incorporées dans les empires voisins, leurs forces doivent être surdimensionnées pour qu'ils aient chance de durer, qu'il s'agisse de l'armée, de l'armature urbaine, de l'appareillage administratif ou du réseau ecclésial. Autrement dit, ces royaumes doivent être mieux *territorialisés* que les empires à la mouvance desquels ils s'efforcent d'échapper.

L'empire colonial partage la vedette avec le royaume. Ce territoire tire son originalité de sa dispersion. La dépendance coloniale crée un nouvel espace géopolitique où le royaume colonisateur devient métropole vis-à-vis de ses colonies, cependant que celles-ci deviennent, politiquement, les possessions de la

métropole lointaine. Dans un système mondial où les aires définies par l'interaction des États prévalent, l'empire colonial apparaît comme une forme spécifique, de par sa discontinuité même. Il se définit par ce qui fait tenir ensemble ses éléments dispersés, par ce qui concrétise spatialement la domination coloniale et par ce qui sépare du reste du monde les éléments ainsi liés.

Dans le système colonial et marchand, le liant interne de chaque empire est constitué par une marine et par les mûles qui la protègent. Marchande et guerrière, la marine est toujours armée et servie par ce qu'il faut de chantiers navals, d'arsenaux et de convois protecteurs. Les compagnies des Indes, la *Jan* comme la *John* (n° 18), sont précieuses parce qu'elles financent une telle marine. Inversement, les faiblesses coloniales de la France des 17^e-18^e siècles tiennent essentiellement aux insuffisances de ses flottes. L'Espagne et le Portugal, enfin, disposent de marines guère plus puissantes que celle de la France, mais leurs possessions assez groupées et leurs positions marginales dans les guerres européennes, compensent cette relative faiblesse.

Encore faut-il que la marine soit adossée à de puissants appuis — et pas seulement en métropole. Des Indes aux côtes nord-américaines, l'Angleterre dispose ainsi de mûles, moins puissants que ceux dont l'Espagne jouit à Cuba et au Mexique, mais bientôt supérieurs à ceux dont le Portugal peut disposer. De son côté, la Hollande prend appui au Cap et s'installe en force à Java. Quant à la France, elle se distingue des puissances coloniales mineures, comme le Danemark ou la Suède, par la construction d'appuis qui seraient semblables à ceux de l'Angleterre, n'était la guerre de Sept Ans qui la chasse pratiquement des Indes et totalement du Canada.

Le monde colonial et marchand est ainsi travaillé par un double mouvement de *territorialisation* : en Europe, il forme des royaumes ; là où l'Europe a pris, il découpe des empires. Mouvement essentiel, puisque ce monde est aussi celui où se définit *l'extraterritorialité* des ambassades et des navires, laquelle souligne les progrès de la territorialité.

25 — La structure du monde colonial et marchand : plus qu'une économie-monde

[Retour à la table des matières](#)

Le monde colonial et marchand des 15^e-18^e siècles tend à couvrir la Terre entière. Dans l'Europe qu'il construit, la pluralité des États devient irréductible. Sur la planète qu'il investit, son espace s'étend de plus en plus et ses rythmes économiques et politiques s'imposent avec une force croissante aux autres systèmes mondiaux qu'il pénètre ou encercle et dont il inhibe, de plus en plus, les capacités propres. Bref, c'est un monde en devenir.

Par sa genèse, le monde colonial et marchand semble être un entrelacs de mondes marchands (n° 15) dont chacun s'épaissirait de possessions coloniales. Mais l'interconnexion et l'extension de ces mondes produisent de substantielles novations. Le volume du commerce européen est multiplié par un facteur 1 000 en quatre siècles. La production agricole et artisanale débouche de plus en plus sur des échanges marchands. L'agriculture domaniale à rente monétarisée gagne du terrain, sauf dans les plantations coloniales esclavagistes et les propriétés latifondiaires et servagistes de la périphérie européenne. Le règne de la valeur d'usage s'achève, celui de la valeur d'échange s'annonce (n° 20).

Les innovations coloniales complètent ces novations marchandes. Les mines américaines gorgent l'Europe d'or et d'argent. La traite devient un commerce majeur. Les colonies s'agrègent en possessions que les métropoles européennes organisent en empires d'un type nouveau. Les peuples soumis sont gérés de près, mais gouvernés de loin, au bénéfice de classes dominantes souvent demeurées en métropole. Le commerce lointain se conjugue désormais avec un pouvoir lointain.

L'Europe des métropoles coloniales s'affirme comme un système d'États rivaux que de nouvelles puissances compliquent davantage, de siècle en siècle. Ces États dont les alliances varient selon leurs intérêts continentaux et coloniaux, deviennent plus denses et plus abstraits. Leurs appareils militaires et administratifs maillent des territoires aux frontières plus souvent linéaires. Leurs ressources financières deviennent un enjeu majeur que des politiques mercantilistes soutiennent vaillamment.

Au cœur de ces États affermis, les peuples européens se transforment, eux aussi, d'autant que leur vie change. Le commerce active une circulation de produits et d'idées où l'exotisme se faufile. Les églises, même catholiques, se réforment, leurs fidèles savent parfois lire, leurs Livres sacrés se concurrencent. Partout, la coexistence provinciale l'emporte sur les diversités ethniques tandis que les élites esquissent de plus larges nationalités.

Une Europe des Lumières se construit dans la *bonne société* des réseaux secondaires, mais les peuples lointains des possessions coloniales ne sont guère éclaboussés par les reflets de cet *Aufklärung*. Hormis les rares élites métisses de l'Amérique latine et les très rares esprits curieux de la Nouvelle Angleterre, les peuples coloniaux subissent des brassages culturels qui sont, en fait, les sous-produits des spéculations marchandes, des traites esclavagistes et des découpages politiques dont ils sont l'objet.

Pour Braudel, qui mêle divers types de systèmes mondiaux, à l'enseigne de ce qu'il appelle *l'économie-monde*, la société est, en somme, un édifice à trois niveaux, que son œuvre maîtresse ordonne ainsi « Civilisation *matérielle*, *économie* et *capitalisme* » (10). Au premier niveau, immense et presque inerte, se déploie la vie matérielle des hommes, cette « non-économie, sous le signe

obsédant de l'autosuffisance » (10-II, 7). Le gros de la production, absorbé par l'autosuffisance, se range ainsi dans la non-économie selon Braudel. Le deuxième niveau commence avec la boutique et autres lieux d'échange : c'est l'économie, mais une économie dont Ricardo ou Marx diraient qu'elle se réduit à la sphère de la circulation ; la production n'y figure que si elle débouche directement sur l'échange. Le troisième niveau, enfin, s'inscrit au sommet des échanges, « bien au-dessus de la boutique triviale » (id, 8). C'est un capitalisme, mais d'essence financière : grand négoce, banque et bourse.

Chaque *économie-monde* couvre une portion de la planète — voire la planète entière dont tous les éléments sont liés, mais à des niveaux différents les civilisations matérielles n'acquièrent une certaine similitude que par une longue coexistence ; mais les économies [= jeux d'échanges] tissent les liens essentiels et sont éventuellement renforcées par le capitalisme [= finance] des zones les plus richement développées. De ce fait, « sur le terrain, trois « aires », trois catégories, au moins, se dessinent : un centre étroit, des régions secondes assez développées, pour finir d'énormes marges extérieures » (10-III, 28).

Ce schéma spatial de Braudel où l'influence de Wallerstein (29) est sensible, souffre d'extrapolations trop hardies. En effet, sans clarifier davantage le concept de *l'économie-monde*, Braudel l'applique à tous les continents et presque à tous les siècles. La seule nuance qu'il retienne est néanmoins essentielle : il distingue des *économies-mondes* les *empires-mondes* où, semble-t-il, le liant ne résulte pas des échanges, mais des armées (10-III, 42). Ces *empires-mondes* correspondent à peu près aux mondes anciens (n° 9) et leurs frontières incertaines d'avec les *économies-mondes* peuvent tenir aux interférences entre les mondes anciens et les mondes marchands lesquelles produisent, en effet, des résultats historiques variables (n° 15). Mieux vaut donc fixer l'attention sur les siècles braudéliens par excellence où le monde colonial et marchand prend forme.

Braudel n'ignore pas la distinction que Marx a établie entre le capital marchand et le capital industriel, mais il n'en tient pas compte, parce que ses recherches ne débordent guère du 18^e siècle et que, de ce fait, il connaît toutes les diaprures du capital marchand, mais n'observe que les vagissements du capitalisme manufacturier. Il ne souligne donc pas que l'accumulation du capital après la révolution industrielle va convertir le système mondial en une *économie-monde* pleinement développée (n° 27), alors que le grappillage marchand de profits tirés de valeurs d'usage exotiques ou de l'accaparement occasionnel des produits d'un artisanat routinier (n° 20), ne donne encore qu'un élan fragile aux échanges.

La première *économie-monde*, qui s'élabore à tâtons dans l'Europe des 15^e-18^e siècles lui paraît, indûment, semblable à celle des siècles ultérieurs. Les novations culturelles et politiques par lesquelles l'Europe s'arrache à l'obsédante récurrence des *empires-mondes* et à l'éternelle déchirure des mondes marchands (n° 15) sont minorées dans sa recherche. Ayant observé le rôle central qu'une ville maîtresse

joue dans tout monde marchand (n° 14), Braudel étend cette propriété au monde colonial et marchand où, pourtant, la question du centre se pose en termes nouveaux. Le 16^e siècle l'inquiète néanmoins, car le centre urbain prépondérant y devient incertain. Est-ce Anvers ou Gênes ? se demande Braudel qui pourrait aussi donner une chance à Venise et à Séville. Mais le 17^e siècle lève ses doutes, car Amsterdam s'y affirme puissamment, avant de passer le relais à Londres, au milieu du 18^e siècle.

En réalité, quelque chose d'essentiel a changé, du 15^e au 18^e siècles. La ville centrale des mondes marchands (n° 15), est désormais remplacée par un espace central à spécialisation croissante et à commandements multiples. C'est, évidemment, un espace économique où la finance règne depuis Londres, après Amsterdam et Gênes ; mais où le négoce a dix ports principaux dont chacun s'affirme, d'autant que Londres et Amsterdam perdent leurs fonctions d'entrepôt obligatoire (n° 12) ; et où les artisanats rentables et les agricultures modernes se répandent en diverses zones, comme les Flandres et la Lombardie, mais aussi les Midlands, la Hollande, etc. D'autre manière, c'est un espace politique où l'équilibrage européen ne cesse de modifier le poids des capitales majeures. Puis, d'autre manière encore, c'est un espace culturel où le pape de Rome perd du crédit au profit des nouveautés où Paris finit par exceller, mais sans monopole aucun. Si bien que le monde colonial et marchand est, finalement, l'inventeur d'un polycentrisme foisonnant, beaucoup plus fécond que le nombrilisme mono-urbain dont Braudel s'obstine à le gratifier, en ne faisant d'exceptions que pour l'univers excentré de la culture.

Le polycentrisme du monde colonial et marchand demeure néanmoins d'extension limitée. La pluralité des États (n° 21), le foisonnement des élites cultivées (n° 23) et, surtout, l'accumulation en diverses villes de richesses que des États mercantilistes tentent de retenir sous leur emprise, délimitent un *centre européen* qui, pour l'essentiel, est contenu dans le triangle Londres-Amsterdam-Paris, encore que certains de ses attributs soient observables dans le quasi-carré que délimitent Londres-Berlin-Naples et Madrid.

Ainsi, le centre du monde colonial et marchand n'occupe qu'une faible part de celui-ci. Au-delà s'étendent de vastes périphéries, nullement homogènes. En Europe, les régions que Braudel dit *secondes* et que Wallerstein considère comme *semi périphériques*, ne diffèrent du centre que par des écarts encore réduits : moins de villes, moins d'échanges, plus de productions archaïques, moins de foyers culturels ; mais, au total, rien de comparable aux écarts croissants que le capitalisme creusera au 19^e siècle (n° 28). Loin de l'Europe, les différences d'avec le centre sont plus variables. La richesse des Amériques ou des Indes est comparable à celle de maintes sociétés de la périphérie européenne. Seules les deux extrémités de la traite esclavagiste — l'Afrique et les plantations — imposent à des masses d'hommes une misère évidente.

Dans cet espace hiérarchisé, de nouvelles temporalités s'affirment. Certes, les épidémies et les famines continuent d'interrompre, en catastrophe, l'histoire de maints peuples ; mais ces aléas perdent de leur fréquence et de leur vigueur en Europe. De nouveaux rythmes se dessinent qui ne dépendent plus des risques naturels, mais résultent de la structuration des sociétés elles-mêmes. Avec la pluralité des États, l'Europe devient le théâtre d'une *situation* politique, en permanente évolution. De son côté, l'activité foisonnante des élites finit par s'ordonner dans une *actualité* culturelle. Enfin et surtout, la vascularisation marchande qui déborde des villes vers leurs campagnes, multiplie à ce point les échanges, qu'une véritable *conjoncture* économique commence à faire sentir ses fluctuations. La conjoncture rudimentaire des prix commandés par les aléas naturels locaux, cède la place à des fluctuations plus complexes des prix et des ventes où les effets attendus du commerce futur commencent à se mêler au jeu actuel des transactions.

Conjoncture économique, actualité culturelle, situation politique : sous ces trois angles, le monde colonial et marchand manifeste, en son cœur même, qu'il est un monde *orienté* vers une gamme d'avenirs moins aléatoires que jadis. Aux mondes anciens qui rêvaient à l'éternel retour des choses sublunaires, le monde colonial et marchand substitue un rêve de progrès qui idéalise indûment sa réalité. Les dynamismes multiples qui le travaillent ne provoquent pas une avancée rationnelle vers un avenir radieux, mais ils modifient les conditions d'équilibre et de reproduction du système mondial. Ni aléas, ni alternances : ce monde s'équilibre désormais par son mouvement même : l'extension du marché, des empires coloniaux, des puissances centrales, des savoirs scientifiques et des richesses culturelles lui est nécessaire, pour que son équilibre cinétique perdure.

26 — L'Europe marchande et coloniale aux prises avec les autres mondes

[Retour à la table des matières](#)

Né en Europe, le monde colonial et marchand tend à satelliser tous les systèmes mondiaux que sa progression lui fait rencontrer. Ainsi de Bantam où, au 17^e siècle, les intermédiaires locaux dominent les nouveaux venus hollandais, jusqu'à ce que ceux-ci aient pris le contrôle des principales îles à épices qui approvisionnent ce port (**10-III**, 223). Pénétrer, puis soumettre les principales places marchandes et les voies qu'elles contrôlent est un objectif cent fois renouvelé.

Tant qu'une place marchande, naguère puissante, garde son autonomie, elle s'efforce de survivre. Ainsi, en Europe même, Gênes et Venise se débattent longuement au 17^e siècle, avant de se laisser envelopper par le nouvel ordre européen. À la fin du 18^e siècle, Hambourg est encore une ville autonome, qui s'efforce d'être l'entrepôt et l'intermédiaire mondial d'une Allemagne du Nord où l'artisanat s'épaissit. Mais, tout comme Marseille qui contrôle désormais la majeure

partie du commerce avec le Levant — loin avant Venise et Amsterdam — Hambourg n'est qu'une singularité mineure, un port européen spécialisé et non plus le cœur d'un monde marchand ayant une vie propre.

Néanmoins de tels mondes existent encore, tel celui que contrôle Astrakhan. Cette ville, à l'embouchure de la Volga, est vaguement incluse dans l'empire russe, mais n'a d'autre souci que son commerce. Les routes fluviales, maritimes ou terrestres de Perse, de Russie, du Turkestan et de la Mer noire se croisent chez elle. Toujours à la fin du 18^e siècle, on y compte 3 000 négociants français et allemands, anglais et italiens, arméniens et grecs, tartares et persans et même hindous. Ici, le capital marchand travaille encore à l'ancienne (n° 15).

Les séquelles d'anciens mondes marchands, inclus dans quelque possession coloniale, gardent parfois une vie propre, comme jonction commerciale avec des empires anciens. Tel est le cas de Manille : la caravelle annuelle reliant ce port à Acapulco, depuis 1571, donne lieu à un commerce semi administré, où les marchandises apportées du Mexique ou destinées à celui-ci sont adjudgées publiquement. Puis l'adjudication est remplacée par une foire, fréquentée par de nombreux marchands de Chine et de Java. Le contrôle espagnol se limite à un rationnement — mercantiliste — des sorties d'argent du Mexique vers Manille. La fraude aidant, cette limite n'entrave guère le commerce et Manille devient l'une des portes de la Chine, avec son quartier chinois organisé selon la meilleure tradition marchande (n° 12).

À tout prendre, on peut s'étonner que l'extraversion d'un système colonial et marchand de portée virtuellement planétaire, ait eu pour seul foyer l'Europe, car plusieurs régions d'Asie ont semblé présenter, à partir des 14^e-15^e siècles, des conditions tout aussi favorables. Des confins arabo-persiques aux péninsules indochinoises et aux îles de la Sonde, les systèmes marchands, souvent autonomes et diversement jointifs, ont été nombreux et très actifs, du 15^e au 17^e siècle. Les activités artisanales ont presque partout accompagné ce commerce, notamment au débouché des grands fleuves de l'Inde : au Goudjerate et au Bengale, cette « voie lactée d'ateliers minuscules » (**10-II**, 263) occupait encore plusieurs millions de tisserands, à la fin du 18^e siècle. Souvent aussi, l'absence ou l'éloignement des empires puissants a semblé offrir des opportunités politiques peut-être comparables à celles de l'Europe (n° 21) : en Inde parfois, dans les Indochine aussi et surtout en Insulinde (**10-III**, 419).

Braudel suggère souvent que le principal déficit asiatique s'est situé au troisième niveau de sa classification (n° 25), à l'étage de ce qu'il appelle capitalisme et qui est, en réalité, l'activité de grand négoce, de banque et de bourse. Il souligne ce déficit pour l'Inde (**10-II**, 102) comme pour la Chine (**id**, 113), mais la Turquie, la Perse et l'Asie du sud-est ne sont pas mieux loties. Toutefois, à le suivre sur ce point, on prendrait l'effet pour la cause : le capital marchand s'enrichit de pratiques financières sophistiquées, quand, déjà, son élan est pris, vers la

soumission formelle de l'artisanat, la multiplication des plantations et le contrôle de possessions coloniales à des fins productives, autant que marchandes (n° 20).

Braudel est plus convaincant lorsqu'il évoque « l'administration impériale » qui, en Chine, « a bloqué toute la hiérarchisation de l'économie » (**10-II**, 113) et la « machine lourde, mais efficace » que l'empire moghol a reprise, en Inde, du sultanat de Delhi (**10-III**, 441). En effet, la Chine — où un million de lettrés s'échinent, vingt-cinq ans durant, à réussir aux examens qui dissémineront une petite partie d'entre eux dans toute la pyramide administrative — ne perd jamais sa méfiance radicale à l'égard du commerce, intérieur comme international : l'un et l'autre sont des affaires mineures, gérées par les gouverneurs des provinces qui souvent les concèdent à des guildes dûment contrôlées ; les mandarins, eux-mêmes, dédaignent ces trafics — sauf à les taxer — car l'accaparement des terres d'empire et la collecte des aides et épices que leurs administrés — marchands ou non — leur doivent en maintes occasions, suffisent à leur enrichissement. Néanmoins le commerce est intense, dans ce riche empire, à Hankéou et autres carrefours fluviaux, comme à Canton et autres ports de mer. Un empire très puissant, assis sur une formation économique plus tributaire que marchande, peut supporter indéfiniment sa lourde pyramide de potentats confortés par ce qu'il faut de soldats et de prêtres.

Aux Indes également, les reconstructions impériales des 13^e-17^e siècles, étouffent le potentiel qui mûrissait peut-être. En Asie du sud-ouest, comme du sud-est, des empires plus petits ont eu même effet, à leur échelle. Puis les Européens sont arrivés, et ils ont brisé à coups de canons toutes les potentialités locales.

L'extension du nouveau monde impulsé par l'Europe ne s'est heurtée qu'à un seul obstacle durable : les empires centraux des mondes anciens (n° 8). Obstacle durable, mais parfois seulement, car les faibles empires d'Afrique et des Amériques ont été aisément maîtrisés, tout comme les petits empires et royaumes d'entre Inde et Chine l'ont été à mesure que leur grignotage a été jugé intéressant. Les Indes, elles-mêmes, ont offert plus de prises que de résistances, malgré la puissance récente de l'empire moghol. Les Hollandais ont joué de même à Java où s'est ancré leur empire. Ainsi, les zones denses des empires coloniaux du 18^e siècle finissant — à ne pas confondre avec les zones densifiées par la traite esclavagiste (n° 19) — ont toutes été arrachées à d'anciens empires, du Pérou au Mexique et de Java au Bengale.

Mais d'autres empires anciens ont su résister. Ainsi, la Turquie a plusieurs fois prêté renfort aux comptoirs et émirats arabes de l'est africain et de l'ouest indien, tandis que la Perse, puis l'Afghanistan ont bénéficié des rivalités entre Anglais et Russes qui, tout en se dissuadant réciproquement, ont écarté du même coup les autres prétendants. Toutefois la résistance la plus forte s'est manifestée en Extrême-Orient.

La Chine, il est vrai, est au mieux de sa forme, vers la fin du 18^e siècle. La saignée du 17^e siècle — où la conquête mandchoue réduisit d'un sixième sa population (30,172) — est plus que compensée, d'autant que l'espace chinois inclut désormais la Mongolie et la Mandchourie, ainsi que le Tibet et le Xinjiang. À l'ombre de cette Chine immense, les royaumes qui subissent sa tutelle — du Népal à la Corée — bénéficient, de fait, de sa protection. À Pékin et en plusieurs des capitales provinciales, la civilisation chinoise est à son apogée : au milieu du 18^e siècle, il s'imprime peut-être encore plus de livres en Chine que dans l'Europe entière.

Or cette Chine tient les Européens en suspicion. La cour impériale connaît le sort dévolu aux Philippines et la conquête qui rogne l'empire moghol. Les conversions chrétiennes, un temps tolérées, sont désormais prohibées et les missionnaires, jésuites ou autres, sont chassés. Les ambassades occasionnelles des puissances européennes — il y en eut une vingtaine du 16^e à la fin du 18^e siècle (16,426) — sont tenues en suspicion. La Chine, d'abord plus laxiste, limite finalement l'accès des marchands étrangers au seul port de Canton où 350 mètres de quai leur sont réservés, quelques mois par an. Les marchands chinois, dûment conseillés, vendent leurs marchandises nettement plus cher à Canton qu'à Manille ou dans les ports d'Insulinde.

L'empire japonais est plus méfiant encore. Après avoir chassé les missionnaires chrétiens, il se ferme à tous les étrangers (1639). *Vénérez l'empereur et expulsez les barbares !* demeurera son programme, jusqu'au milieu du 19^e siècle (25). Seule fait exception la baie de Nagasaki où quelques jonques chinoises et deux bateaux hollandais de la *Jan* (n° 18) peuvent venir trafiquer, chaque année, dans l'îlot de Deshima.

Dans l'Asie qui se crispe de la sorte, les mondes anciens survivants perdent beaucoup de leurs caractéristiques. Les empires centraux n'ont plus de périphéries. Ils sont jointifs et survivent comme les banlieues boudeuses d'un nouveau système mondial qui, bientôt, les absorbera.

À tout prendre, la situation est la même sur l'immense frontière continentale qui sépare l'ancienne Asie de la nouvelle Europe. La Turquie et la Russie se disputent l'ouest de cette zone, tandis que la Russie et la Chine finissent de s'en partager les secteurs orientaux.

Les derniers empires anciens

[Retour à la table des cartes](#)

Les derniers empires anciens

Les derniers empires anciens

La Turquie est le plus tardif des empires d'ancien style (n° 8). À la fin du 18^e siècle, son domaine se réduit. En Méditerranée, les régence de Tunis et de Tripoli sont d'une vassalité toute nominale et l'Égypte, elle-même, commence à s'émanciper. Au nord, les Turcs et leurs alliés tartares subissent une forte pression russe qui les fait reculer, après 1774, jusque chez leurs vassaux de Valachie et de Moldavie. De l'autre côté de la péninsule balkanique, la pression autrichienne est moins forte, mais Belgrade est une position avancée que la Turquie ne tardera pas à perdre.

La Sublime Porte contrôle encore un vaste bloc mécanique de peuples (n° 8), organisé par confessions, mais son emprise décline. Son organisation servagiste ou tributaire — selon les régions — se dégrade de plus en plus, notamment du fait des fonctionnaires impériaux — pachas et cadis — qui transforment en propriétés héréditaires les domaines, naguère viagers, qui sont attachés à leurs fonctions. La pénétration européenne à Istanbul débord des usages marchands. Les privilèges consentis à divers groupes et d'abord aux Français, par des capitulations sept fois renouvelées depuis 1535, se traduisent, en fait, par une complète liberté des importations et par une forte minoration des droits de douane. Grand ouvert, l'empire ne se modernise pas pour autant, car les oulémas veillent à son orthodoxie religieuse et politique. Les imprimeries, à peine tolérées depuis 1730, les écoles de géométrie — pour militaires — fermées peu après leur création, les réformes de l'appareil administratif, avortées sitôt conçues, dessinent non l'image d'une modernisation possible, mais sa caricature. Dès la fin du 18^e siècle, la Turquie est l'homme malade de l'Europe.

Il n'en va pas de même pour l'immense Russie, car celle-ci est un vigoureux hybride. Vu d'Asie, l'empire tsariste s'affirme comme une puissance entreprenante. L'hommage et le tribut payés à l'empereur de Chine par les marchands russes de Sibérie, s'est consolidé, depuis 1683, en un traité négocié avec l'aide des jésuites, alors bien en cour à Pékin, et qui a fait de l'Amour, la frontière entre Chinois et Russes. Plus à l'ouest, les poussées russe et chinoise pour le contrôle de l'Asie centrale, se poursuivent avec succès — mais ne s'achèveront qu'au 20^e siècle, avec la soumission, par les bolcheviks, des khanats de l'ancienne Sogdiane devenue Ouzbékistan (Samarcande, Boukhara, etc.). Encore plus à l'ouest, les Russes sont aux prises avec l'empire persan qu'ils affrontent depuis qu'au-delà du Caucase, ils s'efforcent d'annexer les royaumes chrétiens de Georgie et d'Arménie, naguère vassaux de la Perse ou de la Turquie.

Le bloc mécanique des peuples empilés dans l'empire russe (n° 8) ne cesse de s'étendre et de se diversifier, d'autant que, de la Finlande à la Pologne, cet empire refoule également les États scandinaves et allemands et participe aux partages successifs de la Pologne.

L'archaïsme serait parfait, n'étaient les perturbations venues d'Europe. La Russie est largement ouverte au commerce ; en diverses régions, elle importe des

techniques manufacturières tout à fait à jour ; attentive à sa puissance, elle imite ce que l'Europe offre de meilleur, pour équiper sa marine et son armée et pour encadrer ses écoles élitiques. Le despotisme éclairé dont elle se prévaut, notamment sous le règne de Catherine II, tient au fait que son réseau secondaire participe au bouillonnement culturel de l'Europe (n° 23). Enfin, la politique européenne l'entraîne, jusqu'à raccompagner l'empereur Napoléon 1^{er}, de Moscou à Paris, l'épée dans les reins, et à peser d'un poids non négligeable dans l'élaboration du traité de Vienne (1815). La Russie serait d'Asie et d'ancien modèle, n'était son insertion dans les jeux complexes de l'équilibre européen (n° 21) et, bientôt, sa pénétration par le capitalisme européen. Sa vie durant, Marx hésitera entre les deux termes de cette contradiction, dénonçant d'abord la puissance réactionnaire du tsarisme, avant d'insister sur le potentiel révolutionnaire d'une Russie où l'archaïque et le moderne sont étrangement mariés.